

Micheline de Sève

Pour un féminisme
LIBERTAIRE

Boréal Express

Données de catalogage avant publication (Canada)

Sève, Micheline de

Pour un féminisme libertaire

Bibliogr.:

2-89152-142-7

1. Féminisme. 2. Femmes - Conditions sociales. I. Titre.

HQ1208.D47 1985

305.4'2

C85-094169-5

Photo de la couverture :

«Les cordes à linge» (15 mai 1984), réalisée par Claire Duguay.

Diffusion pour le Québec:

Dimedia: 539, boul. Lebeau

Saint-Laurent (Québec) H4N 1S2

Diffusion pour la France:

Distique: 9, rue Édouard-Jacques

75014 Paris

© Les Éditions du Boréal Express

5450, ch. de la Côte-des-Neiges

Bureau 212, Montréal H3T 1Y6

ISBN 2-89052-142-7

Dépôt légal: 4^e trimestre 1985

Bibliothèque nationale du Québec

Avant-propos

L'idée centrale de ce livre est que le féminisme ne peut être qu'anti-dogmatique; on ne rompt pas avec le stéréotype de l'éternel féminin pour s'enfermer dans d'autres rôles sociaux rigides et prédéterminés. L'émancipation de toutes et chacune des femmes ne saurait s'accomplir sans un partage égalitaire des tâches, le respect des droits individuels et l'éclatement des stéréotypes sexuels. Le socialisme, demeuré aveugle, entre autres, à la dimension politique des rapports de sexe, n'ouvre pas sur l'espace de la liberté. Les femmes, et avec elles l'ensemble des dominés, n'ont trouvé en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est qu'une nouvelle forme de servitude. D'où la nécessité de repartir sur des bases plus larges, celles d'un féminisme que je qualifie de libertaire, pour formuler un projet de société où différence et égalité cessent de s'opposer.

Ce livre est né de multiples échanges avec des étudiantes et des amis des deux sexes, interpellés comme moi par la crise du socialisme. J'ai voulu apporter une contribution à la discussion politique sur les liens entre le féminisme, école de liberté pour les femmes, et la recherche de modèles sociaux alternatifs. Invitation à la liberté, ces pages plaident pour une tolérance sans compromis. La liberté ne sera jamais que radicale, ennemie du pouvoir, de la domination et du confort.

misme. Elle concerne nécessairement les femmes, puisque l'oppression d'un sexe par l'autre est la première dans le temps, celui de l'histoire, la grande, mais aussi la petite, l'histoire de nos vies. Le projet de société véhiculé par le féminisme vise à réconcilier les amants de la liberté, hommes et femmes, aujourd'hui divisés contre eux-mêmes, tirés à un pôle vers l'identification au sexe fort ou, à l'autre, vers l'abandon à leur «destin».

Remerciements

Plusieurs personnes m'ont aidée dans mon projet. Je remercie en particulier Geneviève Albert, Luce Des Aulniers, Claire Duguay, Jacques Lévesque, Lise Moisan, Hubert Paradis, Christine Piette-Samson, Susan-Judith Ship et Brigitte Von Schoenberg, qui ont lu et critiqué diverses versions du manuscrit. Je remercie également Chantal Rondeau et Louise Vandelac, qui ont épluché certains chapitres; Paule Maranda et Claudine Lord, qui ont dactylographié et commenté le texte; Robert Favreau, qui m'a prêté son ordinateur personnel; et enfin, Daniel Latouche et Andrée Yanacopoulos, dont j'ai apprécié les conseils même quand j'y ai passé outre. En terminant, je tiens à remercier l'Université du Québec à Montréal pour son soutien financier et à souligner l'apport essentiel de mon conjoint, Reinaldo Valverde; il m'a encouragée et soutenue du début à la fin, agissant comme critique, éditeur, assistant et... cuisinier ou programmeur!

M. de S.

Féminisme et société

Ce premier chapitre offre une vision d'ensemble des principaux thèmes abordés par la suite. Se réclamer du féminisme signifie privilégier les femmes comme interlocutrices, mais il serait excessif d'opposer en bloc le clan des hommes, les dominants, au clan des femmes, les dominées¹. Concrètement, les rapports de classe ou de race se chargent de brouiller les cartes. Substituer au concept de classe celui de sexe élargit certes la portée de nos analyses, mais ne supprime pas la nécessité d'articuler aux composantes du genre masculin ou féminin les autres composantes du statut social. Toutes les femmes ne sont pas progressistes; tous les hommes ne sont pas insensibles...

Songeant aux hommes que la «question des femmes» intrigue comme à celles d'entre nous qui ne sont pas très familières avec la littérature féministe, je construirai cette réflexion comme une introduction générale à la critique de la société patriarcale. Je partirai de cette fameuse notion de

1. Voir Armande Saint-Jean, *Pour en finir avec le patriarcat*, Montréal, Primeur, 1983. Même si chacune «reçoit en naissant un statut en tous points comparable à celui de toutes ses soeurs humaines», *ibid.*, p. 144, ... la difficulté des rapports entre féministes occidentales ou tiers-mondistes est là pour témoigner de l'existence d'autres pôles d'identité ou d'opposition entre femmes comme entre hommes et femmes.

différence sexuelle. Elle a si longtemps servi à justifier l'oppression du sexe féminin que le féminisme a d'abord dû se constituer sur la base d'une critique radicale de la féminité. L'habitude de classer les différences en termes de plus ou de moins par rapport à un critère unique est si ancrée qu'a priori, il ne semble pas y avoir d'autre mode possible d'émancipation des femmes que par l'identification au modèle dominant, fût-ce celui de l'opresseur. À tel point que «féministe» et «femme» peuvent devenir des termes opposés, la revendication d'égalité se muant parfois en mépris des opprimées elles-mêmes. La culture des femmes est rejetée en bloc, confondue avec le constat de leur position sociale inférieure. N'y aurait-il donc rien de récupérable dans notre expérience historique spécifique?

Une différence bien réelle

Femmes et féminisme, raccord passionné, complexe. Certaines féministes des années soixante ont avancé une éthique de refus de la féminité: plus question d'être la femme de, la mère de, la douce moitié ou l'égérie du grand homme. Il s'agissait d'acquérir l'identité «d'homme» à part entière, quitte à balancer par-dessus bord les oripeaux méprisés de la féminité pour rejoindre la partie «noble» de l'humanité pensante. Le programme de ce féminisme dur, fondé sur la négation de toute spécificité féminine, biologique ou sociale, a permis à de nombreuses femmes de gagner du galon, qu'il s'agisse d'accéder à l'éducation supérieure, de devenir professionnelle ou femme d'affaires ou de postuler les plus hautes charges publiques (encore que les Margaret Thatcher ou les Indira Gandhi se comptent sur les doigts d'une seule main et impressionnent plutôt défavorablement l'opinion - exception faite de leurs électeurs!) Cette logique de négation de la différence a abouti à isoler les femmes émancipées, soucieuses de se montrer des hommes comme les autres, de leurs consoeurs «féminines», toujours empêtrées dans les soins du ménage et de la marmaille. Elle a conduit certaines femmes jusqu'à l'école des officiers de West Point aux États-Unis. L'une

des pionnières du féminisme américain, Betty Friedan, salue d'ailleurs en elles l'aboutissement du projet d'intégration sociale pleine et entière des femmes à travers le secteur mâle le plus jalousement gardé, celui de la guerre et du maniement des armes².

Rompre la prison du sexe que constitue la définition exclusive de la femme comme mère-épouse... et ménagère, impose-t-il un tel degré de négation de l'identité sociale actuelle des femmes? Faut-il opposer les féministes, libérées de l'emprise de la famille, et cette moitié écrasée de l'humanité, celles que d'aucunes traitent d'«hétéros-collabos» puisqu'elles refusent de trancher tout lien avec leurs oppresseurs?

Partisane de l'unité entre femmes comme de l'harmonie sociale, Betty Friedan, par exemple, aboutit à rétablir la distinction entre sphères d'activités privée et publique. Elle nous propose dans *Le second souffle* une nouvelle version du rapport hommes-femmes qui conjugue la pleine liberté d'action de celles-ci sur le terrain des affaires publiques — y compris la vie (sic) militaire — avec retour à l'éthique complémentaire du gentil petit couple. Comme si la libération des femmes ne touchait que leurs activités à l'extérieur du foyer et que, de retour à la maison, il convenait d'endosser à nouveau la défroque de Cendrillon, d'autant plus amoureuse de son prince qu'il consent à appuyer magnaniment sur les touches du lave-vaisselle!

Il existe effectivement au sein du mouvement des femmes un courant revendicateur qui, tout en réclamant des mesures correctrices et l'instauration de politiques favorables aux femmes, tourne court. En effet, alors que le féminisme implique l'éclatement des rôles traditionnellement dévolus à l'un et l'autre sexe, les «modérées» visent à obtenir l'égalité, sans plus. Comme si seul le nombre commandait l'équilibre du rapport entre les sexes et qu'il n'était nul besoin de remettre en cause les catégories d'un système construit sur l'exclusion des femmes, de leurs connaissances comme de leur présence.

2. Betty Friedan, *Le second souffle*, Paris, Hachette, 1982, p. 161 et ss.

Or, c'est là que le bât blesse, puisque cela ne remet pas en cause l'ordre établi. Loin de contester la structure actuelle de la société, il s'agit simplement d'en gonfler les effectifs, de rendre accessibles aux femmes, à certaines d'entre elles plus exactement, les postes existants. L'intégration sociale des femmes n'implique pas la redéfinition du contenu des tâches qu'elles assument ni de la façon de les aborder³. Le monde du travail ou de la politique continue de fonctionner selon des critères de rationalité établis en dehors d'elles et qui ne tiennent aucun compte de la spécificité de leur apport. Dans cette optique, les propositions avancées visent à mieux outiller les femmes, à leur donner le bagage nécessaire pour qu'elles puissent «légitimement» prétendre accomplir le même type de tâches que leurs confrères masculins. La «condition féminine» fait problème, et non le rapport hommes-femmes.

Nous connaissons différentes versions de ce conte de fées de la libération des femmes sans grand dérangement. Au début du siècle, les anarchistes croyaient résoudre la question des femmes par la multiplication des appareils ménagers et l'augmentation de la productivité du travail domestique, au point de le rendre insignifiant en termes d'heures de travail nécessaires⁴. À la même époque, les bolcheviks proposaient une version à peine plus sophistiquée: ils entendaient substituer au régime privé d'appropriation du travail et du corps des femmes au sein de la famille, un régime collectif de socialisation des tâches ménagères. Des bataillons de femmes assumeraient la préparation des repas, les services d'entretien et les soins aux enfants. L'idée était d'en finir avec le parasitisme

3. Au Québec, Lysiane Gagnon, *Vivre avec les hommes. Un nouveau partage*, Montréal, Québec-Amérique, 1983, représente bien ce courant. Témoin son inquiétude au sujet «... des petites filles élevées par des mères féministes qui auront refusé de leur apprendre l'art subtil de séduire et de se conformer tout en en faisant à sa tête. Ne risquent-elles pas», se demande l'auteure, «de se retrouver un jour totalement sans défense, comme des chats dégriffés lâchés dans la jungle?», p. 145.

4. Cf. Pierre Kropotkine, *Oeuvres*, Maspero, 1976, p. 111: «Et la solution vient dictée par la vie elle-même, évidemment très simple. C'est la machine qui se charge pour les trois-quarts des soins du ménage.»

social des mères-épouses grâce à des réaménagements où il n'était question, notons-le, de partager les tâches domestiques qu'entre femmes et non entre hommes et femmes⁵.

Plus près de nous, il y a eu la version rose du changement des mentalités, de l'éducation nécessaire et suffisante pour que maris et femmes se partagent d'un commun accord le fardeau du travail domestique. Version rose? Version grise plutôt, celle des solutions boîteuses, du salaire d'appoint des femmes comme du coup de main occasionnel des hommes. Les bonnes intentions tournent court en l'absence de réorganisation du marché du travail. Mieux préparés, mieux payés surtout, les hommes ont objectivement intérêt à faire des heures supplémentaires pendant que leurs femmes refusent des promotions qui impliqueraient de s'absenter du foyer à l'heure du retour des enfants de l'école ou de la garderie.

Les quelques mesures existantes (congés de maternité, droit de refuser certains travaux dangereux en période de grossesse, congés parentaux) sont trop timides. Elles ne traduisent nulle volonté d'étendre à l'ensemble des personnes au travail le respect des exigences posées par des responsabilités familiales soi-disant partagées. Un début de préoccupation ne se dessine à cet égard que dans la mesure où les femmes l'imposent par ce qui est vécu dans un premier temps comme leur désertion du foyer au profit de leur carrière professionnelle.

*La production affective est irréductible
à la production marchande*

Ouvrir à quelques individus de l'autre sexe des champs d'activité traditionnellement réservés aux hommes ou aux femmes n'est qu'un misérable palliatif. Même si quelques réceptionnistes sont de sexe masculin et quelques ingénieurs

5. Alexandra Kollontai, *Marxisme et révolution sexuelle*, Paris, Maspero, 1979, p. 215 et 220: «La femme économise ses forces grâce aux ménagères professionnelles (...) Le mot d'ordre: Sois une mère non seulement pour ton enfant mais pour tous les enfants des ouvriers et des paysans, doit enseigner aux femmes travailleuses une nouvelle manière de voir la maternité.»

de sexe féminin, les normes du comportement admissible dans l'une et l'autre sphère restent inchangées. L'intégration d'hommes ou de femmes à des secteurs d'activité non traditionnels se fait d'abord par mimétisme. Encore qu'il est plausible d'imaginer que les hommes, confiants dans l'universalité de leurs critères de comportement et habitués à commander, du moins aux femmes, seront portés à appliquer leurs connaissances acquises dans la sphère publique à la rationalisation — Déesse, sauve-nous! — de l'organisation du travail dans la sphère privée. De leur côté, les femmes, éduquées à l'effacement et au retrait, auront tendance à minimiser la valeur de leur expérience propre pour adopter le mode de raisonnement logique formel en usage dans le monde de leurs seigneurs et maîtres.

Dans les circonstances, ouvrir sans discernement les canaux de communication entre la sphère de la reproduction des êtres humains et la sphère de la production marchande des biens et services risque de rendre le domaine de la vie privée aussi stérile que l'est actuellement le monde de l'industrie⁶. Les rêves de collectivisation intégrale de l'ensemble des tâches reliées au soin des enfants ou de mécanisation de tous les travaux ménagers sont des mythes masculins. Le travail domestique n'est pas réductible à des critères purement matériels; il relève d'une approche distincte faite d'attention aux êtres et d'engagement personnel dans ce que des théoriciennes féministes américaines qualifient de «production affective sexuée⁷». La qualité du rapport est ici indissociable de l'intention qui préside au choix des partenaires. Ainsi le mariage n'est comparable à la prostitution que si le désir n'est pas réciproque dans le lien qui unit les conjoints.

6. Ce point a été amplement développé dans l'ouvrage collectif rédigé sous la coordination de Louise Vandelac, *Du travail et de l'amour. Les dessous domestiques de la production*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1985 (cf. le chapitre sur «L'économie domestique à la sauce marchande... ou les évaluations monétaires du travail domestique», p. 183 et ss.)

7. Cf. Ann Ferguson et Nancy Folbre, «The Unhappy Marriage of Patriarchy and Capitalism» dans Lydia Sargent, dir., *Women and Revolution*, Montréal, Black Rose, 1981, p.313-38. Luce Irigaray rend cette même réalité par l'expression de «travail nourricier» dans *Éthique de la différence sexuelle*, Paris, Minuit, 1984, p. 72.

La relation entre la prostituée et son client reste fondamentalement impersonnelle; son plaisir à elle n'entre pas dans le contrat de location de son corps. De même, l'orphelin se sentira seul au monde tant qu'il ne trouvera pas quelqu'un pour s'intéresser à lui, indépendamment des horaires et du lieu de travail du personnel spécialisé affecté à son service.

Les activités effectuées dans le secteur de la reproduction de la vie supposent certes une dépense d'énergie mesurable en termes d'heures de travail ou de qualité de services et, à ce titre, elles méritent salaire. Mais elles ne peuvent se ramener à l'aspect purement matériel de la prestation de services. Chaque personne évoluant dans le cadre de l'unité privée d'un ménage ou d'une famille est unique et irremplaçable, alors que c'est la dépersonnalisation qui règne dans le secteur de la production marchande des biens et services. La logique salariale est impuissante à rendre compte de la spécificité du travail domestique; bien sûr, elle peut améliorer la condition économique des femmes au foyer, mais elle méconnaît la nature de leur contribution à l'individualisation des rapports sociaux, donc l'aspect proprement civilisateur et nécessaire de ce type d'activité humaine personnalisée.

Ce que l'on appelle le professionnalisme et qui se fonde sur la codification du savoir comme sur la répression des émotions permet de pratiquer avec plus de sûreté une opération chirurgicale et de réduire le niveau de stress dans l'exercice des métiers à risque, mais cela permet aussi de larguer un chapelet de bombes sur une ville ou de jongler sans sourciller avec le concept de guerre nucléaire⁸. Poussé à la limite

8. En 1983, une commission de physiciens et de médecins a été chargée par l'Organisation mondiale de la santé d'évaluer les pertes en cas de conflit nucléaire. Advenant l'utilisation d'environ la moitié de l'arsenal disponible, deux milliards de personnes mourraient. Conclusion de certains experts: «De toute façon, ces hommes seraient morts dans dix, cinquante ou cent ans; ce n'est qu'une anticipation. Et puis l'effectif de l'humanité resterait bien suffisant: 2 milliards et demi, c'était le nombre des hommes il y a cinquante ans. Le danger d'un étouffement de l'humanité par son explosion démographique (ce que certains ont appelé la «bombe P», la «bombe population») serait écarté»... Bel exemple du type de raisonnement «froid» auquel nous faisons référence, rapporté dans un article de Hervé Bazin, Albert Jacquard, Suzanne Prou et Léon Schwarzenberg, «Vers un suicide collectif?», *Le Monde*, 21 mars 1985, p. 2.

comme c'est le cas dans le monde de l'industrie, des finances et de la politique, ce type d'approche provoque une dangereuse rupture de contact entre le monde des concepts et celui de la réalité. Il y a dissociation entre certains types d'actions et la perception de leurs conséquences pour la vie humaine.

L'opposition est radicale entre un mode de connaissance symbolique réduit à des chiffres sur un graphique ou à une série de sigles abstraits, et un mode de connaissance immédiate, celui qui définit maintenant la culture des femmes, apte à saisir toutes les facettes d'un être ou d'une situation en même temps. À tel point qu'il a fallu réhabiliter cette pensée dite inductive ou holistique pour saisir le non-dit aussi bien que la singularité des êtres dans des disciplines comme la psychanalyse ou le marketing. Mais les femmes sont aussi relativement coupées à leur tour du mode de connaissance abstraite associé à la logique productiviste. Cela aboutit à exacerber chez elles le souci du détail et la perception affective par opposition à la froideur d'analyse de leurs compagnons. Le blindage émotif qui marque la personnalité «virile» a sa contrepartie dans l'hypersensibilité «féminine» avec son cortège de frustrations et de culpabilités en cas d'imperfection (hélas possible...).

Cette espèce de radar intérieur que promènent la plupart des femmes peut leur donner une capacité d'écoute et d'attention supérieure; il peut aussi se prêter à la manipulation et au chantage affectif, cette spécialité de celles qui savent jouer des émotions des autres pour exercer une forme de pouvoir informel, qui n'en constitue pas moins une atteinte à la liberté de leurs proches. Mais le cas le plus fréquent, c'est bien plutôt celui de l'autodépréciation des femmes qui, coincées par leur incapacité de tout sentir et résoudre à la fois, coincées aussi par la pauvreté matérielle des moyens dont elles disposent pour aider effectivement les leurs, désespèrent d'elles-mêmes plutôt que de la société.

Les femmes comme les hommes vivent l'apprentissage de leurs rôles sexuels secteur par secteur. Mais les femmes plus que les hommes sont convaincues de l'étroitesse de leurs connaissances. Elles ne songent guère à appliquer leur savoir à la restructuration du monde anonyme du travail et de la

politique. Elles sont entraînées à sous-estimer la portée de ce qu'elles ont appris à force de s'attacher à deviner les attentes des personnes semi-autonomes qu'elles aiment ou servent: enfants, malades, vieillards ou travailleurs épuisés. Quant aux hommes, ils sont peu conscients des insuffisances de leur approche rationnelle soi-disant universelle, d'autant plus qu'ils restent souvent convaincus que le monde des femmes et des enfants, ces êtres apparemment capricieux, fragiles et irresponsables, est imperméable à la Raison elle-même. Ces deux univers conceptuels restent fermés l'un à l'autre parce que l'expérience vécue par les deux sexes n'est pas généralisée à l'ensemble des activités humaines mais confinée à chacune de leurs zones d'activité spécifiques.

Une pensée réductrice

Certes, la division sexuelle des tâches fonde la situation plus confortable des hommes dans la vie de tous les jours, puisqu'elle leur octroie un statut comparativement enviable. Mais qui dit pouvoir dit séparation, fragmentation, distance; le coût social et personnel de la division des rôles sexuels est très élevé. Car le patriarcat n'affirme le principe de supériorité de l'homme sur la femme qu'au prix de l'acceptation, en contrepartie, d'un principe de hiérarchisation des hommes entre eux. La différenciation est posée comme un principe d'ordre «naturel» valable pour tous les êtres vivants. La division sexuelle patriarcale est le modèle premier d'une série de distinctions de rangs, d'âge, de race, de culture, de classe, de nation, etc., où toute différence est traitée comme une source d'inégalité.

Le système patriarcal ne répartit pas seulement les femmes dans des positions subalternes mais hiérarchise également les hommes entre eux, les séparant en jeunes ou vieux, robustes ou faibles, pères ou fils, aînés ou cadets, parents ou étrangers, patrons ou employés, amis ou ennemis... Ce système a produit une série de hiérarchisations de plus en plus complexes, à mesure que se développait et se raffinait la distinction première entre les individus de l'un et l'autre

sexe pour s'étendre jusqu'à la subordination complète de l'univers de la reproduction à celui de la production. Derrière l'oppression des femmes se profilait celle des enfants, puis des esclaves, utilisés comme main-d'oeuvre créatrice de richesse pour améliorer le rendement agricole et garantir l'entretien des «anciens» après leur période de production active. La continuité entre patriarcat et capitalisme a été largement discutée⁹, mais ce qui est resté moins clair, c'est que ces deux structures, loin de se succéder dans le temps, se conjuguent et s'interfécondent. Elles sont moins contradictoires que complémentaires puisque chacune bénéficie du maintien de l'ordre imposé par l'autre¹⁰.

À notre époque, la fragmentation des rôles sociaux s'est encore accentuée et les tensions générées par la volonté de caser hommes et femmes dans des moules prédéterminés révèlent de plus en plus clairement l'inadéquation - du point de vue des aspirations personnelles - du modèle patriarcal et productiviste d'organisation des rapports de vie et de travail. Les femmes sont submergées par le fardeau de la double journée, ou se retrouvent coïncées dans l'isolement et l'étroitesse de la vie domestique; les hommes, eux, sont réduits au rôle de machines à produire, tenus à distance de leurs enfants par les exigences de leur métier ou profession. Car avec la séparation de l'espace de la vie privée et de celui de l'activité productrice rémunérée, les travailleurs sont devenus étrangers au quotidien de leurs proches. Être libéré du «travail de femme» ne va pas sans contrepartie pour l'homme contemporain: «... son travail en miettes, dont la seule motivation est de subvenir à ses besoins et ceux de sa famille, lui interdit tout acte gratifiant en dehors de ceux pour lesquels on essaie de lui créer des automatismes comportementaux, une mode des loisirs, et qui évitent qu'il se pose des questions sur la signification de son existence¹¹».

-
9. Voir d'abord les classiques de Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Paris, Éd. sociales, 1954, et Claude Meillassoux, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 1975.
 10. L'étude de Natalie J. Sokoloff, *Between Money and Love. The Dialectics of Women's Home and Market Work*, N.Y., Praeger, 1980, est particulièrement éclairante là-dessus.
 11. Henri Laborit, «De la gériatrie à la gérontologie en passant par la biologie du comportement», *Gérontologie*, 20, oct. 1975, p. 16.

Sauf exception, les hommes peuvent-ils vraiment prétendre mieux profiter aujourd'hui de la jeunesse de leurs enfants? Faire vivre leur famille est toujours un objectif largement incompatible, pour la majorité d'entre eux, avec la vie de famille elle-même. C'est ainsi que les travailleurs de sexe masculin ne préservent leur statut privilégié en termes de conditions de vie qu'au prix de leur aliénation au service du Capital et de l'État.

Si ces différences d'insertion dans la société sont importantes, on aurait tort de croire que les choses s'arrêtent là. L'exclusion des femmes de la détermination des sacro-saints critères de rationalité de l'économie productiviste associée à la persistance du patriarcat réduit notre capacité de prise sur le réel. D'abord, elle prive l'ensemble de la société d'un potentiel d'expression et de création énorme, celui des mères-épouses, qu'une répartition plus équitable des activités domestiques permettrait de «libérer» au même titre que les hommes. Mais pire encore, elle suppose l'adoption d'un mode de pensée réducteur, celui d'hommes qui décident du sort général des humains à partir d'une expérience partielle et avec une vision déformée. Ils ont acquis la conviction bien ancrée que la totalité de ce qui revêt de l'importance dans le monde se trouve dans leur univers, celui de la production marchande, et que tout le reste peut être évacué comme insignifiant. Françoise d'Eaubonne a souligné de ce point de vue le lien entre les problèmes écologiques actuels à l'échelle planétaire et les limites inhérentes au mode de pensée unilinéaire¹². Mais c'est Virginia Woolf qui a le mieux stigmatisé la bêtise de ce mode de rapport au monde de ceux qui occupent le sommet de la pyramide de domination patriarcale. Elle affirme carrément que:

... la très grande réussite professionnelle fait perdre la tête aux gens. Leur sens de la vue s'efface. Ils n'ont pas le temps de regarder des tableaux. Leur ouïe s'efface. Ils n'ont pas le temps d'écouter de la musique. Leur discours s'efface. Ils n'ont pas le temps de faire la conversation.

12. Françoise d'Eaubonne, *Les femmes avant le patriarcat*, Paris, Payot, 1977, p. 221 et ss.

Ils perdent leur sens des proportions - la relation entre une chose et une autre. Leur sens de l'humanité s'efface. Gagner de l'argent devient si important qu'il leur faut travailler la nuit comme le jour. Leur santé s'évanouit. Et ils deviennent si compétitifs qu'ils ne partagent plus leurs travaux avec d'autres alors qu'ils sont débordés au point de ne pouvoir y faire face seuls. Que reste-t-il alors d'un être humain qui a perdu la vue, l'ouïe et le sens des proportions? Il ne reste qu'un infirme au fond d'une cave¹³.

Le patriarcat, moule de tous les rapports socio-sexuels, structure l'ensemble des différences culturelles sur le mode de l'inégalité. Loin d'être un reliquat des temps passés, il marque aujourd'hui encore tous les rapports interpersonnels. Même si sa présence est plus immédiatement apparente dans la sphère des rapports privés de production et de reproduction, il pénètre toutes les instances de nos formations sociales, que le sommet de la pyramide soit occupé par Dieu le Père à la barbe fleurie, par des savants en blouse blanche ou par des vieillards bardés de médailles.

Une complicité «naturelle»

Les analogies entre l'organisation sociale de la production et l'organisation «naturelle» de la famille sont devenues le cadre de référence par excellence, assimilant le patron qui «donne du travail» à ses ouvriers ou le chef qui «protège» ses subordonnés au père qui «fait vivre» femmes et enfants.

Sur le plan politique, le conflit entre capitalistes et travailleurs, par exemple, s'est atténué au nom de leur commun intérêt, en tant qu'hommes, à maintenir des structures hiérarchiques qui leur assurent le contrôle du corps et de la force de travail des femmes à leur service. Désireux de rester maîtres chez eux, les travailleurs masculins n'avaient que trop intérêt à respecter le principe sacro-saint de la hiérarchisation sociale

13. Virginia Woolf, *Trois guinées*, Paris, Des femmes, 1977, p. 138-39.

«naturelle»: «... les «maîtres» auront toujours tendance à essayer de *fermer* le jeu, de lui imposer des règles leur permettant de garantir leur pouvoir, de donner une apparence *éternelle* (ordres, castes) à la forme des rapports sociaux qu'ils auront réussi à établir¹⁴».

Historiquement, le capitalisme est apparu comme un facteur de déséquilibre au sein de la société, puisqu'il se présentait comme indifférent à toute considération extramonétaire. Il profitait même du coût moindre de reproduction de la force de travail des femmes et des enfants pour les employer dans ses usines de préférence à la main-d'oeuvre masculine plus coûteuse, au risque de détruire l'unité familiale patriarcale. Mais l'entente n'a pas tardé à se réaliser entre les tenants du patriarcat dans sa forme féodale antérieure et des entrepreneurs soucieux de régulariser les conditions d'une production de plus en plus dépendante d'un apport de main-d'oeuvre régulier et qualitativement acceptable.

En effet, en termes strictement économiques, le Capital reste indifférent à la situation familiale de ceux qu'il emploie: marié ou non, père de famille nombreuse ou pas, un travailleur est rémunéré selon ses qualifications et ses attributions. Le patron n'a pas à considérer les charges familiales qui relèvent de la responsabilité ou du choix personnel du travailleur ou qui, à défaut, concerneraient plutôt l'État. Ainsi, les capitalistes renvoient la balle à d'autres, histoire de réduire les frais d'exploitation de leurs entreprises, mais ils ne peuvent pour autant ignorer certaines réalités: leur besoin constant d'une main-d'oeuvre physiquement et mentalement apte au travail les oblige à se préoccuper de démographie, de psychologie et de politique. Il y a ici interférence de critères idéologiques et politiques. À l'embauche, les hommes mariés sont préférés aux célibataires pour leur plus grande stabilité affective, immédiatement traduisible en termes de productivité, et l'État est prié de veiller à élaborer des politiques familiales favorables au maintien d'un taux de natalité compatible avec les besoins de l'économie nationale...

14. Eugène Enriquez, «Le pouvoir et la mort», *Topique* 11-12, Paris, P.U.F., 1973, p. 159. Les italiques sont dans le texte.

Le mode de production dominant est patriarcal puisque sans la contribution des «femmes au foyer» à l'entretien de la force de travail des membres de la population active et au soin de leur progéniture, l'organisation du travail serait complètement perturbée. Les rouages de la machinerie complexe de notre économie spécialisée ne pourraient plus s'engrener les uns dans les autres de la même façon; il suffit pour s'en convaincre d'imaginer les conséquences d'un mouvement de protestation des ménagères qui consisterait à laisser les jeunes enfants confiés à leur garde sur les genoux des travailleurs(es) de bureaux ou dans les jambes des ouvriers(ères) d'usine deux ou trois demi-journées par semaine¹⁵... Le Capital exploite ses serviteurs en les payant à un taux inférieur à la valeur des biens ou services qu'ils produisent, mais que dire de cette part de travail nécessaire effectuée par les femmes à l'extérieur du circuit de la production marchande et qui abaisse considérablement les coûts de reproduction de la main-d'oeuvre? Les profits ou le surproduit de l'économie moderne fondraient comme neige au soleil s'il fallait rémunérer ce travail, fût-ce au salaire minimum. Nous y reviendrons.

Soulignons seulement que l'époque du capitalisme sauvage n'a que mieux révélé le caractère fondamental de l'organisation sociale patriarcale. L'oppression des femmes, représentantes du «sexe faible» ou du «beau sexe» s'est maintenue, puisqu'elle servait les intérêts du nouveau mode d'exploitation économique. Individuellement, chaque entrepreneur était trop heureux de négocier des contrats de travail au plus bas prix possible, se souciant peu des conséquences «morales» de son indifférence aux conditions de vie des prolétaires. Mais collectivement, comme classe, les entrepreneurs n'ont pas tardé à constater la menace que ce comportement faisait peser sur l'équilibre général des rapports de domination sociale. Les familles ont cessé de loger en chambrée¹⁶, hommes, femmes et enfants pêle-mêle au milieu de la poussière et de la puanteur.

15. Voir Louise Vandelac, *op. cit.*, p. 368.

16. Voir l'étude des conditions de vie de la population ouvrière en Angleterre au milieu du XIX^e siècle présentée dans le chapitre XXV du livre I

À la fois pour rationaliser la production et surtout pour juguler la colère montante d'une population réduite à des conditions sous-humaines, les droits de la famille et du patriarcat ont été rétablis sous un nouveau régime qui sépare la sphère privée des activités de reproduction de la vie et la sphère publique de la production marchande. C'est à ce prix que les hommes d'argent ont pu confirmer leur hégémonie, stabiliser leur système d'exploitation économique et de domination de classe. Ils ont donné aux chefs de famille les moyens «d'entretenir» leur femme et leurs enfants et réussi par là à stabiliser leur position. Sur le plan idéologique, ils légitimaient leur propre supériorité hiérarchique en présentant les inégalités sociales entre la classe des nantis et celle des gagne-petit dans le droit fil de la hiérarchisation et de la division du travail selon les sexes.

Il s'est ainsi établi une forme d'alliance plus difficile à briser que la menace que ferait soi-disant peser la solidarité entre femmes de tous les milieux sur l'unité des mouvements dits populaires. La gauche s'inquiète fort de la primauté accordée par les féministes à leur solidarité entre femmes plutôt qu'à leur intérêt de classe. Mais pourquoi s'inquiète-t-elle si peu de l'intégration de l'ensemble des hommes à la structure patriarcale du pouvoir?

Nombreuses sont les féministes qui, confrontées à l'oppression des femmes et à son caractère social, en viennent à remettre en cause la légitimité de l'ensemble des mécanismes d'exercice du pouvoir. Encore là, le témoignage de Virginia Woolf sur la position des «filles d'hommes cultivés» est éloquent:

Nous ne sommes pas seulement, et sans comparaison, plus faibles que les hommes de notre propre classe, nous

du *Capital* de Karl Marx. Entre autres, un médecin de Bradford écrit en 1865: «Les lits, et j'entends par là le premier amas venu de sales guenilles ou de copeaux, servent chacun à trois personnes en moyenne, et quelques-uns à quatre et six personnes. Beaucoup dorment sans lit étendus tout habillés sur le plancher nu, hommes et femmes, mariés et non mariés, pêle-mêle» (*op. cit.*, Garnier-Flammarion, 1969, p. 486). À Londres, en 1840, près des trois-quarts des familles ouvrières vivaient entassées chacune dans une seule pièce. Voir Friedrich Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, Éd. sociales, 1973 (1845), p. 59 et ss.

sommes plus faibles que les femmes de la classe ouvrière. Que les ouvrières de notre pays viennent à dire: «Si vous faites la guerre, nous refuserons de fabriquer des munitions ou d'aider à la production», les difficultés inhérentes à la guerre augmenteraient considérablement. Mais si toutes les filles d'hommes cultivés se mettaient en grève demain, cela ne changerait rien d'essentiel à la vie de la communauté ou à la conduite de la guerre. Notre classe est la plus faible de toutes les classes. Nous ne disposons d'aucune arme pour imposer notre volonté¹⁷.

Cela amenait déjà au début du siècle bon nombre de suffragettes à vouloir soulever le joug du patriarcat, même si cela supposait la remise en question d'un statut social qui ne leur accordait un niveau de vie supérieur qu'au prix d'une passivité insupportable comparée à la liberté d'action des hommes de leur classe. Elles étaient alors souvent amenées à rejeter aussi bien leur propre statut d'objets sexuels et de «potiches» que celui de «bonniches» de leurs soeurs des classes populaires¹⁸. C'est même à certaines d'entre elles que l'on doit d'avoir révélé «de l'extérieur»¹⁹ aux femmes du prolétariat le caractère patriarcal aussi bien que capitaliste de leur double condition d'exploitées. Le féminisme a donc moins à rougir de ses affinités bourgeoises que l'orthodoxie socialiste de ses compromissions et de son chauvinisme mâle.

Le règne de l'absurde

Il est plus qu'urgent pour les hommes, y compris les hommes de gauche, de commencer à se poser des questions sur les effets du mode de hiérarchisation patriarcal sur leur propre condition sociale. Ils ont intérêt à s'interroger sur la signification de la condition masculine actuelle plutôt que de prétendre résoudre avec nous et mieux que nous - «chassez le naturel, il revient au galop»... - les problèmes des femmes.

17. Virginia Woolf, *op. cit.*, p. 44-45.

18. Selon les termes employés par Claude Alzon, *La femme potiche et la femme bonniche*, Paris, Maspero, 1977.

19. Allusion transparente à Lénine, bien sûr!

Le patriarcat est aussi la question des hommes pour qui s'impose, nous semble-t-il, d'effectuer un examen en profondeur des automatismes et des codes socio-culturels qui les inhibent. Reconnaître les femmes comme leurs égales va beaucoup plus loin que de supprimer un minimum de leurs comportements de domination les plus criants. Cela suppose de reconnaître dans leur propre chair la marque des contraintes patriarcales, une castration de leur personnalité, qui est l'envers de leur statut socio-sexuel supérieur.

Pour commencer, il faut reconnaître que la conception dominante d'un savoir objectif unique est sexiste. La division des connaissances entre le monde masculin de la production et le monde féminin de la famille handicape de plus en plus le développement harmonieux des personnes comme de la société. L'exclusion relative du critère de réalité dans le monde des hommes, l'abstraction du caractère unique de la vie sous toutes ses formes menacent notre environnement plus que n'importe quelle catastrophe «naturelle». Repersonnaliser les rapports sociaux est devenu un impératif non seulement du point de vue du développement mais du strict point de vue de la survie de l'humanité.

L'accès des femmes au marché du travail et leur participation à la prise de décision dans tous les domaines ne sont pas en soi une garantie de transformation. La condition de leur intégration est souvent qu'elles apprennent elles aussi à neutraliser leurs comportements dès lors qu'elles oeuvrent sur la scène publique. Bien sûr, les femmes sont portées à réagir autrement que les hommes par suite de leur entraînement spécifique dans la sphère privée. Leur approche est plus personnalisée; elles sont plus attentives à des aspects jugés mineurs par leurs collègues masculins. Mais en l'absence de réflexion théorique, elles-mêmes jugeront déplacés des attitudes et des comportements qui vont à l'encontre du détachement de rigueur dans l'exercice de l'ensemble des métiers et professions. Leur approche ne sera pas saluée comme un apport, une chance de renouveler une démarche devenue tellement stérile qu'elle vide une majeure partie des activités humaines de tout sens de réalisation personnelle. Au lieu de considérer les réactions des femmes comme le révélateur d'une

rigidité excessive dans les rapports de travail, on disqualifie leur sensibilité, la renvoyant à leur «nature» (sexe!) plus émotive. Même dans les cas où leur compétence n'est pas niée: aptitudes pédagogiques, soins de santé, assistance aux personnes en difficulté, leur affectation à ce type de tâches les placera en position subordonnée par rapport aux chefs, majoritairement des hommes, chargés de les encadrer et de prendre les décisions qui comptent.

Passer ainsi de l'exclusion de la sphère publique à l'inclusion inégalitaire ne règle pas le problème actuel d'oppression d'un sexe par l'autre, oppression devenue une menace au développement de la civilisation elle-même, parce qu'un principe essentiel, celui du respect de l'individualité des personnes et de l'irréductibilité de chaque situation à toute autre, a été limité aux rapports humains dits privés, ou n'est admis qu'exceptionnellement à présider aux rapports sociaux dits publics.

La division sexuelle et sociale du travail a pu favoriser la concentration des énergies nécessaire à une époque de rareté des ressources et de pénurie de moyens de production. Mais à notre époque, les capacités de production comme telles font moins problème que leurs modalités de gestion. Les développements de la technologie sont si considérables qu'en principe, rien ne s'oppose à ce que les tâches les plus lourdes et les plus routinières de la production des biens matériels soient confiées à des robots. De même, les calculs les plus compliqués et les plus fastidieux peuvent être confiés à des ordinateurs. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il devient possible d'espérer rendre secondaire la production quantitative des biens matériels pour s'attacher à la qualité des biens disponibles, et surtout à la qualité de la vie²⁰. Il n'est plus besoin de river l'ouvrier à sa machine, l'em-

20. Voir Micheline de Sève et Claire Duguay, «Critique féministe d'une crise qui est aussi patriarcale», dans G. Bernier et G. Boismenu, dir., *Crise économique, transformations politiques et changements idéologiques*, Actes du colloque de la Société québécoise de science politique, 1983, Montréal, *Cahiers de l'ACFAS*, 16, 1983.

ployé à sa chaise ou la ménagère à ses fourneaux. Et pourtant! Ne vit-on pas l'absurdité d'une crise de société qui libère la force de travail des exigences les plus aliénantes de la production à la chaîne sans lui donner la possibilité de réorienter son expression vers des formes plus immédiatement liées à l'amélioration des échanges de services proprement humains?

Une identité problématique

Les femmes sont «faites» pour avoir des enfants. Oui mais voilà: elles peuvent tout aussi bien accomplir les tâches les plus diverses comme piloter un avion ou travailler aux champs. Elles sont donc partagées entre des aptitudes difficiles à concilier dans des sociétés organisées par secteurs étanches. Il leur faut forger leur identité à partir d'exigences contradictoires et sinon contre, du moins sans le support d'institutions favorables à l'expression de leur polyvalence.

Handicap biologique ou héritage culturel?

Loin d'être clos, le débat sur le conditionnement biologique ou culturel de la personnalité féminine ne cesse de poser une question cruciale pour les deux sexes: celle du fondement naturel, donc inaltérable, de l'agressivité masculine comme de la passivité féminine:

Pour les tenants de la thèse du déterminisme biologique, le rapport des femmes à la maternité devient un destin inéluctable. La partie devient le tout; ce qui n'est qu'une potentialité est projeté sur l'ensemble de la vie des femmes, de toutes les femmes. De leur côté, les hommes sont posés dans un rapport d'extériorité au monde et à la paternité. L'absence de conséquences de l'acte sexuel sur leur intégrité physique - ce n'est

pas eux qui « tombent » enceintes... - leur assure une identité corporelle stable, source d'indépendance et de liberté. Il en va autrement pour les femmes, susceptibles de se dédoubler, de se retrouver lourdes d'une autre vie, puissance fantastique certes, mais qui s'accompagne d'une vulnérabilité accrue pendant la durée du processus de gestation d'un petit d'homme (...et de femme!)

Pour les tenants du primat de la culture, la logique biologique est abusive. La « nature » féminine ou masculine marque une prédisposition sans plus; lui donner un caractère de fatalité, c'est oublier l'immense écart qui sépare le réel et le possible. C'est établir un lien direct de cause à effet là où interviennent une multiplicité de facteurs sans qu'il soit scientifiquement possible d'isoler et de mesurer la part de chacun. Albert Jacquard donne l'exemple d'un Martien qui, ignorant des différences de couleur, découvrirait une correspondance entre le fait d'être chômeur en Afrique du sud et celui d'appartenir à une famille dont le patrimoine génétique comprend un certain gène C:

En fait, ses recherches lui auront fait découvrir les gènes C qui donnent aux individus une peau plus ou moins foncée, selon leur nombre dans la dotation génétique... Or la couleur, dans la société étudiée, est fortement corrélée avec le risque de chômage; les conclusions de notre Martien sont donc parfaitement exactes; elles permettent une prédiction correcte, elles sont efficaces. Mais elles ne donnent aucune indication sur le mécanisme en oeuvre. Il suffit de changer les règles sociales pour que le lien observé disparaisse totalement¹.

Si effectivement les femmes sont faites pour avoir des enfants et que cela est inscrit dans leur potentiel génétique, en inférer un ensemble de comportements sociaux nécessaires relève de l'idéologie ou de l'erreur de méthode, non de la démonstration scientifique. Et pourtant, la confusion s'établit facilement entre l'utilisation d'un appareillage statis-

1. Albert Jacquard, *Au péril de la science? Interrogations d'un généticien*, Paris, Seuil, 1982.

tique compliqué et l'administration de la preuve. Par exemple, une multitude de tests psychologiques démontrent la soi-disant aptitude supérieure des mâles pour les mathématiques. Ce ne peut être un effet de la génétique puisque le fameux écart entre la performance des étudiantes et celle des étudiants a tendance à se réduire au secondaire, là où ce type de cours est obligatoire². C'est bien la preuve qu'une part encore inconnue de la variance est attribuable à des facteurs personnels ou culturels sur lesquels on peut intervenir sans se heurter à la rigidité du bagage génétique d'un individu. Comme l'écrit Jacquard: «Bien sûr, le sexe est déterminé génétiquement; les différences, notamment hormonales, entre les hommes et les femmes entraînent des écarts dans leurs comportements intellectuels; mais l'attribution à des «causes génétiques» d'une particularité aussi subtile et aussi difficile à définir que la capacité en mathématiques nécessiterait des précautions dont nous sommes bien loin ici³».

Le vernis scientifique du discours patriarcal

Le discours patriarcal a produit des théories qui ont servi à légitimer l'ordre social existant. Recouvrant le sexisme de la hiérarchie patriarcale d'un vernis scientifique commode, il sert à préserver le statu quo. Dès qu'une approche différente est adoptée, la fausseté des conclusions de ces charlatans de la recherche devient patente. Par exemple, une nouvelle série d'études démontre que curieusement, les Asiatiques échappent largement à la différence d'aptitude aux mathématiques selon les sexes; que les mâles hispanophones arrivent bons derniers derrière les femmes anglophones dans ce domaine; enfin, une recherche menée dans deux villes américaines distantes de moins de cent milles l'une de l'autre a révélé des différences importantes quant à l'estimation de l'aptitude des jeunes filles à suivre des cours de calcul ou de physique et,

2. Sheila M. Humphreys, *Women and Minorities in Science*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1982, p. 2.

3. A. Jacquard, *op. cit.*, p. 102.

par suite, dans le nombre des inscriptions et la qualité des résultats enregistrés⁴. Lucy W. Sells en conclut:

Il semble improbable que des différences «génétiques» ou «biologiques» soient à l'oeuvre dans des communautés situées à moins de cent milles l'une de l'autre. Les données suggèrent plutôt des écarts de motivation des étudiants à poursuivre des études mathématiques de haut niveau, basés sur les attentes différentes de ceux qui influent respectivement sur la vie des étudiants mâles ou femelles; un accent plus important de l'un des districts sur l'importance de maîtriser les mathématiques pour avoir des chances égales; et des écarts dans l'affectation des ressources à l'enseignement des mathématiques⁵.

De fait, ce que les partisans de l'explication culturelle défendent, c'est la possibilité d'intervenir pour changer des conditions d'inégalités raciales, sexuelles ou sociales sans que les différences biologiques constituent un obstacle insurmontable ou même significatif.

Margaret Mead en particulier a contribué de façon majeure à populariser cette approche relativiste des rôles masculins ou féminins selon des modèles variables dans chaque société. Sa vision idyllique des moeurs pacifiques des Samoans est aujourd'hui contestée⁶; les taux de viols et d'homicides dans cet archipel du Pacifique sont très élevés, contrairement à ce qu'elle a pu croire mais l'essentiel de son oeuvre⁷ reste intact. Elle a dépeint des sociétés où les femmes étaient agressives et dominaient des hommes doux et soumis, comme chez les Tchambuli de la Nouvelle-Guinée, par contraste avec d'autres peuplades des mers du Sud où les différences sont peu marquées entre les sexes. Par contre, chez les Mundugumor, hommes et femmes sont agressifs tandis que chez les Arapesh, les deux sexes peuvent être

4. Lucy W. Sells, «Equal Opportunity Through Mastery of Mathematics», dans *Women and Minorities in Science*, op. cit., p. 7-26.

5. *Ibid.*, p. 21 (la traduction est de nous).

6. Derek Freeman, *Margaret Mead and Samoa: The Making and Unmaking of An Anthropological Myth*, Boston, Harvard U.P., 1983.

7. Margaret Mead, *L'un et l'autre sexe*, Paris, Gonthier, 1966 (1948).

qualifiés de «maternels». C'est là qu'on rencontre la couvade, cette coutume qui veut que le père s'alite au moment où sa femme accouche et mime les douleurs de l'enfantement pour affirmer son identité de «mère masculine». Une façon plutôt originale de voler la vedette à la véritable parturiente...

Instruite par cette diversité de moeurs et de pratiques, Margaret Mead conclut à l'absence de signification d'une différence biologique entre les sexes qui tiendrait à «une fiction établie sur une dissemblance naturelle négligeable, qu'il est aisé d'aplanir dans un monde fertile en inventions⁸». Mais même en admettant que les différences hormonales ou le chromosome Y ne soient pas déterminants, et que l'identité sexuelle tienne d'abord et avant tout à des différences d'apprentissage et de culture, «aplanir» toute distinction entre les sexes est-il souhaitable? La question reste entière: quel est le degré acceptable d'homogénéité sociale entre les individus des deux sexes et selon quels critères désirons-nous ajuster l'ensemble des humains à un modèle standard si tant est que ce soit le cas? Enfin, dans la mesure où les femmes persistent à refuser d'adopter le type dominant de personnalité agressive et compétitive, sont-elles forcément condamnées à occuper une position sociale subalterne?

Le féminisme, un mouvement concret

Les contacts sur le terrain avec d'autres groupes discriminés ont plus fait pour stimuler la réflexion théorique des femmes sur leur propre statut social et sur leur identité que les constats d'une science trop souvent indifférente à leur sort. Le féminisme n'est pas né en 1960. Il provient de leçons très concrètes dégagées au cours des luttes en faveur de l'obtention des droits de diverses catégories de personnes. Sur le continent américain, il s'est d'abord développé comme revendication égalitaire sur la base du mouvement abolitionniste contre l'esclavage aux États-Unis au début du XIX^e siècle. Ce mouvement d'émancipation ne tarda pas à éveiller chez

8. *Ibid.*, p. 21.

les femmes une prise de conscience de leur propre statut inégalitaire. Une autre branche du mouvement se développa en Europe surtout, dans la foulée des revendications socialistes contre toutes les exploitations, y compris l'oppression des femmes. Enfin, le mouvement toucha la masse des femmes à partir de la démonstration concrète de leur capacité à remplacer les hommes, situation à laquelle il fallut bien se résoudre pendant la Première puis la Deuxième Guerre mondiale. Au Québec, entre les deux guerres, Idola Saint-Jean notait les effets de ce bouleversement dans la répartition traditionnelle des tâches entre les deux sexes. En l'absence des hommes réquisitionnés pour la guerre, écrivait-elle: «Elle (la femme) a rempli toutes les charges, accompli toutes les besognes. Elle est par conséquent devenue consciente de ses capacités, et les ayant une fois mises au service de l'humanité, elle ne veut plus retourner à sa vie incomplète d'avant-guerre⁹».

Adoptant une ligne de raisonnement analogue, les suffragettes continuèrent à revendiquer leurs droits de citoyennes. Certaines, de plus en plus nombreuses, entreprirent de démontrer que les femmes pouvaient exercer tous les métiers, ce qui amena des Québécoises à devenir médecins ou comptables agrées en 1930, pharmaciennes diplômées en 1934, avocates en 1941, notaires en 1956 même si les collèges classiques de filles devront attendre 1961 pour recevoir des subventions comparables aux Instituts familiaux ou aux collèges de garçons¹⁰.

La Seconde Guerre mondiale est venue à nouveau confirmer la capacité des femmes à s'intégrer au monde de la production sans que leur potentiel biologique constitue un handicap significatif. L'approche égalitariste, liée la plupart du temps au féminisme bourgeois des suffragettes des années

9. Idola Saint-Jean, «L'aristocratie des sexes» dans Michèle Jean, dir., *Québécoises du 20ième siècle*, Montréal, Quinze, 1977, p. 75.

10. Voir l'article de Micheline Dumont-Johnson, «Histoire de la condition de la femme dans la province de Québec» dans *Tradition culturelle et histoire politique de la femme au Canada*, Étude 8 de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, (Commission Bird), Ottawa, Information Canada, 1972, p. 1-57.

vingt et des femmes de carrière des années suivantes, s'appuyait sur une lecture culturelle et politique de la condition sociale inférieure des femmes. Avec la parution du *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir en 1949, traduit en anglais en 1952, cette première vague féministe a achevé de trouver ses assises théoriques. Elle a forcé à revoir le cadre des activités traditionnellement assignées aux femmes en vertu de leur identité de mères et de partenaires sexuelles soumises.

Des femmes ont commencé à réaliser que rien en soi ne les obligeait à se définir exclusivement en fonction de la maternité et qu'elles pourraient entrer de plain-pied dans le monde des hommes à condition de lever les obstacles juridiques et sociaux - éducation, droit au travail, ressources monétaires, services de garderie - infiniment plus significatifs pour expliquer leur statut social inférieur que leur condition biologique. Ces féministes revendiquaient une plus grande liberté de choix et leur intégration à la sphère publique d'activités. Elles comptaient exploiter elles aussi l'ensemble de leurs talents et de leurs aptitudes comme personnes à part entière, ce qui évidemment - avec le rattrapage nécessaire et en l'absence de partage des tâches domestiques - restait beaucoup plus accessible à celles qui n'avaient pas charge d'enfants. Donnant une conférence sur l'histoire politique féminine en mai 1948, Mariana B. Jodoin, qui deviendra en 1953 la première sénatrice canadienne-française, rendait compte des réserves entourant encore la participation des femmes mariées à la vie politique: «Sa Sainteté le Pape juge que la célibataire, la femme sans enfants et même celle qui est mère de famille ne doit pas se désintéresser de la chose publique, au contraire, elle doit y consacrer ses loisirs, *en autant que son foyer ne souffre pas de négligence de sa part*¹¹».

Par conséquent, il n'est pas étonnant que l'imagerie populaire ait longtemps identifié le féminisme au refus de la maternité ou à la propension à confier ses enfants à des «étrangères», soit des options réservées, à toutes fins utiles, aux femmes de milieu aisé. Les femmes de la première grande

11. Mariana B. Jodoin, «Histoire politique féminine», dans Michèle Jean, *op. cit.*, p. 227. Les italiques sont de nous.

vague féministe se sont ainsi attaquées aux interdits pesant sur l'insertion des femmes dans la sphère des activités publiques, domaine masculin par excellence. Mais pour ce faire, elles ont eu tendance à minimiser le poids des obligations traditionnelles des femmes, comptant sur la multiplication des appareils ménagers pour achever de les libérer des tâches domestiques fastidieuses, s'attendant à ce que: «tout se modernise pour rendre notre tâche de maîtresse de maison plus aisée et nous permettre des loisirs¹²».

Dans *La femme mystifiée*, Betty Friedan a dénoncé au début des années soixante l'imposture de ces prétendus loisirs. La majorité des «vierges sages» qui, tout en bénéficiant des conquêtes des suffragettes, avaient «choisi» de vivre comme par le passé périssaient d'ennui dans le confort douillet de leurs maisons de banlieue. Une fois encore, la lutte pour l'égalité repartait sur la base d'une revendication nouvelle, celle du droit au travail pour toutes, seul capable de briser la situation de dépendance financière et psychologique des femmes comme de les sortir de l'ennui et de la routine de leurs cages dorées. Ce sera l'origine du mouvement NOW aux États-Unis et de la mobilisation de ces millions de femmes qui n'ont pas réussi à obtenir la ratification par deux-tiers des États (il en manquait encore trois à l'expiration du délai prévu en juin 82) d'un amendement à la Constitution qui leur aurait reconnu l'égalité des droits dans tous les domaines¹³.

Ces luttes pour l'élargissement des droits démocratiques n'ont abouti ni aux États-Unis, ni dans aucun autre pays. Même la France a vu rejeter par son Conseil constitutionnel une disposition limitant à 75% le nombre des candidats de même sexe autorisés à se présenter sur une même liste aux élections municipales¹⁴. La pratique est ici fort en retard sur

12. *Ibid.*

13. L'Equal Rights Amendment se lisait comme suit: «L'égalité des droits au regard de la loi ne sera ni refusée ni restreinte par les États-Unis ou par n'importe quel État à cause du sexe.» Les arguments pour ou contre l'ERA sont résumés dans Rollande Ballorain, *Le nouveau féminisme américain*, Paris, Denoël-Gonthier, 1972, p. 354-358. À l'époque, se félicitant de l'adoption de l'amendement au Sénat par 84 voix contre 8, l'auteure prévoyait sa ratification pour l'été 1974...

14. Voir *Le Monde*, 20 août 1982 et 6-7 mars 1983.

la théorie puisque nulle part encore n'ont été réalisés les objectifs de la première vague du mouvement féministe égalitaire. Témoin l'affirmation désabusée de Simone de Beauvoir lors de la formation d'un Comité international du droit des femmes en mars 1979: «J'ai vu beaucoup de pays et j'ai vu beaucoup de révolutions. Chaque fois qu'il s'agissait de défendre les femmes, on me disait que ce n'était pas le moment¹⁵».

«Le privé est politique»

Un certain nombre de féministes, désenchantées des échecs répétés des mouvements féministes réformistes, ont repris la lutte sur un autre terrain, celui de l'identité propre des femmes, revendiquant leur autonomie au nom d'une conception radicale de l'antagonisme inscrit dans le quotidien des rapports de domination hommes-femmes. *La politique du mâle* de Kate Millet, publié en 1969, et surtout *La dialectique du sexe* de Shulamith Firestone, paru en 1970, sont les oeuvres les plus marquantes de ce courant.

Jusqu'ici les mouvements de masse dont nous avons parlé visaient à intégrer les femmes à la vie sociale en tant qu'«hommes» - au sens large bien sûr - comme les autres, rejetant les considérations de sexe au même titre que le racisme ou les discriminations sociales de tout acabit. Cela avait amené les féministes de cette première vague à assumer une double tâche: leurs responsabilités familiales dans la sphère privée d'une part et leur engagement de citoyenne ou de travailleuse dans la sphère des activités publiques d'autre part. Elles entérinaient de la sorte la division traditionnelle des tâches en prétendant concilier leur statut sexuel, toujours confiné au privé, et l'expression asexuée de leur personnalité «publique» dans le monde des hommes. Mais chemin faisant, les femmes n'ont pas tardé à réaliser le caractère spécifique de leur condition. Et ce, pour deux raisons: d'abord parce que la majorité d'entre elles continuaient d'être mères et que cela déterminait

15. Tribunal international sur les crimes contre les femmes, Bruxelles.

leur mode d'insertion sociale; ensuite, parce que toutes se voyaient identifiées à des objets sexuels et par suite, confrontées à l'irruption toujours possible du harcèlement sexuel et de la violence dans leur vie. Le prototype du rapport de domination hommes-femmes reste le viol, traduction extrême de cette réduction forcée des femmes au rang d'objet dans nos sociétés dites civilisées. Comme l'écrit Elise Boulding: «La définition de la femme en tant qu'objet, sur laquelle se fonde l'institution du viol, est le facteur dynamique qui conditionne la pornographie et la prostitution d'une part, et maintient la femme en dehors de toute participation aux affaires politiques et économiques, de l'autre¹⁶».

Les femmes ont été amenées à réaliser que leur oppression ne se circonscrit pas au seul univers de la famille et de la vie privée, mais que la domination patriarcale dont elles sont les principales victimes pénètre l'ensemble des structures sociales. Après s'être efforcées pendant plusieurs générations de mettre au second rang leur identité sexuelle et de minimiser les exigences de leurs fonctions dans la sphère privée, les féministes s'apercevaient que leur identité sexuelle les suivait dans la sphère des activités publiques. On continuait à les définir par rapport à la maternité (procréation et prise en charge), vue comme pivot de la condition de toutes les femmes. Dans les sociétés patriarcales: «...la spécialisation de la femme dans cette fonction maternelle est la cause et le but des brimades qu'elle subit dans l'ensemble de la vie sociale... D'abord mobiliser les femmes dans la maternité pour pouvoir mieux ensuite les immobiliser¹⁷».

La maternité domestiquée

Certaines, dont Shulamith Firestone, en sont venues à concevoir la condition biologique même des femmes-génitrices comme la source de leur servitude et à souhaiter leur affranchissement total des exigences ancestrales de la repro-

16. Elise Boulding, «Les femmes et la violence sociale», dans la *Revue internationale des sciences sociales*, 30, 4, 1978, p. 827.

17. *Les femmes s'entêtent* (en collaboration), Paris, Gallimard, 1975, p. 176.

duction biologique en s'appuyant sur les possibilités modernes offertes par la genèse des bébés-éprouvettes et autres inventions du même type: clone (reproduction d'un organisme à partir d'un noyau cellulaire)¹⁸, utérus artificiel, etc... Firestone prône la recherche d'un «socialisme cybernétique» qui libère «les femmes de la tyrannie de leur biologie reproductrice par tous les moyens possibles»¹⁹, la procréation pouvant être totalement assumée par la technologie. Et si les résistances psychologiques et culturelles devaient s'avérer trop fortes pour passer brusquement à la fabrication artificielle des nouveaux-nés, il serait toujours possible, en attendant de pouvoir décharger complètement les femmes du fardeau de la grossesse et de l'accouchement, de leur offrir d'autres compensations que la possession exclusive d'un enfant pour les récompenser de leur contribution sociale à la reproduction de la population²⁰.

La théorie de Firestone et le mouvement féministe radical ont donc relancé le débat sur les femmes et leur corps, certaines rejetant carrément la maternité dans les conditions sociales actuelles; d'autres cherchant à inventer de nouveaux modes de partage communautaire des responsabilités liées à la mise au monde et à l'élevage des enfants; d'autres encore s'efforçant de découvrir de nouveaux types de rapports hommes-femmes dans une société marquée par la domination patriarcale. L'écart reste immense entre celles pour qui le rapport des hommes au pouvoir est inhérent à leur nature et qui ne voient d'autre solution à l'antagonisme des sexes que dans la réduction de l'ensemble de l'humanité au seul sexe féminin, et celles qui situent la lutte anti-patriarcale sur le terrain du rejet - par les hommes comme par les femmes - de modèles sociaux périmés. Toutes cependant s'accordent

18. Voir *Québec-Science*, 19, 4, décembre 1980, pour la recette de fabrication d'un bébé-éprouvette. Voir également Jacques Testart, *De l'éprouvette au bébé-spectacle*, Bruxelles, Complexe, 1984, et Robin Morgan, *The Anatomy of Freedom. Feminism, Physics and Global Politics*, N.Y., Anchor Books, 1984, ch. VIII: «The Uncertain Future of Flesh», p. 249-80.

19. Shulamith Firestone, *La dialectique du sexe*, Paris, Stock, 1972 (1970), p. 238.

20. *Ibid.*

sur un point: la liberté de décider librement d'avoir ou non un enfant et partant, la liberté d'être elles-mêmes, de se poser comme «personne par rapport à l'acte sexuel²¹».

Depuis 1970, la solidarité des femmes se noue autour de cette volonté nouvelle d'habiter leur corps, d'en contrôler elles-mêmes l'utilisation. Divisées sur l'identification de l'homme comme ennemi naturel ou principal, des hommes comme ennemis ou alliés potentiels selon le cas, nous nous retrouvons toutes sur le terrain de la lutte pour le droit à la contraception et à l'avortement, et de la lutte contre la violence physique et morale dont la menace pèse sur chacune: «Comme les femmes sont des victimes «faciles», ce sont elles qui souffrent le plus de la violence comportementale dans toutes les sociétés. L'une des plus grandes victoires remportées par le mouvement actuel de libération de la femme est d'avoir fait définir le viol comme une infraction criminelle passible de sanctions, comme un crime à l'égard de la femme violée et non pas de son mari ou de sa famille²²».

X Un apport incontestable du féminisme radical est d'avoir posé la revendication d'autonomie des femmes comme base de l'ensemble de leurs revendications, indépendamment de leurs pratiques et de leurs positions déterminées. Partant de la reconsidération de la spécificité de la condition féminine, le mouvement des femmes a élargi ses assises pour analyser collectivement aussi bien le vécu privé des femmes que leur expérience dans la sphère des activités publiques.

Y Alors même que le mouvement féministe paraissait s'es-souffler, s'effaçant de l'actualité, il opérait en fait une percée dans l'univers jusque-là fermé de l'intimité personnelle et familiale du quotidien de la vie des femmes. La prolifération des groupes de prise de conscience a été suivie d'actions. La création de cliniques de santé, de maisons de femmes et de centres d'accueil; les luttes contre le sexisme, la pornographie et la violence sont autant de manifestations de la vitalité d'un mouvement dont il est de mode de proclamer régulièrement la disparition ou l'épuisement.

21. Elise Boulding, *op. cit.*, p. 853.

22. *Ibid.*, p. 852, italiques dans le texte.

Loin de chercher un second souffle, le mouvement des femmes s'est incarné dans une multitude de manifestations et d'actions qui pour être disparates, partent toutes d'une volonté d'expression spécifique du vécu des femmes et de la reconnaissance d'un axiome fondamental, celui que «le privé est politique». De plus en plus de femmes ont pris conscience de leur identité, de la valeur de leur expérience et de sa portée éventuelle pour fonder un mode de construction sociale de la réalité différent de la vision hiérarchique patriarcale. À tel point que beaucoup ont laissé derrière elles la dénonciation et la lutte sur le terrain des institutions établies pour privilégier l'analyse du monde des femmes, de leur vécu immédiat comme source unique d'inspiration et réservoir d'imagination sociale, culturelle et politique.

Éviter la récupération devient plus facile et le risque de «myopie corporatiste» est mineur puisque les femmes continuent d'évoluer dans des milieux de vie et de travail où s'imposent les intérêts de groupes dominés par l'autre sexe. Se retrouver entre soi permet d'échapper au moins temporairement à l'emprise d'un monde régi par des critères qui nous briment. Il devient possible de travailler plus tranquillement à s'affranchir intellectuellement et politiquement. Claquer la porte au nez des conseillers ou des délégués du pouvoir, qui se chargent habituellement de contrôler les assemblées de femmes, est le premier pas d'une démarche orientée vers l'affirmation collective des femmes à titre d'intervenantes à part entière. Mais il convient de garder présent à l'esprit qu'il s'agit là d'une simple condition pour amorcer une action politique efficace dans des milieux mixtes. L'objectif stratégique est d'accumuler de la force non de se replier dans un ghetto²³.

23. Sur l'importance de contrôler l'accès à nos lieux de réunion pour briser la camisole de force des structures de domination qui nous enserrant, voir Marilyn Frye, «Some Reflections on Separatism and Power» dans *The Politics of Reality: Essays in Feminist Theory*, N.Y., The Crossing Press, 1983, p. 95-109. Pour l'argument contraire sur la tendance du séparatisme féminin à mener à l'apolitisme, voir Ti-Grace Atkinson, «Le nationalisme féminin» dans *Nouvelles questions féministes*, 6-7, printemps 1984, p. 35-54.

Et l'autre moitié du monde?

Les regroupements autonomes de femmes sont devenus l'instrument majeur de notre reconnaissance comme êtres sociaux à part entière. Ils manifestent notre présence spécifique sur la scène publique et sont un outil nécessaire pour secouer la tutelle patriarcale qui bloque l'expression culturelle ou politique de nos aspirations individuelles et collectives. Ils nous permettent de dégager la portée sociale globale de l'expérience que nous avons acquise dans l'isolement relatif de la sphère privée pour nous apercevoir que nous pouvons nous organiser nous-mêmes sans protection extérieure. La joie de découvrir l'extension de nos capacités et de nous reconnaître soeurs est telle qu'il devient tentant d'oublier à notre tour l'autre moitié du monde:

Nombreuses sont celles qui estiment (et le disent) qu'en ce moment-ci de l'histoire de l'humanité, mieux vaut être une femme; que l'élargissement et l'approfondissement de leur revendication à l'autodétermination a amplifié le champ des possibles; le domaine de la pensée originale et de l'activisme a suscité d'abord une nouvelle conscience de l'existence d'objectifs communs et d'un sentiment de participation; que nous touchons à d'énormes changements dont nous sommes les instigatrices²⁴.

Mais les femmes ne peuvent s'enfermer aussi facilement que les hommes dans une tour d'ivoire parce que la maternité continue d'être une expérience majeure pour la plupart et que celles d'entre nous qui choisissent de devenir mères ne sont pas prêtes à rejeter leurs fils. Les hommes n'ont jamais eu à faire face à une situation de ce type puisque leurs filles ne les ont jamais menacés alors que les femmes sont confrontées au caractère potentiellement dominateur de leurs propres fils. D'aucunes sont déchirées par ce conflit: «Mes fils montrent nombre de particularités qui me sont on ne peut plus désagréables. Ils méprisent les femmes... Je les aime. Je ne peux

24. Adrienne Rich, *Naître d'une femme. La maternité en tant qu'expérience et institution*, Paris, Denoël-Gonthier, 1980, p. 201.

les considérer comme un ennemi²⁵». Mères, amantes ou filles de représentants du sexe mâle, les femmes sont douloureusement interpellées par les implications de la lutte des féministes pour renverser le patriarcat comme système de pouvoir et de domination des hommes - y compris leurs pères, leurs amants et leurs fils - sur toutes et chacune d'entre elles.

C'est ici que le débat sur la définition biologique ou sociale du sexe et cette fois, surtout du sexe masculin, reprend toute son acuité. Car si, concrètement, le débat sur femme-nature, femme-culture est dépassé dans la mesure où nous nous soucions aussi peu de départager l'acquis et l'inné dans notre vécu concret que de discuter du sexe des anges, tout change dès lors qu'il s'agit de déterminer le caractère antagoniste ou non du conflit qui noue le rapport de domination hommes-femmes: «La réponse à «qui est l'ennemi» est si évidente que le problème devient alors «pourquoi n'en parle-t-on pas?» Le maître tolère bien des réformes de l'esclavage mais aucune qui menacerait son rôle essentiel de maître. Les femmes savent cela et puisque «hommes» et «société» sont en effet synonymes, elles ont toujours eu peur de l'affronter²⁶».

Il ne nous est pas indifférent de savoir si l'oppression patriarcale est un accident de l'histoire ou un effet de la génétique; si les hommes peuvent se détacher de leurs attitudes et comportements dominateurs envers les femmes ou si cela est inscrit dans leurs gènes; bref, il s'agit de reprendre la recherche sur la propension innée ou le caractère acquis de l'agressivité masculine, de la volonté de puissance des hommes.

Si les stéréotypes masculins ou féminins actuels correspondent à des exigences historiques dépassées, ne s'impose-t-il pas d'inventer de nouvelles formes de socialisation et de fonctionnement qui, loin d'être utopiques, sont devenues une exigence vitale? Si par contre, nous devons conclure que la non-violence est contre nature dans le cas des humains de sexe masculin, quelles seraient nos chances de survie dans un monde dominé par eux et doté d'arsenaux nucléaires?

25. Selon un témoignage rapporté par Rich, *ibid.*

26. Ti-Grace Atkinson, citée dans Rolande Ballorain, *op. cit.*, p. 271. Voir *idem*, *Odyssée d'une amazone*, Paris, Des femmes, 1974.

Si les hommes ont toujours dominé les femmes, à quoi bon espérer sortir de la « guerre des sexes » sinon par l'élimination des rôles sexuels eux-mêmes, c'est à dire que les femmes cesseraient de reproduire le sexe masculin: « Les rôles masculin et féminin doivent être éliminés de même que toutes les institutions qui renforcent une définition limitative de l'être humain... comme la famille (et sa sous-institution le mariage), les relations sexuelles et l'amour²⁷ ».

Mais s'il n'en était pas ainsi? Si les femmes pouvaient être plus agressives que les hommes ou les hommes plus « maternels » que leurs compagnes? Si le patriarcat n'avait pas toujours existé et que contrairement à la position de Shulamith Firestone, « la différence naturelle entre les sexes en matière de reproduction » n'avait pas « entraîné directement la division du travail fondée sur les sexes²⁸ »? Y a-t-il eu une époque antérieure au patriarcat où les femmes occupaient une position égale ou même supérieure à celle des hommes? Le matriarcat est-il un mythe que l'on peut balayer allègrement d'un revers de plume²⁹ ou s'agit-il d'une hypothèse sérieuse comme des travaux récents³⁰ s'efforcent de le prouver?

27. The Feminists, *Notes from the Second Year*, p. 114, cité dans *ibid.*, p. 277.

28. Shulamith Firestone, *op. cit.*, p. 9.

29. Voir Nicole Laurin-Frenette, « Féminisme et anarchisme: quelques éléments théoriques et historiques pour une analyse de la relation entre le Mouvement des femmes et l'État » dans Yolande Cohen, dir., *Femmes et politique*, Montréal, Le Jour, 1981, p. 150: « Ces dernières années, les féministes ont reconstruit sur un mode mythique l'histoire des femmes et celle du féminisme. Certains des mythes les plus courants postulent qu'il aurait existé un âge d'or des femmes; l'humanité aurait été soumise à de toutes puissantes déesses-mères détronées par l'avènement de la civilisation agraire (ou par l'émergence de la propriété privée) et maintenues dès lors dans l'esclavage et l'abjection. » Pour une étude plus fouillée du sujet, voir Merlin Stone, *Quand Dieu était femme*, Montréal, L'étincelle, 1979 (1976).

30. Voir en particulier: Evelyn Reed, *Féminisme et anthropologie*. Paris, Denoël-Gonthier, 1976 et Françoise d'Eaubonne, *Les femmes avant le patriarcat*, Paris, Payot, 1977.

Matriarcat et patriarcat

L'égalité des hommes et des femmes est-elle possible? Y a-t-il des antécédents historiques illustrant la capacité des femmes de partager le pouvoir avec les hommes ou même, de les dominer? Qu'a signifié vivre sous le gouvernement des femmes, si cela s'est jamais produit?

Le matriarcat, mythe ou théorie?

Evelyn Reed en particulier a défendu la thèse de l'existence de sociétés fondées sur le clan maternel, système qu'elle appelle «matriarcat». Ses recherches ont duré vingt ans et ont abouti à la publication d'un ouvrage qui n'a pas fini de provoquer controverses et remous puisque sa théorie remet en question les fondements de l'anthropologie classique, ce dont elle-même était fort consciente: «On ne saurait admettre la priorité du matriarcat dans l'histoire si l'on se refuse à voir dans le clan maternel la cellule sociale originelle. Or accepter ce fait consisterait à renoncer à la thèse, chère à de nombreux savants, d'une éternelle suprématie masculine découlant de la supériorité physique, et du même coup sociale, des hommes sur les femmes asservies par la maternité et vivant, leurs enfants et elles, dans la dépendance du sexe masculin¹».

1. E. Reed, *op. cit.*, p. 135. Des anthropologues réputées, telles Eleanor Leacock et Ruby Rohrlich-Leavitt défendent l'oeuvre d'Evelyn Reed

Cela oblige à renoncer également à la thèse de certaines féministes pour qui la maternité en soi est la source du statut inférieur des femmes dans toutes les sociétés et à toutes les époques. En fait, ce ne fut pas l'une des moindres surprises des envahisseurs européens que de rencontrer en Amérique des tribus nomades qui «ignoraient» l'infériorité naturelle de la femme... Surprise réciproque d'ailleurs car les «primitifs» ne comprenaient pas davantage le mépris des nouveaux arrivants pour les femmes².

Seigneurs de la guerre... et des femmes

C'est moins la division du travail que sa rigidité qui est responsable de l'émergence d'un système de domination de classe et de l'appropriation par une minorité puis par des individus des moyens de production. La formule de rôles sexuels fixes et intangibles s'impose à une étape de l'histoire des civilisations où le choc des tribus et leur lutte pour l'appropriation de territoires déterminés font de la guerre l'activité humaine fondamentale et de la caste des guerriers la caste dominante.

alors que d'autres, telle Harriet Whitehead, qualifient carrément son approche de «boucherie ethnographique». Mais pour reprendre l'argument d'Eleanor Leacock qui apprécie en particulier la qualité de plusieurs chapitres de *Féminisme et anthropologie*, dont celui consacré à la commune matriarcale, pourquoi la hardiesse du raisonnement serait-elle saluée sous la plume de Lévi-Strauss et décriée sous celle d'Evelyn Reed? Voir le débat consacré à cette controverse dans la revue *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 1, 3, printemps 1976, p. 746-748 et 2, 2, hiver 1976, p. 498-511. Voir également la recension de Françoise Braun dans *La vie en rose*, décembre 1981-janvier-février 1982, p. 59. Voir enfin la critique de Denyse Lemay-Barrette, dans la *Revue québécoise de sexologie*, 1, 3, 1980, p. 189-190 qui s'appuie sur l'absence de bibliographie dans l'édition française du livre de Reed pour conclure au «manque sérieux de méthode» de l'auteure. Un simple renvoi à l'édition anglaise lui aurait pourtant permis de vérifier que cette «lacune» est attribuable à l'éditeur... Il est regrettable que des évaluations aussi cavalières bloquent l'accès à un ouvrage majeur dans le champ des études féministes, si polémique soit-il.

2. *Ibid.*, p. 160.

Mais pourquoi l'exclusion générale - malgré quelques exceptions - des femmes des activités de chasse et de guerre se traduit-elle progressivement par leur subordination sociale et politique? Il semble bien qu'il faille voir là une conséquence non pas de leur faiblesse - les exemples abondent de la force physique des femmes primitives³ - mais au contraire de leur valeur comme génitrices à une époque où la découverte de la charrue comme l'importance des objectifs de défense militaire, rendaient la croissance démographique impérative: «Avec le néolithique, l'exigence vitale s'inverse, car désormais les ressources vont croître dans la proportion où croissent les hommes et, pendant des milliers d'années, il n'y aura presque jamais trop de bras pour labourer les champs, pour fabriquer les charrues, pour protéger les réserves de grains ou défendre le bétail (nos paysans disent encore: On va «garder» les vaches)⁴».

«Garder» les vaches mais surtout «garder» les femmes, trop précieuses pour risquer leur vie au combat ou leur permettre de s'aventurer seules en forêt au risque de tomber sur une bande de ravisseurs étrangers. Que la protection des femmes ait abouti progressivement à leur réclusion et que la crainte respectueuse de leur pouvoir de donner la vie se soit inversée en mépris de leur dépendance n'a rien de tellement surprenant dès lors qu'elles ont été exclues du contact direct avec l'extérieur. Avec le temps, elles ont perdu leur autonomie et il a appartenu aux hommes, et aux hommes seulement, de se disputer ou de négocier entre eux l'échange des femmes, gages d'alliance entre clans ou proies du vainqueur, réduites progressivement au rang d'objet. C'est dans la pratique du rapt puis dans l'institution du mariage comme échange des femmes décidé en dehors d'elles par leurs frères ou leurs pères - puisque cette notion a fini par désigner les protecteurs d'une «famille» - que des anthropologues contemporains croient devoir identifier l'origine de l'inégalité hommes-femmes d'abord puis des inégalités entre hommes selon leur

3. Cf. Merlin Stone, *op. cit.*, p. 128-129. D'autant que les chefs de guerre n'ont pas toujours été les hommes les plus forts...

4. Germaine Tillion, *Le harem et les cousins*, Paris, Seuil, 1966, p. 56.

capacité de contrôler ou non l'accès à un certain nombre de femmes nubiles⁵. À partir du moment où la terre, d'objet de travail devient moyen permanent de travail; où, à la cueillette des fruits sauvages, succèdent le défrichage, l'ensemencement et la culture systématique des champs, «...le problème qui se pose dans les sociétés soucieuses de leur reproduction à terme est donc celui de l'appartenance de la progéniture⁶».

Dans ces sociétés, le père s'impose non pas comme le «géniteur» mais comme «celui qui nourrit», «celui qui vous protège», «vous marie»⁷, le chef de famille; d'abord l'oncle, le frère de la femme puis son mari, celui qui exerce son autorité sur sa progéniture. L'affirmation de l'autorité du mari de la femme et le déplacement de son frère des structures de pouvoir marquent la longue lutte qui sépare le «fratriarcat» (mot utilisé par E. Reed pour désigner «la communauté primitive des frères modelée à l'image du patriarcat»), où les sociétés sont déjà contrôlées par les hommes mais restent matrilineaires, et le patriarcat où la transmission du nom et de la propriété devient patrilinéaire.

Ce n'est donc pas la fonction maternelle en soi qui a handicapé les femmes par rapport aux hommes puisqu'à l'origine, elles occupaient une position prééminente aussi bien dans la sphère de la production que dans celle de la reproduction: «Elles façonnèrent en quelque sorte l'espèce humaine. D'après Sidney Harland, le mot «mère», dans certaines langues, signifie «productrice procréatrice», ce qui reflète parfaitement l'essence de l'organisation sociale de l'époque matriarcale. Car les femmes n'étaient pas seulement des *mères biologiques*: en assurant pour une large part la subsistance de toute la communauté, elles jouaient également le rôle de *mères sociales*⁸».

C'est du côté de la violence faite aux femmes pour contrôler leur progéniture et les réduire à la passivité d'objets sexuels qu'il faut chercher l'origine de l'infériorisation sociale

5. Claude Meillassoux, *op. cit.*

6. *Ibid.*, p. 44.

7. *Ibid.*, p. 67.

8. E. Reed, *op. cit.*, p. 133. Italiques dans le texte.

du sexe féminin. Les femmes ont été enfermées de force dans un carcan de stéréotypes restricteurs que même les féministes radicales ne parviennent pas encore à briser.

Ces recherches nous aident à comprendre par quel processus nous avons été contraints - hommes et femmes - à nous conformer à des rôles qui nous collent à la peau comme une seconde nature. Maintenant que les grandes puissances se sont dotées des moyens de détruire non seulement leurs ennemis mais toute la planète, il devient urgent de remettre en cause les mécanismes de hiérarchisation qui nous ont lancés sur une voie d'exercice du pouvoir devenue suicidaire: «S'emparer du pouvoir dans un monde qu'a pourri le pouvoir n'est pas plus un objectif pour les femmes que pour le prolétariat. Le seul objectif est de détruire jusqu'à la notion de pouvoir...⁹». Il nous reste donc à voir pourquoi il est devenu non seulement possible mais essentiel de faire éclater le cadre des structures patriarcales de domination qui menacent de nous détruire¹⁰.

✧ *Le patriarcat, lui, n'est pas un mythe*

À première vue, il est décourageant de penser que le patriarcat a réussi à survivre à quatre mille ans de bouleversements sociaux et que l'égalité entre les femmes et les hommes apparaît toujours aussi lointaine que le projet d'une société sans classes. Cependant, c'est là un jugement excessif qui ne tient pas compte des transformations effectives des conditions de vie et de travail des femmes.

Entre les fiancées ou les épouses hindoues incinérées vivantes par une belle-famille déçue de ses espérances de dot¹¹

9. F. d'Eaubonne, *op. cit.*, p. 221.

10. Voir Micheline de Sève, «Féminisme et pacifisme ou l'art de jouer tranquillement à la roulette russe», dans *Possibles*, 9, 2, hiver 1985, p. 65-73.

11. Ces cas de femmes mortes brûlées, leurs vêtements arrosés d'essence, sont généralement classés comme «accidents domestiques». Moins de 10% sont identifiés comme suicides ou mieux: «complicité dans un suicide». Plus de 690 cas ont été signalés à Delhi en 1983. Voir «Inde: un projet de loi contre la crémation des femmes sans dot», *La Presse*, 14 juin 1984, p. C8, et Kim Gordon Bates, «Les assassinées de la dot», *Le Monde*, 28-29 août 1983, p. 4.

et ces femmes occidentales, veuves ou divorcées, forcées de retourner sur le marché du travail pour compenser une pension insuffisante, la distance est énorme. Nous sommes loin également des sociétés patriarcales primitives où l'échange des femmes fondait leur assujettissement, leur niant la liberté sexuelle dont elles jouissaient précédemment — à condition toutefois de savoir se défendre — dans la horde ou au sein du clan maternel.

C'est le contrôle du corps des femmes qui marque le passage des communautés matriarcales primitives aux sociétés patriarcales matri ou patrilineaires. C'est quand les enfants deviennent une main-d'oeuvre hautement recherchée et sont le garant de la survie des aînés que la reproduction de l'espèce devient une préoccupation majeure. Cette mutation se produit dans des sociétés axées sur l'agriculture ou l'élevage, par opposition aux hordes de chasseurs-cueilleurs insouciantes des liens parentaux faute de biens transmissibles. La famille naît comme institution dominée par le père à titre non pas de géniteur mais de représentant de l'autorité, protecteur mais aussi maître et patron. L'appropriation d'une ou plusieurs femmes et de leur progéniture devient ainsi le fondement de l'accumulation des subsistances, et les femmes ne sont plus recherchées pour elles-mêmes, comme compagnes, mais pour leur fertilité, comme génitrices.

Avons-nous complètement échappé à cette logique patriarcale qui nous transforme en objets dès lors que notre sexualité est considérée? La reproduction de la population est toujours une «entreprise politique»¹², donc une affaire d'hommes, qu'il s'agisse de ceux qui décident des montants d'allocations familiales ou des lois sur l'avortement. Que nous ayons acquis plus de latitude n'empêche pas de reconnaître que le système patriarcal se transforme mais subsiste. Ce serait une erreur de considérer exclusivement les gains obtenus dans nos rapports personnels avec des partenaires masculins sur le marché du travail ou dans la chaleur de nos foyers. Ce à quoi nous assistons, c'est au déplacement de la sphère de contrôle d'un patriarche déterminé — père, mari ou... confes-

12. Selon l'expression de Claude Meillassoux, *op. cit.*, p. 77.

seur — vers des institutions publiques ou parapubliques comme les services de santé, l'école ou les services sociaux de l'État, instance qui les coiffe toutes.

Il importe de reconnaître que nous nous trouvons devant une nouvelle tentative de conversion stratégique du patriarcat visant à juguler l'ampleur de notre mouvement de libération. Beaucoup de femmes ne secouent la tutelle maritale ou religieuse que pour retrouver de nouveaux protecteurs et maîtres: travailleurs sociaux, médecins ou experts-conseil en tous genres¹³. La sauvegarde de la famille ou de l'ordre social reste l'objectif premier et les interventions prétendument neutres des divers spécialistes, fonctionnaires de l'État ou non, s'inspirent de la même conception de l'affectation prioritaire des femmes, et d'elles seulement, aux travaux domestiques.

Bien sûr, la lutte change de forme. Les femmes à la tête de familles monoparentales, par exemple, échappent à l'arbitraire d'un individu. Elles commencent à respirer, fût-ce dans le maigre espace délimité par les règles impersonnelles des programmes d'aide gouvernementaux. Leur situation personnelle s'améliore¹⁴, soulagées qu'elles sont de la violence des rapports conjugaux ou d'une situation d'abandon économique extrême, mais leur enfermement entre les quatre murs du logis familial reste la règle. Elles n'ont gagné qu'un combat partiel pour obtenir les moyens de mener une vie autonome aussi bien sur les plans économique et politique que sur le plan affectif. Le patriarcat n'est plus porté par les mêmes acteurs mais le noeud du mode de production domestique n'est toujours pas dénoué. L'État à son tour, prétend agir en «bon père de famille»; il protège les femmes, il ne les émancipe pas.

13. La tendance n'est pas nouvelle et elle se heurte de plus en plus au scepticisme d'une population confrontée aux théories contradictoires de générations successives d'experts. Voir Barbara Ehrenreich et Deirdre English, *Des experts et des femmes, 150 ans de conseils prodigués aux femmes*, Montréal, Remue-Ménage, 1982.

14. C'est du moins ce qui ressort des entrevues réalisées par Renée Briand-Dandurand, *Famille, monoparentalité et responsabilité maternelle. Contributions à l'étude des rapports sociaux de sexe*, Montréal, Département d'anthropologie de l'Université de Montréal, 1982. (Thèse de doctorat)

De nos jours, le terrain de la lutte pour l'appropriation de nos corps, clé du renouvellement de la population, n'est plus strictement privé. C'est moins la continuité d'une lignée familiale particulière qui est en cause¹⁵ que celle d'une nation ou, plus prosaïquement, d'un bassin de main-d'oeuvre. Nos enfants, du moins dans les sociétés fortement industrialisées, n'éveillent plus la convoitise de pères-patrons intéressés à les dominer, et nous avec eux, pour s'assurer le contrôle de leur force de travail mais celle de l'État, incarnation moderne par excellence du pouvoir patriarcal. C'est l'État, providence de l'entreprise ou maître d'oeuvre du Plan, qui se charge de régulariser la natalité et les conditions de formation des jeunes générations, élevées en vue de leur intégration dans une structure politique et sociale déjà rodée.

En ce sens, notre «ennemi principal», pour reprendre un vocabulaire politique encore familier, est moins l'homme comme personne que des créatures de son esprit, ces institutions créées à sa convenance mais dont la maîtrise lui échappe. Car les règles qu'il a établies pour s'assurer le contrôle sur ses semblables, à commencer par nous et nos enfants, n'ont pas tardé à se tourner contre chaque individu en particulier, l'asservissant à son tour aux Anciens ou à ses supérieurs: chefs de guerre, patrons ou bureaucrates. Les hommes, en tant que groupe sexuel, se sont accordé des privilèges certains, en perpétuant notre oppression; chacun d'eux en a bénéficié mais non sans aliéner une part considérable de sa liberté personnelle. S'ils commencent à remettre en question leur complaisance, leur abandon à l'égard du pouvoir, y compris de leur pouvoir sur nous, nous ne devrions pas tarder à les retrouver en alliés à nos côtés.

Mais il serait dangereux d'oublier que les hommes sont, plus que nous, liés à la permanence du système patriarcal. Notre oppression est portée par eux, même si elle explique leur propre hiérarchisation du haut en bas de l'échelle sociale.

15. Le cas des couples stériles qui désirent un enfant biologiquement leur, «chair de leur chair», reste dramatique. Surtout si l'on considère les espoirs démesurés que suscitent des méthodes de fécondation artificielle dont le taux d'échec frôle 85% des tentatives. Voir «Enfants de personne», *Le Monde Aujourd'hui*, 6-7 janvier 1985, p. VIII.

Notre asservissement a servi de fondement à un système de répartition inégalitaire des biens matériels et de l'accès aux moyens de commande de la société dont nous faisons encore les frais. La « première oppression de classe », celle qu'Engels identifiait à « l'oppression du sexe féminin par le sexe masculin » dans le cadre de la famille soudée par le mariage conjugal¹⁶, dépasse largement les limites privées de cet espace. Loin d'être secondaire par rapport à la lutte qui se déroule dans le secteur de la production et des rapports de pouvoir étatiques, elle les structure. Notre infériorisation sert encore de monnaie d'échange pour réduire les tensions qui opposent les hommes entre eux; leur sort est toujours préférable à la situation des femmes qui leur sont offertes comme compagnes. Contrairement à ce que la théorie marxiste a prétendu, l'amélioration de notre sort ne suit pas celle de la condition ouvrière. L'écart tend plutôt à se creuser¹⁷ entre les hommes et les femmes dans l'ensemble des sociétés industrialisées, à l'Est comme à l'Ouest. Faute de revoir la définition de l'identité féminine traditionnelle, les deux types de régimes politiques dominants à l'heure actuelle s'appuient sur une conception semblable de l'égalité entre les sexes fondée sur

16. Friedrich Engels, *op. cit.*, p. 64-65.

17. D'une part, le temps consacré par les femmes à la production non-salariée (travail domestique, activités bénévoles) n'a pas diminué depuis cinquante ans. D'autre part, les innovations technologiques sont introduites en priorité pour augmenter la productivité - et les salaires - de la main-d'œuvre masculine. De cette façon, même si la proportion de femmes sur le marché du travail augmente, elles se retrouvent dans des secteurs d'activité moins productifs, techniquement moins sophistiqués et par suite, dévalorisés et sous-payés. Une Américaine travaillant à plein temps en 1955 gagnait en moyenne 64% du salaire d'un homme; en 1982, cette proportion était tombée à 60%. Voir Carol-Ann Douglas, « États-Unis, La crise des valeurs », *Terre des femmes. Panorama de la situation des femmes dans le monde*, Paris/Montréal, Maspero/Boréal Express, 1982, p. 206. Voir également les articles de Pamela d'Onofrio-Flores, « Technology, Economic Development, and the Division of Labour by Sex » et de Maria Bergom-Larson, « Women and Technology in the Industrialised Countries » dans Pamela d'Onofrio-Flores et Sheila M. Pfafflin, dir., *Scientific-Technological Change and the Role of Women in Development*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1982, p. 13-75. Voir également Micheline de Sève, « Travailler plus pour gagner moins. Les femmes et le développement », dans *Études internationales*, 13, 4, décembre 1982, p. 733-740.

l'institutionnalisation de la double journée de travail pour les femmes mères de famille.

Le visage patriarcal du socialisme

Les pays du camp socialiste s'enorgueillissent d'avoir créé les conditions sociales, économiques et politiques pour permettre aux femmes de rejoindre les hommes dans la bataille de la production. C'est par le travail social qu'elles se retrouveraient en position de démontrer leurs capacités et de prouver leur «valeur» en contribuant sur un pied d'égalité avec tous les travailleurs à l'accroissement des richesses collectives.

Le système socialiste existant croit avoir résolu «pour la première fois dans l'histoire de l'humanité»... le «conflit entre le travail professionnel de la femme et ses fonctions maternelles»¹⁸. La question de l'égalité entre les sexes se poserait essentiellement sur le terrain de la pratique sociale et le principe en serait acquis à partir du moment où l'État organise collectivement les femmes pour diminuer le temps consacré par chacune individuellement aux soins du ménage et des enfants, permettant à toutes de se joindre à la population active.

Des conditions semblables ont prévalu en Amérique du Nord, en particulier pendant la Seconde Guerre mondiale. Les femmes ont été appelées à remplacer les hommes partis à la guerre dans tous les métiers, y compris les plus durs. Le gouvernement fédéral s'est même attaché à organiser un service de garderies pour permettre aux jeunes mères de rejoindre leurs soeurs et de participer elles aussi à l'effort de guerre¹⁹. Faudrait-il en conclure que pour un temps, nous aurions été sur le point d'adopter socialement un modèle égalitaire de division sexuelle du travail? Pour ne pas tomber

18. T. Sidorova, dir., *Les femmes soviétiques*, Moscou, Éd. du progrès, 1975, p. 4 et ss.

19. Voir Ruth R. Pierson, *Les Canadiennes et la Seconde guerre mondiale*, Brochure historique no 37, Ottawa, Association canadienne d'histoire, 1983, et Geneviève Auger et Raymonde Lamothe, *De la poêle à frire à la ligne de feu*, Montréal, Boréal Express, 1981.

dans les pièges grossiers de la propagande, il convient d'examiner attentivement: le mode d'intégration des femmes aux structures de production; les moyens mis à leur disposition pour alléger le fardeau de «leurs» tâches maternelles et l'impact des transformations accomplies sur «l'équilibre» des rapports hommes-femmes au sein de la famille comme sur le terrain des affaires publiques. L'écart qui sépare les deux sexes disparaît-il dès lors que le travail ménager est assumé par des groupes de femmes plutôt que par chaque mère-épouse isolément?

La pierre d'achoppement de cette approche de l'émancipation des femmes par le travail est l'absence de remise en question de la définition des rôles masculin et féminin comme tels. La «fonction maternelle» reste l'attribut exclusif des femmes prises en bloc ou séparément. Le féminisme n'a pas droit de cité en Union soviétique par exemple parce que la «condition de la femme» demeure un invariant biologique intangible. Même le partage des tâches domestiques soulève des réserves importantes dans la mesure où il «réduit le budget du temps libre de l'homme»²⁰ sans pour autant libérer la femme: «Le mode de vie communiste ne suppose pas la juste répartition des fonctions de «servitude», mais la suppression de la «servitude domestique» en tant qu'institution sociale, l'abandon des activités les plus abrutissantes aux établissements publics de services courants²¹».

En attendant, la fameuse «servitude domestique» retombe exclusivement sur les femmes qui compensent par l'allongement de leur journée de travail à domicile l'insuffisance «temporaire» des services collectifs disponibles. Contrairement à ce qu'on croit encore à l'Ouest, les services de crèche ou de garderie, pour ne mentionner que l'une des soi-disant réussites dont se glorifie le régime soviétique, ne couvrent pas les besoins effectifs des femmes obligées de travailler à l'extérieur du foyer. L'école commence à sept ans en U.R.S.S. mais avant cet âge, les enfants ne trouvent de place dans les établissements publics de garde que dans la moitié des cas en

20. T. Sidorova, *op. cit.*, p. 174.

21. *Ibid.*, p. 175.

zone urbaine et moins du tiers dans les campagnes²². En moyenne, 37% des enfants se retrouvent dans des crèches ou garderies d'État où ils sont confiés à un personnel débordé à raison de 20 enfants et plus par responsable. La qualité des soins est d'autant plus douteuse que les monitrices sont sous-qualifiées: le cinquième du personnel affecté aux enfants dans la République fédérale de Russie au début des années soixante-dix n'avait pas complété l'école secondaire²³.

Malgré les promesses des plans successifs, la socialisation des travaux domestiques n'est pas une priorité dans les pays de l'Est. Elle vise à combler les nécessités d'approvisionnement de l'industrie en main-d'oeuvre et non à satisfaire les besoins réels des mères de jeunes enfants. L'égalité à laquelle peuvent prétendre les femmes mariées ne saurait être que partielle puisque le rôle des hommes à la maison n'est pas remis en cause; à elles de s'occuper des enfants, de faire les courses, le ménage et la cuisine, et tout cela, en l'absence de la batterie d'appareils ménagers qui simplifient la tâche des ménagères occidentales. Les Soviétiques rêvent d'aspirateur ou de machine à coudre comme nous de lave-vaisselle ou de four micro-ondes; à peine 56% des ménages possédaient un réfrigérateur en 1974²⁴. Les laveries publiques sont en nombre insuffisant et les plats semi-préparés d'une qualité médiocre dans un pays où l'espace de logement est restreint: la norme officielle pour les nouvelles constructions est de 9 mètres carrés de surface habitable par personne, objectif qui est loin d'être atteint. Les listes de personnes «en situation de détresse dans le secteur du logement», selon l'expression officielle, soit les familles disposant de 4 mètres carrés ou moins d'espace habitable par personne s'allongent, en particulier dans la capitale. Et pourtant: «Si l'on tient compte de la surface habitable disponible, une famille moscovite moyenne de quatre personnes devrait disposer dès aujourd'hui — et non dans l'avenir

22. Gail Warshofsky Lapidus, *Women in Soviet Society, Equality, Development and Social Change*, Berkeley, UCLA, 1978, p. 132-33.

23. *Ibid.*, p. 133.

24. Alena Heitlinger, *Sex Inequality in the Soviet Union and Czechoslovakia*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1979, p. 87.

radieux du communisme — d'un appartement de 60 mètres carrés²⁵».

La différence entre la moyenne de 15 mètres carrés d'espace disponible par personne et la réalité observée de 9 mètres carrés ou moins se traduit par des conditions de travail plus pénibles pour les ménagères soviétiques. Elle révèle surtout le caractère social des inégalités de traitement dans une société qui s'accommode aussi bien du caractère «naturel» du rôle maternel que de conditions de vie supérieures pour l'élite privilégiée du parti au pouvoir. De fastueuses résidences continuent d'être construites ou attribuées aux membres de la *Nomenklatura*. Ces hommes d'élite, fonctionnaires ou cadres politiques aux commandes de l'État prétendent ouvrier, ne croient pas plus déroger aux conditions de l'égalité proclamée entre les travailleurs dont «certains sont plus égaux que d'autres» pour reprendre l'expression de George Orwell, que les maris ne se sentent tenus d'assumer le partage des tâches domestiques de «leur» femme. La crise du logement n'est qu'un exemple parmi d'autres d'un système de répartition inégalitaire des biens matériels, du travail et du pouvoir en U.R.S.S. qui divise les hommes et les femmes mais également - et tout aussi «naturellement» - les gouvernants et les gouvernés.

Mais au moins, le principe «à travail égal, salaire égal» est-il acquis dans les pays de l'Est? Là encore, il faut déchanter: les tâches les moins valorisées et celles qui requièrent le moins de formation reviennent systématiquement aux femmes. Elles ne gagnent par conséquent qu'un salaire globalement inférieur du tiers à celui de leurs «camarades» masculins²⁶. Il suffit d'ailleurs que des femmes accomplissent majoritairement un travail — phénomène d'observation courante à l'Ouest également — pour en voir chuter la valeur économique. L'exemple classique de cette féminisation, donc infériorisation de l'emploi, est le sort réservé aux médecins

25. Michael Voslensky, *La Nomenklatura, Les privilégiés en U.R.S.S.*, Paris, Pierre Belfond, 1980, p. 238.

26. Alexandra Novina-Kwiatkowska, «Les femmes soviétiques et l'émancipation», *Femmes et Russie 1980*, Paris, Des femmes, 1980, p. 206.

de médecine générale dans les pays de l'Est. En U.R.S.S., pays où une majorité de femmes exercent cette profession, elles y sont moins bien rémunérées qu'un ouvrier qualifié²⁷, ce qui est loin d'être le cas, précisons-le, pour les professions d'architecte ou d'ingénieur exercées majoritairement par des hommes.

La thèse marxiste classique qui explique l'inégalité sociale des femmes par leur seule exclusion des rangs des travailleurs de la production est démentie par la situation qui régit l'ensemble des pays de l'Est. De 64 à 86% des femmes en âge de travailler y sont occupées à l'extérieur du foyer²⁸; elles ont «gagné» de pratiquer les métiers les plus exigeants physiquement. Les femmes à l'Est sont opératrices de machinerie lourde, travailleuses dans la construction, conductrices de camions ou d'autobus²⁹. Mais elles restent remarquablement minoritaires dans les postes d'encadrement et de contrôle. En Tchécoslovaquie par exemple, les femmes composaient 80% des éléments du personnel médical en 1961; cependant, elles détenaient à peine 12% des postes d'autorité³⁰. Les statistiques sont rares et datent généralement de plusieurs années, mais elles suffisent largement à indiquer la nature de la promotion des femmes dans les pays de l'Est: davantage de travail sans gains substantiels en termes de partage des responsabilités sur le plan de la gestion de l'économie comme de la politique. Comment s'étonner qu'en 1970, 13% seulement des directeurs d'entreprises en U.R.S.S., y compris les sovkozes (fermes pilotes de l'État), aient été du sexe féminin³¹? En fait, le poids des préjugés culturels et celui des travaux domestiques continuent de faire des femmes les servantes de la famille.

La propagande du régime peut bien glorifier la première femme cosmonaute ou présenter à l'admiration des peuples

27. Hélène Carrère-d'Encausse, «Tête-à-tête», dans *Féminin pluriel*, 1, 2, octobre 1981, p. 15.

28. Anita Rind, *Être femme à l'Est*, Paris, Stock, 1980, p. 139.

29. Voir le tableau 10.3 des occupations traditionnelles masculines à forte concentration de travailleuses en U.R.S.S. en 1970 dans Alena Heitlinger, *op. cit.*, p. 101.

30. *Ibid.*, p. 158.

31. Gail W. Lapidus, *op. cit.*, p. 184. Tableau 16.

les députés au Soviet suprême dont 31.4% étaient des femmes en 1975, il reste qu'aucune femme ne fait partie du Politburo, le plus haut cercle du pouvoir; qu'elles étaient moins de dix sur plus de 240 membres au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique qui comptait lui-même moins de 25% de femmes dans ses rangs en 1977³². Contrairement à la coutume occidentale, les hommes politiques du régime ne s'embarrassent généralement pas de la présence de leurs conjointes quand ils se présentent sur un podium ou effectuent des voyages officiels, ce qui permet de mieux visualiser (!) l'absence quasi totale des femmes sur la scène politique. Comme le soulignait un correspondant de presse du New York Times, la «palme du grotesque» dans ce domaine est revenue à la Commission soviétique pour l'Année internationale de la femme, présidée par un homme³³.

Les femmes sont égales aux hommes dans les pays de l'Est comme les ouvriers sont égaux à leurs chefs. L'harmonie (sic) est soigneusement préservée par les gardiens d'un ordre qui n'a pas tardé à comprendre, dès la fin des années vingt, que la famille est le fondement de ce type de société patriarcale comme de toutes les sociétés fondées sur le respect de l'autorité de Dieu, du Père ou du Parti: «La famille est une collectivité naturelle, et comme tout ce qui est naturel, sain et normal, elle ne peut s'épanouir qu'au sein de la société socialiste. La famille devient le lieu où fleurit la vie humaine, où les énergies victorieuses de l'homme trouvent un repos, où vivent et grandissent les enfants, la plus belle joie de l'existence³⁴».

Ces propos sont de Makarenko, le père de la pédagogie soviétique, une pédagogie qui s'appuie sur la mère, première et seule éducatrice des enfants les plus jeunes, et que rien ne

32. Voir *ibid.*, tableau 21, p. 205 et tableau 21, p. 210, et Hedrick Smith, *Les Russes. La vie de tous les jours en Union Soviétique*, Paris, Le livre de poche, 1976, p. 199-200.

33. H. Smith, *ibid.*, p. 200. Cet exemple est loin de constituer un cas unique. En 1985, lors de la conférence de Nairobi organisée par l'ONU pour marquer la fin de la décennie de la femme, la délégation canadienne était présidée par un homme et une délégation, celle de la Corée du Nord, était entièrement composée d'hommes.

34. Cité dans *Être exploitées*, Paris, Des femmes, 1974, p. 74.

devrait distraire de sa «fonction maternelle». Ils trouvent un écho fidèle dans les positions officielles d'après lesquelles: «Sous aucun prétexte, l'égalité communiste des femmes ne peut les exempter de la responsabilité de la maison et du soin des enfants. Négliger la maison pour le travail de l'État ruine l'État³⁵».

Un régime basé sur de telles fondations ne saurait accorder une haute priorité à la transformation des rapports de travail entre les hommes et les femmes au sein de la famille. Et pour cause: la question ne se pose pas puisque les services requis des femmes dans ce domaine apparaissent comme une activité «naturelle» subsidiaire qu'il leur incombe à elles, et à elles seulement, de concilier avec leurs autres «devoirs» de travailleuses et de citoyennes. L'analyse matérialiste de la «question de la femme» à l'Est s'arrête en deçà de la redéfinition du rapport homme-femme. De fait, le modèle d'assujettissement des femmes au sein de la famille comme leur intégration hiérarchique aux postes les moins élevés de l'échelle sociale servent de fondement au cadre général de répartition inégalitaire des tâches et du pouvoir entre les hommes eux-mêmes selon qu'ils appartiennent ou non à la Nomenklatura.

L'expérience des pays de l'Est nous apprend que le sens de la hiérarchie sexuelle ne disparaît pas avec l'incorporation des femmes à la production dite sociale. Les féministes occidentales tentées d'idéaliser la situation de leurs consœurs des pays de l'Est, feraient peut-être bien de s'imaginer momentanément placées dans des conditions de vie similaires. L'égalité, selon cette vision indifférente à la surcharge de travail domestique des femmes, signifie: une semaine de travail à l'extérieur, de 48 heures ou plus, à creuser la terre, balayer les rues, travailler dans les mines, la construction ou d'autres travaux sous-rémunérés parce que demandant peu de qualification ou, dans le cas d'occupations traditionnelles féminines, moins pénibles mais également dévalués. Cela veut dire: allonger sa journée de travail de trois ou quatre heures consacrées à faire les courses dans des conditions d'approvision-

35. Déclaration de la *Pravda* en novembre 1966 rapportée *ibid.*, p. 75.

nement irrégulières à cause de pénuries chroniques; trouver le temps de laisser les enfants à la crèche ou à la garderie le matin et de passer les prendre le soir, souvent dans des quartiers éloignés; les nourrir, les habiller, les laver, etc.; préparer les repas et tenir maison sans certaines des commodités les plus essentielles, comme par exemple une cuisine convenablement équipée et une salle de bains privée, tout cela dans l'espace exigü - avec de la chance - de 36 mètres carrés pour quatre personnes, soit l'équivalent d'une grande pièce...

Le tableau est sombre; il est si peu chargé que les conséquences d'un tel mépris des dirigeants pour les conditions quotidiennes de vie de la population entraînent une baisse de l'espérance de vie dans les pays de l'Est, contrairement à la tendance à la hausse observée dans l'ensemble du monde industrialisé. Les statistiques officielles là-dessus sont bloquées depuis 1974, date où le régime a cessé de fournir de l'information sur ce sujet, mais la régression se poursuit depuis 1964. Selon les données rassemblées par l'Institut national d'études démographiques de Paris, l'espérance de vie en U.R.S.S. serait tombée de 71 ans en 1964 à 67,5 ans en 1981 et la chute atteindrait les femmes comme les hommes³⁶. La tendance est sensible dans toutes les républiques contrairement à l'explication des Soviétiques qui cherchent à l'attribuer au développement inégal des régions d'Asie centrale et à l'hétérogénéité de la population. Il semble que l'explication est plutôt à chercher du côté de la consommation excessive d'alcool, de la déqualification de la profession médicale, de l'insuffisance des équipements sanitaires et d'une façon générale, de la médiocrité des conditions d'alimentation, d'habillement et de logement³⁷.

L'émancipation des femmes, comme celle des travailleurs, ne s'est donc pas réalisée dans ces régimes qui se réclament de la théorie marxiste de la libération de «l'homme». Or certaines de celles qui comme Tatiana Mamonova ont osé dénoncer le caractère patriarcal du régime, ont été déchues

36. Claire Brisset, «L'espérance de vie est en augmentation sauf dans les pays de l'Est», dans *Le Monde*, 9 mars 1983, p. 13.

37. *Idem*, «La hausse de la mortalité dans le bloc socialiste», *ibid.*

de leur nationalité après avoir dû prendre le chemin de l'exil. D'autres ont été forcées au silence, emprisonnées pour propagande anti-soviétique ou enfermées dans des asiles psychiatriques³⁸. Loin de condamner ces dissidentes pour déviation ou de s'inquiéter de leur santé mentale, il nous semble indiqué non seulement de partager leur révolte contre un régime d'oppression et d'exploitation des femmes et des travailleurs mais encore de reporter notre attention sur les failles les plus manifestes d'une théorie qui se voulait globale et qui s'avère plus que déficiente.

38. Voir Collectif, *Entretiens. Proches et lointains. De la parution d'un samizdat de femmes à Léninegrad le 10 décembre 1979*, Paris, Tierce, 1980.

Le marxisme pris de court

La thèse marxiste voulant que l'appropriation collective des moyens de production suffise à décider des paramètres de l'égalité sociale masque l'ignorance des difficultés politiques d'articulation d'un projet de société unitaire. La tension permanente entre la nécessité de concentrer l'énergie pour un maximum d'efficacité et les tendances plus anarchiques de l'expression personnelle des potentialités des individus et des groupes alimente la résurgence des luttes pour le contrôle des centres de décision et des positions d'autorité à tous les échelons de la société. L'économie est certes un terrain de bataille privilégié, elle n'est pas le seul; elle n'est surtout pas le premier: ce privilège est réservé à la famille, lieu où se forge l'habitude de concevoir la vie en termes de rapports de force entre individus classés par sexe comme par rang.

Une faille dans la théorie marxiste

Pour avoir ignoré que «le privé est politique» et désigné un niveau fondamental de la réalité sociale, que par conséquent les femmes sont des êtres sociaux comme les hommes, la critique de l'économie politique de Marx n'a pas remis en cause tous les fondements matériels de la «domination de l'homme par l'homme». Nous croyons pouvoir identifier là

une faille théorique importante dont l'expérience des pays socialistes s'est chargée de démontrer les conséquences pratiques. L'analyse dialectique du concept de classe n'ayant pas remis en question le caractère social de la division des rôles sexuels n'a pas réussi à expliquer le fondement de l'ensemble des inégalités sociales réelles. La critique de la division du travail est demeurée sectorielle, marquée au coin d'un économicisme plat, chez Marx comme chez ses successeurs. La négation de l'existence d'une «question féminine spécifique»¹ a permis non seulement le maintien de l'oppression des femmes mais a également bloqué la remise en cause du principe de hiérarchisation sociale des hommes eux-mêmes selon des catégories patriarcales rigides. D'abord ébranlé, le principe de stratification sociale des personnes selon des catégories arrêtées s'est reconstitué et loin de disparaître, les classes se sont reformées. Le leadership social s'est à nouveau figé autour d'une classe d'hommes particuliers, celle de la Nomenklatura, forme moderne d'un mode patriarcal de gouvernement qui dépossède certains hommes de leur autonomie au nom de la sagesse des Anciens, ces vieillards qui commandent l'accès à tous les postes de contrôle dans la communauté soumise à leur autorité.

Étudions les choses de plus près.

Marx et Engels et après eux, Bebel, Lénine et les autres théoriciens du marxisme, n'ont jamais considéré les rôles sexuels dans leur dimension de classe. S'ils ont tous prôné l'égalité de la femme et cherché les moyens de l'émanciper socialement, il ne leur est jamais venu à l'esprit de contester l'existence d'un statut sexuel formé d'un ensemble de rôles sociaux qui vont bien au-delà des caractéristiques biologiques auxquelles on les rattache.

Mais écoutons plutôt ce cri du coeur d'Engels, choqué de la désagrégation de la famille provoquée par l'introduction du machinisme, avide à ses débuts de la force de travail des femmes et des enfants:

1. Une résolution du 3ème congrès de l'Internationale communiste établissait «le principe fondamental du marxisme révolutionnaire selon lequel il n'y a aucune question féminine spécifique, ni aucun mouvement féminin spécifique».

Dans bien des cas, la famille n'est pas tout à fait désagrégée par le travail de la femme mais tout y est mis sens dessus dessous. C'est la femme qui nourrit sa famille, et l'homme qui reste à la maison, garde les enfants, balaye les pièces et fait la cuisine. Ce cas est très, très fréquent; à Manchester seulement, on pourrait dénombrer plusieurs centaines de ces *hommes, condamnés aux travaux domestiques*. On peut aisément imaginer quelle légitime indignation cette castration de fait suscite chez les ouvriers, et quel bouleversement de toute la vie de famille il en résulte, alors que les autres conditions sociales restent les mêmes².

Ce pourrait être là le fait d'une expression maladroite comme on en trouve sous la plume des meilleurs écrivains. Mais non, Engels précise sa pensée:

Et cependant, cette situation qui ôte à l'homme son caractère viril et à la femme sa féminité sans être en mesure de donner à l'homme une réelle féminité et à la femme une réelle virilité, cette situation qui dégrade de la façon la plus scandaleuse les deux sexes et ce qu'il y a d'humain en eux, c'est la conséquence dernière de notre civilisation tant vantée, l'ultime résultat de tous les efforts accomplis par des centaines de générations pour améliorer leur vie et celle de leurs descendants³.

Pourtant, notre auteur est bien conscient de ce que les femmes ne naissent pas «féminines» mais doivent faire l'apprentissage des rôles qui leur sont attribués. N'écrit-il pas:

Les femmes célibataires qui ont grandi dans les usines ne sont pas mieux loties que les femmes mariées. Il va de soi qu'une fille qui a travaillé à l'usine depuis l'âge de neuf ans n'a pas eu la possibilité de se familiariser avec les travaux domestiques; de là vient que les ouvrières d'usines sont dans ce domaine tout à fait inexpérimentées et tout à fait inaptes à faire de bonnes ménagères. Elles ne savent ni coudre, ni tricoter, ni faire la cuisine

2. Friedrich Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Éd. sociales, 1973, p. 192. Les italiques sont de nous.

3. *Ibid.*, p. 194.

ou la lessive; les besognes les plus ordinaires d'une ménagère leur sont inconnues, et elles ignorent totalement comment on doit s'y prendre avec les tout jeunes enfants⁴.

Engels avait vingt-quatre ans au moment où il rédigeait ces lignes et lui-même indiquera, avant de rééditer ce texte en 1892, qu'il faut y voir une phase «embryonnaire» du développement de la pensée marxiste. Après tout, avec la parution de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, en 1880, n'allait-il pas devenir le pionnier des études féministes marxistes?

Si nous avons cité abondamment une oeuvre de jeunesse d'Engels plutôt que la forme théorique achevée de sa pensée sur la question des femmes, c'est qu'elle nous a permis de comprendre le malaise éprouvé à la lecture de son grand oeuvre sur la question, au-delà de ses déficiences méthodologiques ou des critiques apportées à sa qualité documentaire.

En effet, Engels relie l'institutionnalisation de la famille à la naissance de la propriété privée et de l'État. Il lie la division sexuelle des tâches à la division sociale du travail selon les classes mais, s'il remet en cause l'évaluation du statut des femmes, il ne le fait pas pour le caractère féminin lui-même, ni pour l'extension des caractéristiques biologiques du sexe féminin à ses attributions domestiques.

N'écrit-il pas: «Le renversement du droit naturel (sic) fut la grande défaite historique du sexe féminin»⁵ et traitant de l'ancienne économie domestique: «... la direction du ménage confiée aux femmes était une industrie publique de nécessité sociale au même titre que la fourniture de vivres par les hommes. Avec la famille patriarcale, la direction du ménage perdit son caractère public. Elle ne concerna plus la société, elle devint un service privé. Elle fut écartée de la production sociale⁶».

L'erreur de cette présentation, c'est qu'elle pose comme un invariant «naturel» - ou métaphysique, selon le vocabu-

4. *Ibid.*, p. 195-196.

5. Friedrich Engels. *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Éd. sociales, 1971, p. 57.

6. *Ibid.*, p. 71.

laire préféré - l'attribution aux femmes de la «direction du ménage». Elle ne remet pas en question le caractère historique de leurs rôles mais la seule perception sociale de leur statut inférieur ou égal à celui de l'homme. Pour Engels, l'égalité de la femme ne se pose pas dans la sphère privée où elle reste «condamnée aux travaux domestiques» mais dans sa possibilité de participer à un autre niveau d'activité jusque-là réservé aux hommes, celui de la production sociale. L'objectif est de réduire la part de temps nécessaire que la femme doit consacrer à des obligations naturelles qui ne concernent qu'elle. L'homme reste indifférent au noyau dur de ce «travail de femme» qui, comme par hasard, échappe à l'analyse dialectique matérialiste. L'émancipation de la femme comme être sexué ne se pose pas mais seulement son émancipation comme être social dans la sphère publique des rapports de production, là où elle peut affirmer son identité de camarade: «L'émancipation de la femme, son égalité de condition avec l'homme, est et demeure impossible tant que la femme restera exclue du travail social productif et qu'elle devra se borner au travail social privé domestique⁷».

Cette approche marxiste classique du problème est insatisfaisante, puisqu'elle amène à poser que le marxisme, contrairement à ses prétentions, n'est pas une méthode d'analyse globale de la réalité sociale, ou pire, que la question des rapports entre les sexes ne fait pas partie de cette réalité et relève de la métaphysique plutôt que de l'histoire. Or si l'affirmation de Marx selon laquelle «les rapports de production de toute société forment un tout»⁸ est juste, comment peut-on traiter «le travail domestique» indépendamment de son évolution historique interne, l'aborder de l'extérieur, le poser comme une unité, et prétendre encore procéder selon une démarche dialectique? Il nous semble bien plutôt qu'il nous faille attaquer le problème de front et élargir le concept de classe de façon à rendre compte non seulement du statut inférieur des femmes mais de l'identité sociale changeante du «caractère féminin» comme du «caractère masculin».

7. Engels, *op. cit.*, p. 72.

8. Karl Marx, *Misère de la philosophie*, Paris, Costes, p. 128.

Devenir une femme ou «faire un homme de soi» demandent de s'adapter à des modèles de socialisation différents selon les époques. Qu'y a-t-il de commun par exemple, entre cette majorité de femmes des XVI^e et XVII^e siècles qui se désintéressaient totalement de leurs nourrissons pour ne commencer à suivre de près l'éducation de leurs enfants qu'à l'âge de quatre ou cinq ans avant de les expédier en pension ou de les placer en apprentissage vers l'âge de dix ans⁹ et ces jeunes femmes modernes qui allaitent tendrement leur bébé en suivant attentivement les instructions des pédiatres et des spécialistes de l'enfance de toute espèce? Ou encore, qu'y a-t-il de commun entre l'homme élégant, le dandy «léger et insolent»¹⁰ du XIX^e siècle et la rigueur vestimentaire du «vrai mâle» des années 40? Frivolités, détails sans signification politique? Que non pas! Car comment nous viennent le sens des convenances et le respect de la hiérarchisation sociale selon les classes si ce n'est par l'acceptation première du caractère «naturel» de différenciations sexuelles qui sont pourtant bien culturelles et dont la base biologique est infiniment plus étroite que ses attributs supposés?

On aurait tort de s'y tromper car si les enfants apprennent à respecter l'autorité et à reconnaître la supériorité de classe de certaines personnes sur d'autres, des hommes sur les femmes en l'occurrence, c'est bien par l'équation entre différence et affectation permanente à des rôles sociaux séparés et hiérarchisés. Dans nos sociétés, l'enfant découvre la ségrégation des rôles entre maman qui fait la cuisine et papa qui gronde, entre les filles qui doivent rester sages et les garçons qui n'arrêtent pas de bouger, longtemps avant de «découvrir» l'explication soi-disant biologique du pouvoir de papa sur maman, des hommes sur les femmes, par la possession ou non du pénis. Il intègre ainsi la notion d'une spécialisation fonctionnelle des rôles, d'une différence porteuse de différenciation hiérarchique longtemps avant de «découvrir»

9. Élisabeth Badinter, *L'amour en plus. Histoire de l'amour maternel (XVII^e-XX^e siècle)*, Paris, Flammarion, 1980, et Philippe Ariès, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Seuil, 1973.

10. Selon le mot de Chateaubriand.

l'autre explication, celle du rapport à la propriété et au contrôle des moyens sociaux de production.

Ayant accepté une première fois qu'il y a des places assignées aux filles et d'autres aux garçons indépendamment de leurs aptitudes et de leurs goûts réels; des choses qui se font et d'autres qui ne se font pas selon que l'on *est* un homme ou une femme, l'enfant n'en sera que mieux disposé à accepter l'extension à l'ensemble des rapports sociaux de l'ordre patriarcal qu'il aura intégré dans son vécu familial. Il lui paraîtra normal a priori que des hommes commandent aux autres selon le même principe hiérarchique qui veut que les grands commandent aux petits, les forts aux faibles, les hommes aux femmes, les riches aux pauvres car, et c'est là que la boucle finit de se refermer, papa commande et maman suit ou encore, maman travaille et papa se repose parce que papa gagne des sous et maman non (ou moins). Par conséquent, maman et les enfants reconnaissent le pouvoir de papa, le servent et le soignent du mieux qu'ils peuvent. L'explication par la complémentarité de rôles et de statuts est complète et l'ordre social patriarcal peut s'affirmer.

Tant et aussi longtemps que la dialectique ne retrouvera pas ses droits et qu'on ne remettra pas en cause ce noyau dur de l'intégration par tous, dès l'enfance, des rudiments de la structure patriarcale dominante, il est inutile d'espérer parvenir à briser la tendance à traiter toute différence en termes de supériorité ou d'infériorité constante. C'est pourquoi le débat sur la question sexuelle est si important du point de vue de la théorie des classes sociales. L'économie politique ne saurait se dispenser d'une théorie des rapports du privé au politique; renvoyer tout ce qui relève de l'individu - nécessairement sexué - au biologique n'a pas de sens à moins de consentir à inscrire l'ensemble des rapports de pouvoir qui opposent les femmes aux hommes, les jeunes aux vieux, les apprentis aux savants, les forts aux faibles dans l'ordre des rapports de fatalité: inévitables parce que naturels, violents parce que pré-sociaux.

La dialectique de la différence

Penser positivement la différence, saluer bien bas le dévouement de nos mères ne suffit pas. Le sexisme de nos sociétés est la première forme concrète d'existence des classes sociales. Car l'enfant se rend bien compte quand maman est malade que papa *peut* faire la cuisine, le ménage ou le lavage. Ce que la socialisation lui apprend, c'est que ce n'est pas dans l'ordre des choses, que ce n'est pas à lui de faire cela puisqu'il est un homme. Même si le petit garçon ou la petite fille se sent attiré(e) par des activités qui ne sont pas «correctes» pour les personnes de son sexe, il ou elle apprend à se restreindre, à renoncer à une partie de la totalité du réel, comme papa et maman. La dialectique est bloquée et l'ordre social peut s'instaurer sur le mode du classement rigide des personnes, de toutes les personnes entre elles, selon des différenciations de sexe, d'âge, de race, de culture et, bien sûr, de classe.

Est-ce à dire que les femmes forment en elles-mêmes, dans leur totalité, une classe sociale unique? Au sens classique du terme, certainement pas. Car si très peu de femmes ont directement accès à la propriété ou au contrôle des moyens de production, il reste qu'elles font généralement partie de la famille d'un homme, leur père ou leur conjoint, dont elles partagent sinon l'identité, du moins la position de classe. Leur formation, leur mode de vie, leurs valeurs se modulent selon les caractéristiques de classe des chefs de famille dont elles dépendent économiquement. Certaines peuvent acquérir un degré relatif d'autonomie financière mais du point de vue social, leur rapport à la structure patriarcale hiérarchique passe, dans l'état actuel des choses, par le rattachement au statut social de leur conjoint ou de leur père selon le cas. Rares sont encore les femmes qui ont une vie assez indépendante pour que leur propre position dans les rapports économiques marchands détermine leur identité de classe. C'est ainsi qu'on rattachera à la bourgeoisie la femme d'un président de compagnie même si elle travaille comme réceptionniste dans une clinique ou qu'elle est bibliothécaire, documentaliste, etc...

Cependant, en rapport avec le mode patriarcal de division sexuelle du travail, les femmes partagent effectivement

une identité de classe, celle d'appartenir à un sexe socialement exploité par l'autre. Qu'il s'agisse de préparer des hamburgers ou de superviser l'organisation d'un grand dîner ne change pas fondamentalement la situation: dans l'un et l'autre cas, la femme est au service de l'homme qui exerce sa domination sur elle. En ce sens, la thèse de Claude Alzon¹¹ — il s'agit d'un homme, notons-le bien — qui veut que contrairement aux femmes «bonniches» de la classe ouvrière, les femmes «potiches» de la bourgeoisie exploitent leur mari, ne tient pas. Assimiler leurs services de représentation sociale à des loisirs, c'est oublier qu'elles ne choisissent pas ce rôle de faire-valoir, qu'il leur impose un ensemble d'obligations sociales contraignantes. Leur comportement leur est dicté la plupart du temps par les exigences de promotion de la carrière de leur conjoint plutôt que par leurs préférences personnelles, comme l'ont abondamment démontré Betty Friedan dans son essai sur *La femme mystifiée* et Marilyn French dans son roman *Toilettes pour femmes*.

La position supérieure des femmes de la bourgeoisie implique généralement pour elles le sacrifice d'une carrière indépendante ou à tout le moins, la subordination de leurs intérêts professionnels à ceux de leur conjoint. Elles se ressentent donc — à un moindre degré — de la condition d'oppression patriarcale de toutes les femmes. Elles peuvent être brutalement révélées à elles-mêmes, rappelées à la précarité de leur position, par suite d'une séparation, d'un divorce ou d'un revers de fortune indépendant de leur volonté.

En ce sens, le féminisme peut introduire la subversion au cœur de la structure de pouvoir familiale. C'est même là qu'il a pris plus aisément racine historiquement, la contradiction apparaissant d'autant plus vive entre la condition féminine et la condition masculine dans les couches supérieures de la société, que l'absence de richesse ne pouvait plus réussir à y occulter l'inégalité flagrante entre le sort réservé aux «filles d'hommes cultivés»¹² et l'avenir promis à leurs frères.

11. Claude Alzon, *La femme potiche et la femme bonniche, pouvoir bourgeois et pouvoir mâle*, Paris, Maspero, 1977.

12. Selon l'expression de Virginia Woolf.

Mais pousser l'analyse de classe jusqu'au bout exige d'étudier la catégorie sociale du sexe sous l'angle de la dialectique entre la structure patriarcale et le mode de soumission des individus pris isolément, pour les hommes comme pour les femmes. Ce qui nous réserve une mauvaise surprise: celle de découvrir que si maintes femmes se reconnaissent une identité commune avec d'autres femmes moins favorisées économiquement par suite d'un divorce ou tout simplement parce que le féminisme leur dévoile le lien entre leur oppression et l'exercice patriarcal du pouvoir social mâle, l'immense majorité des hommes, y compris ceux des couches dominées de la société, sont portés à généraliser leur propre expérience de la domination dans les rapports personnels et à reconnaître dans la structure globale des classes une autre forme «naturelle» d'élitisme social. En matière d'exercice du pouvoir, la soumission courante du sexe faible au sexe fort les incite à accepter la soumission analogue des petits aux puissants de ce monde, des pauvres aux possédants, des travailleurs manuels aux travailleurs intellectuels, des citoyens à l'autorité de l'État, de la base à la direction, etc...

Il est donc juste d'envisager les femmes comme une classe sociale au titre de l'exploitation commune vécue par la majorité d'entre elles dans leur fonction de mère-épouse. Cependant, on ne peut s'en tenir à cette explication, si l'on considère le sexe comme un critère de différenciation permanent, relié à la qualité d'expression de la vie humaine. Dans les conditions sociales actuelles, les femmes forment une classe opprimée puisqu'elles sont affectées d'office à un type de tâches déterminé, et sont identifiées à une catégorie sociale distincte sur la base des rôles assignés aux personnes de leur sexe. Mais ne négligeons pas une dimension essentielle: si le statut de classe des femmes est appelé à disparaître en même temps que les autres formes de division sociale du travail, leur identité sexuelle ne devrait-elle pas persister? À moins de rechercher l'abolition de toute distinction hommes-femmes, ce qui relèverait d'une tout autre optique, celle de la négation de la légitimité même de la différence comme principe de construction du social.

Des corps fabriqués sur mesure

Le rêve d'une société nivelée où le sexe ne serait plus qu'un élément sans conséquence correspond à l'éthique d'une société tellement obnubilée par le règne de la marchandise que les humains eux-mêmes ont cessé d'être conçus comme individus sexués pour devenir des machines à produire. Ils sont d'autant plus précieux — et faciles à contrôler — que leurs particularismes sont gommés ou, au contraire, modelés en fonction des exigences de l'industrie. Pousser l'économisme à ce point est si ancré que certains laboratoires de socio-biologie travaillent déjà à régulariser la « matière » humaine elle-même à partir de leurs recherches sur les manipulations génétiques ou de la reproduction artificielle d'embryons in vitro. Il est vrai que la capacité d'éliminer certaines maladies héréditaires ou de surmonter des problèmes de stérilité constitue un progrès remarquable mais elle n'en ouvre pas moins des perspectives inquiétantes si, au lieu de viser le mieux-être des individus, elle débouche sur la robotisation de la fabrication et de l'existence des humains eux-mêmes. Certaines entreprises n'ont-elles pas déjà commencé à régler le problème des maladies du travail par le recours à des techniques de sélection génétique de leur personnel¹³?

L'affirmation féministe du contrôle des femmes sur leur corps est tout autre puisqu'elle répond à un souci conscient de particularisation de l'acte de procréer. Un acte qui implique non pas n'importe quelle relation sexuelle entre un homme et une femme mais la volonté arrêtée de former un autre être humain, d'assumer sa dépendance et de veiller sur sa croissance le temps nécessaire. Projet où la biologie a moins d'importance que la constance de parents qui peuvent d'ailleurs

13. Une enquête de la Commission pour la science et la technologie du Congrès américain a révélé que plusieurs grandes compagnies pratiquent déjà le tri génétique. Leur objectif est de diminuer les risques de maladies industrielles et le nombre consécutif de poursuites intentées en justice par leurs employés. Des catégories entières d'individus à risque sont ainsi évincées à titre préventif sur la base d'un calcul statistique approximatif qui n'a rien de scientifiquement sûr. Voir l'article de Gérard Bonnot, «Embauche: vers un racisme scientifique», *Le Nouvel Observateur*, 929, 28 août - 3 septembre 1982, p. 42-45.

être deux femmes, deux hommes ou une commune tout aussi bien que le couple classique homme-femme¹⁴.

Le féminisme libertaire, celui qui valorise l'expression des différences sans référent unique, fût-ce celui de la culture des femmes, fonde la recherche d'un nouvel ordre social en rupture avec la conception univoque de l'ordre patriarcal. Car l'inversion de cet ordre ne marquerait rien de plus que sa reconduction par d'autres acteurs, seraient-ils cette fois du sexe féminin. Se revendiquer comme femme dans une optique alternative, c'est poursuivre non pas l'abolition des distinctions de sexe mais revendiquer leur reconnaissance comme principe d'éclatement du social en une myriade d'individus et de groupes personnalisés, caractérisés culturellement ou sexuellement mais non divisés ou hiérarchisés pour autant.

Contrairement aux classes, la reconnaissance des sexes comme critère d'expression sociale particularisée ne crée pas de catégories mais les supprime. Elle substitue le polymorphisme à la norme comme mode de régie des rapports interhumains, mêlant hommes et femmes, jeunes et vieux, savants et apprentis, praticiens et théoriciens pour des échanges libres et créateurs commandés par l'intérêt réciproque des uns et des autres pour la beauté, le savoir, la nouveauté. Mythe du respect et de l'ouverture à l'autre dans les conditions actuelles d'organisation de la vie sociale et politique où les chemins sont plus souvent ceux du conflit que de la tolérance. Utopie devenue impérative pour tous ceux qui réalisent combien les chemins du pouvoir et de la raison, une, pure et dure, suintent la destruction et l'ennui.

Mais nous ne saurions nous abandonner au rêve. Pour l'instant, la différence est vécue sur le mode du pouvoir. Personne n'y échappe puisque le débat homme-nature, homme-culture n'a pas été mené à terme. Et pourtant, les hommes continuent de croire que seules les femmes sont concernées par la structure patriarcale alors qu'ils en sont

14. En 1980, aux États-Unis, on estimait à 1500 par année le nombre des naissances imputables à des mères lesbiennes ayant eu recours à l'insémination artificielle. Voir Robin Morgan, *op. cit.*, p. 256.

eux-mêmes affectés. La lutte féministe est aussi leur lutte dans la mesure où ils ont intérêt à en finir avec le vieil homme pour retrouver leur liberté. Il leur reste à comprendre que la lutte pour le pouvoir, à la manière forte, jusqu'à soumission ou annihilation de l'adversaire, n'a plus de sens. À partir du moment où des blocs d'opposants s'affrontent avec des armes capables de détruire quarante fois la planète, désarmer devient une condition de survie.

L'adoption d'autres modes de solution des différends par conjugaison, par addition plutôt que par soustraction des thèmes et des partenaires de l'action sociale, s'impose avec urgence. L'acceptation du féminisme, de ses critères de respect des différences et de polymorphisme culturel comme principes d'organisation de la société, annonce peut-être des complications mais au moins cela ne signifie pas la fin de l'histoire:

Un intérêt commun nous unit: il n'y a qu'un monde, qu'une vie; les cadavres, les maisons en ruines prouvent à quel point il est essentiel d'accomplir cette unité. Car telle sera notre ruine, si, dans l'immense espace abstrait de votre vie publique, vous oubliez l'image intime; ou si nous oublions dans l'immensité de nos émotions intimes le monde extérieur et public. Nos deux maisons seront détruites, l'édifice public et la demeure privée, la matérielle et la spirituelle, car elles sont inséparablement liées¹⁵.

S'il n'en tient qu'aux féministes dont nous sommes, le rapport homme-femme n'est pas près de disparaître puisqu'il incarne la nécessité et le plaisir de composer avec l'Autre. C'est la domination d'un sexe par l'autre qui devra faire place à un mode de fonctionnement non hiérarchique et non conflictuel où la transparence des décisions et la tolérance des solutions diverses seront érigées en principes de gouvernement. Cela ne saurait être possible que dans une société

15. Virginia Woolf, *op. cit.*, p. 251. À noter que ces lignes furent écrites peu avant l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, il y a près d'un demi-siècle.

en mesure de vaincre le problème de la rareté pour assurer à tous des conditions matérielles décentes.

Au plan de l'ensemble de la société, notre émancipation exige la substitution, aux rapports de domination actuels, d'une multiplicité de formes de rapports sociaux non-antagoniques entre hommes et femmes de tous âges et de toutes professions dans et hors ces institutions qui, pour l'heure, emprisonnent l'ensemble des composantes de la société civile dans une véritable camisole de force.

Mais comment avons-nous pu arriver à cette extrémité de destruction et de mort? Monde de pouvoir, le monde patriarcal est un monde de violence qui n'a plus sa raison d'être, qui n'a plus même sa raison du tout. Il est impératif de comprendre l'origine de cette situation pour découvrir le moyen de s'organiser autrement.

Notre corps est à nous

Les hommes ont généralement tendance à croire que les femmes ont tort de se plaindre puisqu'elles partagent leur table et leur toit sans avoir à affronter la dureté du monde extérieur où ils s'échinent à gagner la vie du ménage. Ne vivent-elles pas comme eux, avec eux, les meilleurs moments de l'existence, ceux où ils se reposent auprès d'elles des fatigues du travail dans la paix du foyer familial? Dès lors qu'ils n'exercent pas de violence sur elles¹ et pourvoient généreusement aux frais du ménage, de quelle oppression souffriraient-elles qui tienne à des conditions autres que l'incapacité où ils sont eux-mêmes de s'offrir et de leur offrir davantage? C'est la théorie du «pour le meilleur et pour le pire», celle du mariage patriarcal, qui soude le sort matériel de la femme au succès de la carrière de son époux, l'homme fort d'une famille dont elle est l'âme.

Le problème, c'est que l'harmonie des rapports conjugaux — quand elle existe — masque un échange inégal entre les partenaires. D'un côté, les services domestiques de l'épouse

1. Neuf femmes sur dix ne sont pas battues par leur conjoint, comme le souligne Lysiane Gagnon, *op. cit.*, p. 23. Cela fait tout de même 256 000 femmes qui sont battues de façon chronique, selon un chiffre «conservateur» avancé dans le livre vert *Pour les familles québécoises*, Québec, Gouvernement du Québec, 1984, p. 81.

n'ont d'autre limite que les besoins exprimés par des enfants en bas âge ou un époux plus ou moins capricieux; de l'autre, l'apport de l'homme est largement laissé à sa discrétion. Hormis des dispositions juridiques minimales conquises de haute lutte, son épouse et ses enfants dépendent de son bon vouloir, et ses moments de présence à la maison se traduisent en temps de loisir pour lui, sur son lieu de travail à elle.

La concentration du lien de dépendance des femmes a eu pour effet de personnaliser l'oppression des femmes et de fragmenter leur résistance, la présence ou l'absence de sentiment amoureux venant tempérer, ou au contraire aiguïser la relation d'inégalité entre les conjoints. Pour longtemps, les femmes vivaient leurs difficultés comme autant de problèmes individuels sans commune mesure entre eux. Ce n'est que par suite de l'intervention de l'État pour régulariser les conditions d'hygiène et contrôler la formation des mères qu'elles redécouvrirent progressivement le caractère politique de leur condition de dépendance sexuelle. Elles apprendront alors que pour se poser comme sujets, à égalité avec les hommes, il leur faut d'abord habiter leur corps, recouvrer pleinement leur autonomie aussi bien sur le terrain de la reproduction biologique que sur celui de la sexualité.

Mariage et tutelle parentale

Edward Shorter situe à la fin du XVIII^e siècle la première révolution sexuelle, celle où les jeunes gens «se mirent à courtoiser qui bon leur semblait, de préférence à ceux que leurs parents jugeaient le meilleur parti possible²». Cela supposait souvent pour le jeune homme de renoncer à la dot que des pères jaloux de leur autorité n'accordaient qu'au prétendant de leur choix. Cela signifiait parfois encourir la colère paternelle d'autant plus dangereuse que les fiancés étaient d'extraction sociale plus élevée. N'oublions pas qu'en 1763, une ordonnance royale autorisait encore les parents dont les enfants se conduisaient mal à demander leur déportation

2. Edward Shorter, *Naissance de la famille moderne*, Paris, Seuil, 1977, p. 98.

outré-mer³. Cependant, ce qui permit aux jeunes gens de braver le courroux de leurs parents, ce fut avant tout la possibilité d'échapper au contrôle de la communauté villageoise et à l'étroitesse des modes d'apprentissage dans les corporations féodales en venant tenter leur chance à la ville, dans les industries et les commerces bourgeois. Pourtant l'amour reste plus souvent un rêve. Aussi bien pour les petits-bourgeois que pour les paysans: «Pour les deux classes, le mariage était avant tout une transaction à caractère commercial; les dots étaient considérées comme une marchandise et le statut social comme un bien facilement convertible en espèces⁴».

Il faudra attendre le XIX^e siècle et l'affranchissement matériel des jeunes hommes de bonne famille pour que l'amour romantique gagne du terrain et que la construction du couple devienne une affaire privée entre deux personnes plutôt que le résultat d'un arrangement entre deux familles:

...avant 1800, en Europe, les gens couchaient rarement ensemble avant d'être absolument certains de se marier et (que) la sexualité pour eux servait plutôt à la procréation et à la perpétuation du lignage, et n'était guère, en soi, source de joie et de délectation...

Avec la première révolution sexuelle, le besoin d'intimité fit d'énormes progrès, et les barrières de la répartition sexuelle des rôles, qui avaient jusqu'alors maintenu hommes et femmes dans des compartiments étanches d'où ils ne pouvaient absolument avoir aucun échange affectif, volèrent en éclats. À la chaleur du désir de liberté, la libido se dégela⁵.

Les femmes y gagnèrent de se rapprocher de leurs amants ou époux, d'établir avec eux une relation plus étroite, personnelle, mais ce fut au prix de leur éloignement progressif de la sphère des activités publiques et de leur attachement prioritaire sinon exclusif à «leur famille». Ainsi, ce à quoi l'on assiste, c'est à une extension de la fonction maternelle de la

3. E. Badinter, *op.cit.*, p. 34.

4. E. Shorter, *op. cit.*, p. 183.

5. *Ibid.*, p. 207.

procréation au rôle plus large de mère-épouse. Les femmes mariées deviennent responsables du soin et de la formation des enfants comme du bien-être de toute la cellule familiale, leur mari y compris, au point de reléguer au second plan ou d'effacer leur importance antérieure comme compagnes de travail sur la ferme, dans la boutique ou dans l'atelier, en particulier dans les milieux aisés.

En fonction des exigences nouvelles de leur rôle de maîtresses de maison et d'éducatrices familiales, les épouses de la classe bourgeoise montante cessent de faire figure de poupées fragiles ou de représenter avant tout, grâce à leur dot, un apport de capital: «En acceptant de prendre en main l'éducation des enfants, la bourgeoise améliorerait son statut personnel et cela de deux façons. Au pouvoir des clés, qu'elle détenait depuis longtemps (pouvoir sur les biens matériels de la famille), elle ajoutait le pouvoir sur les êtres humains que sont ses enfants⁶».

Après la chute d'Ève, l'ascension de Marie

C'est de cette époque que date l'offensive idéologique pour transformer les femmes en «anges du foyer» au nom de la nouvelle philosophie de l'amour conjugal, source et noyau de l'unité familiale conçue comme base «naturelle» de la société. Rousseau en particulier se fera le chantre de l'allaitement maternel et érigeria en modèle de la «nature féminine» Sophie, la compagne d'Émile, le prototype de l'homme idéal:

«Complément» de l'homme, la femme est une créature essentiellement relative. Elle est ce que l'homme n'est pas pour former avec lui, et sous son commandement, le tout de l'humanité. Émile est fort et impérieux, Sophie sera faible, timide et soumise. Émile a une intelligence abstraite, Sophie aura une intelligence pratique; Émile ne saurait supporter l'injustice, Sophie la supportera...

6. *Ibid.*, p. 217-218. Voir également «le temps de l'exaltation» dans Yvonne Knibielher et Catherine Fouquet, *Histoire des mères du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Montalba, 1977, p. 176 et ss.

(...) La femme est faite non pour elle-même, mais «pour plaire à l'homme, pour être subjuguée par lui... pour lui être agréable... pour céder et pour supporter même son injustice». Bientôt cette femme sera une mère toute prête à vivre par et pour l'enfant⁷.

Il faut dire que cette nouvelle conception du mariage et du rôle des femmes correspond à une nécessité sociale, celle d'abaisser le taux de mortalité infantile effarant des enfants expédiés en nourrice jusqu'au début du XX^e siècle. Certaines évaluations chiffrent à 300 000 le nombre de nourrissons parisiens morts sur une période de vingt ans au milieu du XIX^e siècle, soit environ 35% d'après les statistiques disponibles et ce, près d'un siècle après la parution de l'*Émile*⁸. Or c'est l'époque où les besoins de main-d'oeuvre de l'industrie se diversifient. Les femmes et les enfants sont encore massivement employés dans l'industrie mais la qualité de la force de travail (santé, discipline, formation) acquiert une importance nouvelle. C'est ainsi que s'impose progressivement le besoin de substituer l'école à l'apprentissage sur le tas pour former les enfants et que l'idéal devient d'assurer la présence de la mère au foyer pour garantir la «première éducation des hommes», veiller sur «leurs moeurs»... «les soigner», etc..., «devoirs des femmes dans tous les temps⁹».

La médecine ne tardera pas à s'en mêler, témoin l'argumentation d'un *Traité de médecine domestique*, écrit à l'intention des femmes en 1775: «Si les mères réfléchissaient sur leur grande influence dans la société, si elles voulaient en être persuadées, elles saisiraient toutes les occasions de s'instruire des devoirs qu'exigent d'elles leurs enfants... Par elles, les hommes sont ou bien portants, ou malades; par elles, les hommes sont utiles dans le monde ou deviennent des pestes

7. *Ibid.*, p. 238. Passages repris de l'*Émile*, V, p. 693 et 750.

8. *Ibid.*, p. 223, note 63. En Angleterre, à la même époque, les ouvrières confiaient leurs nourrissons à des enfants à peine plus âgés ou payaient une somme minime pour les placer en pension pendant leurs heures de travail. Voir Friedrich Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, *op. cit.*, p. 190 et ss.

9. *Émile*, livre V, Paris, La Pléiade, p. 703. Cité dans E. Badinter.

dans la société¹⁰». Rousseau l'a emporté: «La culpabilité a gagné le coeur des femmes¹¹».

Au début du XX^e siècle, les femmes se retrouvent apparemment en meilleure posture, non plus bêtes de somme et serves domestiques mais mères-épouses respectées. Personne ne leur nie plus le statut d'êtres humains dotés d'une âme mais hélas, leur corps marque toujours leur destin dans une société patriarcale «avancée». Elles ne s'appartiennent pas mais se donnent à leur mari et à leurs enfants. S'oubliant au service des autres, la femme n'a pas d'identité personnelle; elle se définit par son abandon à la volonté ou aux besoins des siens jusque dans sa sexualité. Soumise au désir de son mari, elle n'en glisse pas moins fréquemment de la passivité à la frigidité, forme de résistance plus ou moins consciente à l'ignorance de ses propres besoins sexuels.

L'image de pureté de Marie succède à celle d'Ève la tentatrice. À défaut de pouvoir donner naissance sans se commettre sexuellement, les femmes sont invitées à se satisfaire d'une sexualité édulcorée. Nombre d'entre elles deviendront vierges symboliquement, par leur renonciation au désir et au plaisir: disponibles sexuellement mais absentes de l'échange amoureux. La mère efface l'amante. Le patriarcat substitue l'idéologie à la répression comme principal moyen de contrôler les femmes. Il réussit même à les convertir en instruments de leur propre oppression puisqu'elles forgent l'esprit des nouvelles générations. Responsables de la socialisation première des enfants et des écoliers, elles éduquent leurs fils au commandement et leurs filles à la soumission, les ajustant à leurs rôles respectifs dans une société qui certes prétend permettre aux individus des deux sexes de se rejoindre, mais à condition que chacun fasse pleinement sienne la définition sociale patriarcale de la personnalité masculine dominante ou de son complément romantique, la «femme», être de douceur et d'abnégation.

Le «dressage» des petites filles en particulier est repris de Rousseau qui faisait déjà obligation aux mères d'appren-

10. Dr. Buchan, cité dans E. Badinter, *op. cit.*, p. 175.

11. Élisabeth Badinter, *op. cit.*, p. 231.

dre à leurs filles que «la dépendance est un état naturel aux femmes»¹². Aussi, à la fin du XIX^e siècle: «Mère et institutrice professionnelle poursuivent un même but: former une petite fille qui devienne à son tour une bonne mère, éducatrice et institutrice. L'éducation des femmes n'a toujours pas sa finalité en elle-même. Il ne faut à aucun prix distraire la future femme de ses devoirs naturels, en lui donnant un savoir gratuit et abstrait qui développerait son orgueil, son égoïsme et l'envie de l'utiliser à des fins personnelles¹³».

L'amour interdit

On comprend alors que le mépris de la femme séduite ou adultère se conjugue au ridicule du mari trompé. Le cocu est déchu de son statut de phallocrate pour n'avoir pas su garder son bien, venir à bout d'une «faible femme». L'idéologie patriarcale contrôle ainsi les hommes eux-mêmes qui ne peuvent sans péril transgresser les règles qui régissent leur domination sur les femmes placées sous leur tutelle. Le père, le mari ou le frère dans les sociétés méditerranéennes par exemple, répond de celle qui lui fait honneur ou le trahit, selon qu'elle règle sa conduite sur les préceptes patriarcaux de l'époque ou du milieu auquel elle appartient.

Nous ne pouvons rappeler ici l'ensemble des pratiques barbares qui visent à supprimer le risque d'une sexualité féminine indépendante. La clitoridectomie et l'infibulation, toujours largement en usage, soulèvent justement notre indignation, mais l'enfermement des femmes, les têtes rasées ou voilées, la pratique du viol comme moyen de punir celles qui osent transgresser les limites spatiales ou temporelles¹⁴ qui leur sont assignées, les nombreuses formes de harcèlement sexuel des femmes seules ou «privées» de la protection d'un homme ne répondent-elles pas à une même logique? Il ne s'agit pas de mettre tous ces moyens de contrôler la sexualité

12. *Émile*, p. 770, cité *ibid.*, p. 240.

13. *Ibid.*, p. 261.

14. Les femmes ne sont pas seulement interdites de séjour dans certains lieux mais soumises au couvre-feu après certaines heures.

des femmes sur un même pied mais plutôt de comprendre qu'ils correspondent à divers types de solutions patriarcales pour maintenir les femmes sous le joug de la domination mâle même quand il faut se résoudre à les voir s'éloigner pour travailler aux champs ou consentir à les laisser derrière soi. La peur reste la meilleure garantie qu'elles observeront la «prudence qui convient à leur sexe»...

À cette différence près qu'à notre époque, les hommes peuvent se démettre de leurs responsabilités paternelles ou maritales individuelles¹⁵. C'est l'État qui prend le relais: délinquance, comportement immoral ou déviant n'imposent plus à un homme en particulier l'obligation de résoudre le problème. Mieux encore, chacun peut se reposer sur différentes instances administratives ou judiciaires pour se défaire plus ou moins élégamment de responsabilités familiales devenues parfois d'autant plus encombrantes qu'elles ne constituent plus au même titre qu'autrefois une source d'enrichissement direct.

Indépendamment de cette situation nouvelle créée par l'évolution de la condition sociale des enfants, le patriarcat n'a pas été sans comprendre très tôt qu'il lui fallait composer avec l'attrait réciproque d'un sexe pour l'autre. En effet, l'amour, cette pulsion qui porte des individus l'un vers l'autre au mépris des barrières sociales établies pour régir l'échange des femmes, menace de subvertir un ordre bâti sur la méconnaissance des préférences personnelles. Dans le cas des hommes, il peut être utilisé contre eux par d'autres hommes, maîtres de l'accès aux femmes qu'ils désirent; il devient ainsi un instrument de discipline sociale qui soumet un homme à la volonté d'un autre dans le but d'obtenir pour prix de ses bonnes dispositions la femme, objet de son désir. Mais dans le cas des femmes, l'amour risque de gêner les plans d'alliance dont elles constituent le gage. Qu'elles choisissent elles-mêmes

15. En 1985, au Québec, la garde partagée ne représente pas plus de 3% des jugements de la Cour supérieure en matière de garde d'enfant. Lors d'une séparation, les enfants restent avec leur mère dans 85% des cas. Voir l'article de Dominique Legault et Dominique Pineault, «La garde partagée, piège ou libération?», dans *La vie en rose*, 25, avril 1985, p. 28-32.

leur époux et celui-ci n'est plus redevable à leur père du «don» de sa fille; qu'elles prennent un amant et les lignes qui relient pères et fils d'une génération à l'autre se brouillent. Comment alors contrôler les velléités de révolte des jeunes générations? Comment surtout contrôler les femmes elles-mêmes?

Car l'amour ne se pose pas dans l'abstrait. En l'absence de conditions adéquates d'existence, de formation et d'expérience similaires, n'a-t-il pas trop souvent abouti à asservir plus sûrement les femmes? Sans indépendance financière et personnelle — affective et sexuelle — la liberté d'aimer n'est ici qu'apparence. Toutes les relations amoureuses menacent le pouvoir parce qu'elles cassent sa continuité; elles ne sont pas prévisibles¹⁶. La solution choisie par le patriarcat, c'est de nier la liberté sexuelle des femmes pour obliger des hommes à se placer en position de demandeurs face à d'autres hommes, en mesure d'autoriser ou non une femme à entrer en rapport avec ceux qui la désirent. Sa disponibilité, indépendamment de sa volonté propre, simplifie l'exercice d'un pouvoir qui se fonde sur sa passivité ou sa docilité face à celui qui la donne ou qui la prend.

Dans ces conditions, il n'est guère surprenant que le mouvement d'émancipation des femmes provoque non seulement une crise de la famille mais une crise générale des rapports d'autorité dans l'ensemble de la société puisque: «Être, si l'on peut dire, du côté de la famille, c'est voir dans l'autorité paternelle le type de toute autorité, c'est se représenter le patron à l'usine, le chef dans l'État, Dieu enfin sur le modèle du père, lui-même conçu avec sa puissance souveraine de *paterfamilias*¹⁷».

L'ouvrage français dont cette citation est tirée faisait autorité dans l'enseignement de la sociologie de la famille au Québec vers le milieu des années soixante. C'est donc à cette

16. L'amour est réfractaire à la loi. Denis de Rougemont, dans un ouvrage devenu classique, *L'amour et l'Occident*, Paris, Union générale d'éditions, 1972 (1939), n'hésite pas à faire du mythe de Tristan et Yseult le prototype du caractère intrinsèquement adultère de l'amour. Plus près de nous, une psychanalyste, Julia Kristeva, reprend cette thèse dans ses *Histoires d'amour*, Paris, Denoël-Gonthier, 1983.

17. Jean Lacroix, *Force et faiblesses de la famille*, Paris, Seuil, 1948, p. 8.

école qu'a été formée la génération des leaders de la Révolution tranquille, nos dirigeants actuels. L'auteur, qui évacue les femmes comme sujets d'une étude encore axée sur la famille comme lieu d'activité et de vie centré autour de la figure du père et non de la mère, utilise un vocabulaire aujourd'hui dépassé. S'y référer n'en a pas moins l'avantage de nous rappeler la nouveauté de la visibilité des femmes dans ce champ d'étude où l'on pouvait écrire d'un point de vue prétendument scientifique il n'y a pas si longtemps: «Le père n'est-il point celui qui donne la vie, qui fait croître et pousser, l'auteur, suivant le sens étymologique du mot auctor? Et qu'est-ce que l'autorité, sinon la puissance génératrice du lien social, qui tend en soi à croître jusqu'à son accomplissement?»¹⁸

Il est réjouissant de mesurer le chemin parcouru à l'énormité des prétentions savantes actuellement réduites à la sottise par la progression de nos luttes! Encore convient-il de noter l'ambiguïté du récent livre vert sur la politique familiale. Traiter des responsabilités des parents comme si l'égalité à l'intérieur du couple était déjà la norme, risque de masquer une fois de plus la lourdeur des contraintes qui pèsent sur les mères plus que sur les pères. Au-delà de la rupture du lien matrimonial, le rapport se soucie d'épargner et de protéger «les liens entre les enfants et chacun de leurs parents... tout au long de leur vie»¹⁹. En l'absence de mesures financières ou de politiques de garde adéquates, sur qui retombera l'obligation de service ainsi réaffirmée? Qui assumera «à la source, le développement des personnes et des sociétés» et qui recueillera les grands enfants éclopés dont l'État voudra se décharger? D'où l'inquiétude manifestée par maintes organisations de base face à l'absence de lien entre cette déclaration de principes de l'ex-ministre des Affaires sociales et la politique fiscale de son gouvernement. D'où la méfiance aussi des groupes de femmes devant une politique de consultation qui prétend faire des parents des interlocu-

18. *Ibid.*, p. 13-14.

19. *Pour les familles québécoises, op. cit.*, p. 35.

teurs privilégiés tout en oubliant que de fait, dans le quotidien, ces parents sont avant tout des femmes²⁰.

L'évacuation des mères du champ de décision dans le domaine des affaires familiales nous apparaît maintenant choquante ou même absurde mais une situation analogue prévaut dans le domaine de la sexualité. La pornographie pousse simplement à l'extrême la logique d'une conception qui identifie l'amour libre à l'expression unilatérale du désir de l'homme pour une ou plusieurs femmes également passives et sexuellement offertes à tout venant. Cette version moderne d'un érotisme à sens unique comme d'autres formes historiques d'échanges sexuels « autorisés » continue à ravalier les femmes au rang d'objet, sans désir propre. Qu'il s'agisse de prostitution, de harcèlement ou de la forme contemporaine des services sexuels au conjoint qui reconnaît difficilement²¹ qu'une femme puisse être violée par son mari, la libido des femmes est niée. À la question dangereuse: « m'aimes-tu? » se substitue l'ordre: « aime-moi », objurcation vaine à un premier niveau puisque l'amour ne se commande pas — il est l'antonomie du pouvoir — mais succès complet du point de vue de l'idéologie patriarcale. L'amour, pulsion égalitaire par excellence, ouverture à l'autre, recherche de fusion dans la diffé-

20. Voir l'outil d'animation préparé par le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale, *Convergences et divergences*, Montréal, décembre 1984, p. 46.

21. Les poursuites pour viol conjugal sont rares et presque impossibles à gagner en l'absence de marques de violence. Aux États-Unis, dix-sept États admettent sans réserves la légalité de ce type de poursuite dans le cas des couples mariés. Dans vingt-huit autres, la loi ne reconnaît la possibilité de viol conjugal que si les époux vivent en séparation. Ce genre d'exception a été contesté en 1983 par le premier résident de l'État de New York à faire l'objet d'une condamnation pour le viol de sa femme. M. Mario Liberta attaquait la constitutionnalité d'une loi qui discrimine entre les coupables dans le cas des hommes mariés. La Cour d'appel a statué dans cette cause en abrogeant les articles de la loi qui établissaient une distinction dans les cas de viol conjugal selon que la victime cohabite ou non avec son mari. Voir l'article de David Margolick, « For Differing Reasons, Many Join Appeal in Marital Rape Case », *The New York Times*, 18 décembre 1984; voir également l'éditorial du même journal, le 22 décembre 1984, appuyant la décision du tribunal. Ici, au Québec, la loi qui substitue l'agression sexuelle au viol comme motif de poursuite criminelle est trop récente pour qu'on puisse préjuger de son application.

rence, appel global de tout l'être pour une autre personne recule au profit d'une sexualité instrumentale, de plus en plus codifiée et fragmentée, relativement indifférente à la personne de l'autre et ne considérant plus que la performance de l'acte, l'accumulation des expériences ou des sensations.

Le marxisme et les femmes

✕

Qu'elles soient bourgeoises ou ouvrières, les femmes ne peuvent rester insensibles à leur sort. Les premières revendiqueront le divorce, supprimé en 1816 avec le rétablissement du Second Empire²², le droit à l'instruction et le droit de vote; les secondes lutteront contre la prostitution, leur compagne de misère, et tenteront de se former en associations fraternelles. Ces dernières seront invitées à lier leur émancipation à celle de la classe ouvrière alors même que les travailleurs masculins se refusent généralement à les admettre dans leurs organisations syndicales sous prétexte que «le travail *démoralise* la femme; il ne lui permet pas d'acquérir une morale prolétarienne; et surtout, «le travail féminin dévalorise le travail masculin et favorise le chômage»²³.

Malgré une série de congrès féministes nationaux et internationaux entre 1878 et 1913, la formation de multiples associations suffragistes ou féministes, la multiplication des journaux et magazines féministes, la participation des femmes à la syndicalisation et aux mouvements de grèves au sein du prolétariat, les féministes se retrouveront coincées d'un côté comme de l'autre de la barrière des classes. Les hommes feront bloc contre elles, soudés dans leur volonté de les renvoyer à leurs chaudrons.

Le premier groupe marxiste féministe français, le Parti socialiste féminin, affilié au Parti Ouvrier Français, reconnaît bien que la femme est deux fois prolétaire, en tant que productrice et en tant que reproductrice, mais ne voit pas

22. Il faudra attendre 1884 pour le voir rétablir mais sans pour autant que soit reconnue la possibilité du divorce par consentement mutuel.

23. Cité dans Maité Albistur et Daniel Armogathe, *Histoire du féminisme français*, Paris, Des femmes, 1977, tome 1, p. 533.

pour autant de distinction entre lutte des classes et lutte des sexes. C'est aux femmes de comprendre l'importance de la lutte engagée par la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste puisqu'avec l'instauration du socialisme «la domination masculine se dissipera d'elle-même²⁴». Cette mise au second plan de la lutte des femmes n'est pas que stratégique; la maternité apparaît là aussi comme une «religion naturelle» car: «Si la domination masculine n'avait pas atrophié la femme, «la nature» eût cherché avec elle et pour elle; la vie de l'espèce est dans la femme et la religion y eût rencontré une formule autrement large et féconde, générale et évolutive²⁵».

Discours glorifiant qui transforme les mères en prêtresses de la nature pour mieux les exclure d'une prise en charge consciente et volontaire de leur fonction génitrice. Elles seules sont renvoyées à un état de nature sans que les hommes soient interpellés de la même façon par la paternité. La «vocation» à la maternité reste un problème essentiellement féminin sans que soit remise en question l'absence de rupture entre la période de gestation de l'enfant et celle du maternage ou de sa prise en charge après la naissance. Au mieux, il y a extension du rôle des femmes pour légitimer leur intrusion partielle dans la sphère d'activités publiques dans la mesure où elles arrivent à concilier leurs nouvelles responsabilités avec le respect de leurs obligations «naturelles». Au pire, il y a confirmation de leur vocation particulière et exclusive au maternage solitaire sans que jamais soit posée la question de la paternité sur ce terrain de la responsabilité sociale des soins et de la formation des rejetons de l'homme et de la femme.

Le débat restera néanmoins limité par le réformisme de celles qui cherchaient la reconnaissance sociale du rôle des femmes plutôt que sa transformation. En outre, il se heurtait au «phallogentrisme» aveugle des syndicalistes, poussés par «cet instinct masculin habitué depuis des siècles à domestiquer la femme et qui s'affole à l'idée de son affranchissement possible²⁶».

24. Cité *ibid.*, p. 513.

25. *Ibid.*, p. 514.

26. Cité *ibid.*, p. 539.

Il restera à quelques rares féministes radicales comme Nelly Roussel, jeune mère de trois enfants, à prêcher la stérilité volontaire comme ultime moyen de protestation et à proclamer dès 1911: «La maternité n'est noble que consciente; et elle n'est douce que désirée; accomplie par instinct ou subie par nécessité, elle n'est qu'une fonction animale, ou une douloureuse épreuve²⁷».

Il fallait plus que du courage, une lucidité rare pour poser le problème en ces termes, dénoncer les «manipulations» du patriarcat et proposer aux femmes du début du siècle de faire la «grève des ventres» en s'écriant: «Plus d'enfants pour le capitalisme, qui en fait de la chair à travail que l'on exploite, ou de la chair à plaisir que l'on souille!²⁸»

Déclarations ultra-impopulaires auprès du gouvernement sur le point de proclamer une loi contre l'avortement, histoire de combler les pertes de près de deux millions d'hommes subies durant la Première Guerre mondiale. Déclarations impopulaires également auprès des féministes bourgeoises françaises soucieuses d'obtenir le droit de vote sans se départir — contrairement aux militantes anglaises — de «la modération parfaite qui convient à notre sexe²⁹». Déclarations impopulaires enfin auprès de la gauche officielle qui n'appréciait nullement «la propagande féministe dans les milieux révolutionnaires». En effet, Nelly Roussel n'hésitera pas à s'appuyer sur des rapports de voyage de féministes déçues de l'expérience de la révolution bolchevique pour dénoncer le «masculinisme inconscient» des militants de son temps et proposer peu avant sa mort la création d'un «Front unique des femmes», puisque «... à l'ordre capitaliste et bourgeois, s'ajoutent des injustices, des vexations, des préjugés, dont nous sommes seules à souffrir, et qui, hélas! ne disparaîtront pas forcément avec cet ordre bourgeois et capitaliste, parce qu'ils viennent moins de lui que de la mentalité des hommes, de toutes les classes et de tous les partis³⁰».

27. Cité *ibid.*, p. 572.

28. Cité *ibid.*

29. Cité *ibid.*, p. 567.

30. Cité *ibid.*, p. 574. Conclusion pessimiste, sans doute tirée de la lecture du journal de voyage de Madeleine Pelletier, médecin et anarchiste,

Liberté sexuelle pour qui?

Mais que s'est-il donc passé au tournant des années 1960 en Europe et en Amérique pour que le mouvement féministe resurgisse plus fort et plus indépendant que jamais? Et sur le terrain de la vie privée plus encore que sur celui des revendications publiques? Il semble bien qu'après l'émergence de la famille nucléaire centrée sur la commune attention du couple au développement physique et psychique de ses enfants, une nouvelle mutation des rapports sociaux au sein de la famille se soit produite. Edward Shorter n'hésite pas à parler d'une «deuxième révolution sexuelle» à propos en particulier de la redéfinition des rapports entre les jeunes gens des deux sexes. Comparant la seconde révolution sexuelle à la première, deux siècles auparavant, il dresse le constat suivant: «À la fin du XVIII^e siècle, les jeunes gens commencèrent à prêter beaucoup plus d'attention à leurs propres sentiments qu'à des considérations extérieures — propriété, souhaits des parents — dans le choix d'un partenaire... Entre 1950 et 1970, les gens de tous âges — mais plus particulièrement les adolescents — entreprirent de débarrasser de ses oripeaux sentimentaux l'aventure amoureuse pour l'exposer dans la nudité de sa nature sexuelle...³¹».

La satisfaction du désir, celui de l'homme surtout, devient la loi des échanges amoureux. La «monogamie sérielle³²» devient la règle et les relations pré-maritales, le mariage à l'essai se multiplient. Ce qui s'accompagne d'une augmentation sans précédent depuis deux cents ans du nombre de grossesses extra-maritales. Seules l'invention et la diffusion des pilules anovulantes vers 1965 réussirent à atténuer les conséquences de ce large mouvement de libéralisation des mœurs. La nouvelle conception du mariage diffère en ceci

ex-militante de la SFIO. Partie pour la Russie en 1920, elle publiait en 1922 un récit intitulé *Mon voyage aventureux en Russie communiste*. Ce texte est introuvable mais ses conclusions sont résumées dans la préface de Claude Maignien à la réédition de textes de Madeleine Pelletier, *L'éducation féministe des filles*, Paris, Syros, 1978, p. 47-52.

31. Edward Shorter, *op. cit.*, p. 98.

32. *Ibid.*, p. 204.

qu'elle ne fait plus du divorce une exception mais un recours plausible pour les «amoureux» eux-mêmes, envisagé avant même la conclusion de quelque contrat que ce soit avec une personne déterminée du sexe opposé: «Le désir d'être libre a rompu tous les liens qui attachaient autrefois le couple aux institutions sociales environnantes. L'épanouissement de soi — par l'intermédiaire de la jouissance sexuelle — est maintenant l'élément dominant des relations qu'ont entre eux les jeunes gens à marier³³».

En conclusion de son étude portant sur trois siècles d'évolution de la structure familiale, Shorter identifie trois aspects particulièrement significatifs des changements en cours à ce niveau: «L'un de ces aspects est la rupture définitive des liens qui unissaient les jeunes générations aux anciennes... Deuxième aspect, l'instabilité nouvelle de la vie du couple reflétée par l'élévation en flèche de la courbe des divorces. Et, enfin, troisième aspect, la destruction systématique, par la libération des femmes, du concept de «nid» autour duquel s'était bâtie la vie de la famille nucléaire...³⁴».

Ces thèses se vérifient au Québec où le pourcentage de naissances hors mariage en proportion du total des naissances vivantes s'accroît constamment pour passer de 3,1% en 1950 à 8,5% en 1970 et atteindre 15,6% en 1981. Entre 1976 et 1981, la fécondité des célibataires (y compris celles vivant en union de fait) entre 25 et 34 ans était responsable de l'essentiel de la hausse de fécondité dans cette catégorie spécifique³⁵. Premier indice d'une dissociation entre mariage et natalité, mutation culturelle où les mères célibataires se confondent avec les mères veuves, séparées ou divorcées. Le célibat n'est plus synonyme de stérilité ou de maternité honteuse pour les jeunes femmes autonomes et non conformistes.

33. *Ibid.*, p. 208. Voir p. 142, no 1: «L'augmentation constatée de l'ensemble des naissances illégitimes est due presque entièrement à l'augmentation des naissances illégitimes chez les moins de vingt ans.»

34. *Ibid.*, p. 327.

35. Voir le tableau III, 1-9, dans C.S.F., *La condition économique des femmes au Québec*, vol. I, 1978, p. 92 et le tableau 3005 dans *Chiffres en main*, *op. cit.*, p. 131. Selon les données reproduites dans *Pour les familles québécoises*, *op. cit.*, p. 25-26, les unions de fait composaient 20% du total des unions en 1981.

Ces données sont d'autant plus significatives d'un changement d'attitude face aux rapports sexuels hors mariage et face à la fécondité dans ou hors mariage que le taux de natalité global pour 1000 habitants est tombé en chute libre de 29,8% en 1951 à 15,6% vingt ans plus tard, pour se stabiliser autour de 15% au début des années quatre-vingt³⁶.

Le choc culturel de la «deuxième révolution sexuelle» a été particulièrement ressenti dans la société québécoise où la natalité «naturelle» (un enfant par an pour l'ensemble des femmes âgées de quinze à quarante-cinq ans) était encore la norme dans les foyers catholiques à la fin des années quarante³⁷. M. le curé ne cherchait-il pas chaque année le petit dernier dont il ne manquait pas de souligner l'absence, si besoin était, lors de sa visite paroissiale! «Empêcher la famille» était et reste encore, pour le Pape, un péché grave. La domination du clergé jointe au projet nataliste d'une revanche des berceaux, censée annuler les effets de la défaite de la communauté française du Québec aux mains des Anglais en 1763, expliquent l'ampleur de ce phénomène. Cette combinaison de patriotisme et de soumission religieuse soulevait encore récemment l'étonnement des anthropologues puisque même les sociétés rurales, à commencer par celles dites «sauvages», ont toujours trouvé moyen de transformer la «natalité naturelle» en «natalité sociale»³⁸, c'est-à-dire de contrôler le nombre des naissances.

Quelle ne fut pas alors la stupéfaction quand ces mêmes femmes, connues pour remplir plus ou moins stoïquement leur devoir conjugal et n'admettre qu'avec la plus grande réticence le contrôle des naissances en cas de maladie, — la pauvreté n'étant pas une excuse pour refuser de «faire confiance à la Providence» — adoptèrent en masse «la» pilule. Alors que le taux global de fécondité s'était maintenu à plus de 100 pour 1000 femmes de 15 à 49 ans jusqu'en 1963, il tomba de 96,7 à 65,4 en l'espace de quatre ans, de 1964 à 1968. Ce qui signifie que dans le cas du Québec, il nous faut

36. Voir le tableau III, 1 et 2, p. 84 et tableau 5001.

37. Voir en particulier Germaine Tillion, *op. cit.*, p. 46, note 1.

38. *Ibid.*

rechercher non seulement l'explication du changement de comportement de la jeune génération mais également ce qui a bien pu amener l'ensemble des femmes en âge de procréer à transformer aussi radicalement et aussi rapidement leurs normes de comportement en matière de sexualité et de fécondité. D'autant plus que pour achever de brosser le tableau de cette mutation, il convient d'ajouter les statistiques du divorce. Elles n'ont cessé de gonfler, depuis l'entrée en vigueur, en 1969, d'une loi qui l'autorise. La probabilité qu'un mariage s'achève par un divorce dépasse maintenant 44%³⁹. Enfin, ajoutons à tout cela l'entrée massive sur le marché du travail des femmes mariées dont le taux d'activité a doublé durant les années 60 et continue d'augmenter⁴⁰.

À elle seule, la diffusion de l'idéologie féministe ne peut expliquer l'ampleur de ces phénomènes. Ils coïncident plutôt avec les transformations de la société civile et de l'État, connues sous le nom de Révolution tranquille. Mais puisque ces phénomènes se sont aussi produits à des degrés divers dans l'ensemble des sociétés occidentales, l'explication ne peut non plus se limiter à noter leur coïncidence avec la modernisation locale de l'appareil d'État. Il nous semble plutôt devoir chercher à identifier en quoi la «Révolution tranquille» s'est inscrite dans un courant plus général, celui de l'apparition d'une nouvelle étape dans le processus de passage de l'enfance à l'âge adulte pour les deux sexes: celle de l'adolescence.

Beaucoup de jeunes, garçons et filles, travaillent le soir, les fins de semaine ou même à plein temps, mais la plupart font des études, et ce qui les caractérise tous, c'est que l'argent dont ils disposent est consacré à leurs dépenses personnelles plutôt qu'affecté au budget familial. C'est en cela qu'ils rompent avec la tradition antérieure, échappant à l'autorité

39. Suzanne Messier, *Les femmes, ça compte*, Québec, C.S.F., 1984, p. 117. Le pourcentage des divorces par rapport au nombre de mariages contractés en 1982 était de 56,7% contre 6,2% en 1969. Voir *Pour les familles québécoises*, *op.cit.*, p. 26.

40. *La condition économique des femmes au Québec*, *op. cit.*, p. 115. Selon les statistiques du dernier recensement (1981), 48% des femmes mariées travaillent ou sont à la recherche d'un emploi. Voir *Pour les familles québécoises*, *op. cit.*, p. 30.

parentale sans pour autant créer de suite une nouvelle cellule familiale. Attentifs à l'émergence de cette nouvelle réalité sociologique, des théoriciens comme Alain Touraine n'hésiteront pas à l'analyser en termes d'émergence de la jeunesse comme classe sociale.

En ce sens, l'émancipation des jeunes de la tutelle parentale précède l'émancipation des femmes comme mouvement social. Dans un monde où les connaissances techniques se dévaluent très rapidement, le lien entre le savoir des parents et celui des enfants se rompt. Le rapport s'inverse souvent : ces jeunes étudiants et étudiantes du secondaire se transformeront en éducateurs de leurs parents, de leurs mères surtout, plus présentes, plus accessibles, et surtout, créeront leur propre réseau de communication, leur propre culture avec sa musique, son langage, sa littérature, ses codes, son mode de vie et de consommation.

Après les enfants, les adolescents des deux sexes échappent ainsi à leur mobilisation immédiate comme main-d'œuvre, au profit d'une période de préparation prolongée dans un système scolaire complexe. Avec l'introduction de la mixité, cela introduit les conditions de la transformation du monde de l'adolescence. Il devient un microcosme de société axé sur la consommation plutôt que sur la production. Les jeunes n'ont pas les mêmes priorités que les adultes, mais leurs connaissances sont comparables et ils sont plus disponibles pour se consacrer à des activités de loisir ou nouer des rapports inter-personnels, y compris sur le plan sexuel.

Avec l'introduction de la pilule, les hommes ont tendance à laisser aux femmes l'entière responsabilité de la contraception. Par conséquent, c'est moins elles qui sont «libérées» que leurs partenaires sexuels masculins. Cependant, la possibilité émerge pour toutes les femmes, mariées ou non, de choisir le rythme de leur «production génétique», avec ou sans l'accord de leurs partenaires sexuels. Petit à petit, avec la connaissance du fonctionnement de leur corps, les femmes acquièrent la maîtrise de leur fonction génétique spécifique.

Mais la femme aurait-elle oublié de prendre sa pilule, il lui restera à «se débrouiller avec ses troubles». Le recours à l'avortement devient alors dans bien des cas l'unique «moyen

de réparer». De tous temps, des femmes ont dû avoir recours à d'autres femmes ou à de rares médecins pour interrompre leur grossesse, mais le fait nouveau ici, à la fin des années 60, c'est qu'un réseau collectif de solidarité s'est établi entre femmes et que l'expérience s'est inscrite dans une pratique éminemment politique et féministe; de surcroît, en marge de la loi⁴¹.

Cet ensemble de phénomènes: l'extension de la période des études préalable à l'entrée sur le marché du travail; la déségrégation sexuelle à l'époque de l'adolescence; l'augmentation du nombre de femmes mariées sur le marché du travail et la montée en flèche du chiffre des divorces; enfin, la révision du rapport à la maternité en fonction d'une approche volontariste et non plus seulement biologique de la natalité comme de la contraception, y compris l'avortement, sont autant de manifestations d'une mutation structurelle majeure au sein du régime patriarcal: le chef de famille s'efface derrière l'État qui devient de plus en plus directement responsable du contrôle des circuits de reproduction de la vie humaine et donc du corps des femmes.

L'amour ne fait plus forcément obstacle à la capacité de révolte et d'expression sociale des femmes. La sexualité n'est plus vécue comme un phénomène exclusivement individuel lié au succès ou à l'échec d'une liaison particulière. La qualité de son expression est perçue comme la résultante d'un ensemble de conditions matérielles, telles que l'accès à des moyens de contraception efficaces et à des ressources financières adéquates avec la capacité d'évoluer dans un milieu exempt de violence, chez soi comme à l'extérieur.

41. Cf. Véronique O'Leary et Louise Toupin, dir., *Québécoises Deboutte*, Montréal, Remue-Ménage, 1983, 2 tomes.

Le travail domestique rémunéré ou les pièges de la stratégie

Le mouvement d'émancipation des femmes, comme celui des jeunes, se joue sur plusieurs plans: il est à la fois affirmation d'identité et mouvement social, groupe d'intérêts et effort de changement critique. Il manifeste la difficulté d'échapper aux liens de dépendance affective qui tissent l'apprentissage de la féminité ou le cocon de l'enfance. Mais il tient également aux tensions réelles entre les exigences d'autonomie formulées à l'endroit des femmes et des jeunes dans nos sociétés industrialisées, et à la pauvreté des ressources à leur disposition pour les satisfaire.

L'attribution du droit de vote, la majorité à dix-huit ans ou le droit au divorce apparaissent comme des gains dérisoires s'ils ne s'accompagnent pas de conquêtes plus tangibles en termes de moyens d'existence. Or, dans l'état actuel des choses, l'accès au marché du travail conditionne l'obtention d'un salaire, instrument clé de l'autonomie financière. Mais le droit au travail, c'est-à-dire à un emploi rémunéré, ne saurait régler le cas de secteurs importants de la population: la jeunesse étudiante d'une part, occupée à se former sur les bancs de l'école, et les femmes au foyer d'autre part, accaparées par l'entretien d'une maison et les soins à donner à des enfants en bas âge.

En conséquence, la revendication d'un salaire au travail ménager, tout comme celle, plusieurs années auparavant, d'un pré-salaire aux étudiants, obéissent à une même volonté d'intégration au circuit marchand de l'économie. Il s'agit dans un cas comme dans l'autre, de prendre le discours dominant au mot, d'exiger les moyens de passer de l'indépendance rêvée à l'autonomie réelle, souci légitime s'il en est. Pourtant, le risque demeure de troquer la sujétion aux parents contre l'assujettissement à la puissance d'un maître d'oeuvres autrement plus redoutable: l'État. Le dilemme reste entier. Revendiquer un salaire est la juste contrepartie de la prestation de services exigée socialement des femmes au foyer. Cependant, cette mesure pourrait servir à légitimer l'acceptation par les femmes de l'intrusion de l'État dans leurs affaires plutôt qu'à favoriser leur émancipation.

A priori, ajouter un autre ghetto d'emploi à ceux déjà existants n'a rien de séduisant. Mais c'est oublier la marge d'autonomie qui sépare les sans-emploi de ceux ou celles qui reçoivent un salaire, fût-il très bas. La quête de reconnaissance des femmes au foyer est aussi légitime que celle des enseignantes ou des infirmières, leurs soeurs plus fortunées, qui reçoivent, elles, un salaire pour pratiquer leur vocation. Mais la rémunération du travail domestique intervient dans un contexte particulier, celui d'un rapport entre l'État et les femmes au foyer, qui tend à réduire les secondes au statut de bonnes à tout faire du premier. En contrepartie de leur salaire, ne risquent-elles pas de devoir accepter des contrôles administratifs encore plus serrés sur des activités qu'elles continueront d'exercer dans l'isolement du milieu familial? D'où l'importance de se pencher sur le glissement en voie de s'opérer: à la férule paternelle traditionnelle, se substitue progressivement le contrôle de l'État sur le noyau dur de la condition féminine, l'exercice des activités reliées au maternage¹.

1. Par maternage, nous entendons la responsabilité affective et les prestations de services liées au soin des enfants comme de l'ensemble des personnes au foyer: malades, vieillards, handicapé(e)s, main-d'oeuvre désaffectée ou en voie de reconstituer ses forces avant de retourner travailler à l'extérieur.

Quand l'État régit la maternité

L'autorité du père n'a fait place à l'autorité parentale que parce qu'elle est devenue une autorité déléguée. Contrairement à la situation antérieure où l'État prolongeait la puissance du chef de famille sans la déplacer, ce n'est plus le père, c'est l'État qui incarne la puissance patriarcale. La lutte des sexes entre dans une nouvelle phase. Ce qui prédomine, ce n'est plus la domination directe et personnelle d'un homme sur les femmes de sa famille; ce n'est même plus la domination symbolique d'une institution, l'Église, chargée de sauver l'âme d'Ève, la pécheresse. Pour la première fois, les femmes sont confrontées à un adversaire résolument temporel, éminemment faillible et changeant dans ses directives et avec lequel elles entrent dans un rapport de service dénué de tout lien personnel. Invitées à espacer ou à rapprocher les naissances à la convenance du régime en place, elles ne tardent pas à réaliser la dimension proprement sociale d'une «vocation» dont le contenu varie selon les besoins ou les théories en vogue.

Mettre des enfants au monde et les élever est loin d'être une affaire strictement privée. Au cours de sa grossesse, la femme est suivie par son médecin; elle accouche presque toujours à l'hôpital, reçoit les conseils d'hygiénistes, d'infirmières ou de spécialistes de tous genres pour bien traiter le tout jeune enfant. Dès l'âge de deux ou trois ans, le garçonnet ou la fillette est confié à la garderie puis à la maternelle avant d'être pris en charge par l'école et les programmes télévisés pour enfants à son retour à la maison.

Dans cette première phase, celle de la gestation et de l'enfance, le rôle de la mère est consacré à titre de celui de la principale intervenante, mais le «programme» des soins et du traitement général du nourrisson puis de l'enfant, y compris la formation sexuelle de sa personnalité, est de plus en plus supervisé de l'extérieur et même soumis à des contrôles variés: examens physiques et psychologiques, contrôles périodiques, visites à domicile, etc. L'enfant n'appartient plus sans réserve à sa famille. Du temps où la menace de l'école de réforme servait d'épouvantail, l'État intervenait avant tout

pour renforcer l'autorité parentale. Il intervient davantage aujourd'hui pour discipliner les parents eux-mêmes soit, concrètement, les mères.

L'enfant y gagne en protection; «Aurore l'enfant martyr» existe toujours mais n'est plus sans défense. La vigilance du Comité de protection de la jeunesse, des travailleurs sociaux ou d'autres agents officiels est moins aléatoire que celle des anciens conseils de famille. Mais une constante demeure: les femmes ne décident toujours pas des politiques familiales; elles restent des exécutantes. Elles sont même plus étroitement surveillées dans l'exécution de leurs tâches pendant que leurs conjoints peuvent se reposer sur des experts et sur l'État pour évacuer leurs responsabilités «morales» et financières de jadis².

Cette transformation de la structure d'autorité qui tend à libérer de plus en plus d'hommes de la contrainte à la paternité fait problème dans la mesure où elle oblige l'État à assumer une part plus large des frais de formation du futur adulte. Son implication est mineure dans le cas des allocations familiales mais devient notable avec la mise sur pied de programmes de soins de santé et l'extension de l'éducation obligatoire et gratuite. Sans oublier l'établissement de programmes de prêts-bourses sur une large échelle. Ceux-ci permettent à des adolescents — et même à des adolescentes, situation nouvelle — d'échapper à la dépendance financière de leurs parents et plus précisément du père-pourvoyeur pour passer sous une tutelle plus anonyme, celle du ministère de l'Éducation ou des services de dépannage de leurs institutions d'enseignement.

Le rapport à l'État devient ainsi de plus en plus présent pour l'ensemble des personnes autrefois centrées sur leur famille parce que leur survie en dépendait. L'État devient le point de mire pour toute une population de personnes aux

2. Aux États-Unis, le nombre d'hommes vivant seuls augmente constamment, à un rythme deux fois plus rapide que celui des femmes vivant seules. Voir Barbara Ehrenreich, *The Hearts of Men, American Dreams and the Flight From Commitment*, N.Y., Anchor Book and Doubleday, 1984.

études, de femmes au foyer, d'individus des deux sexes sans travail, au chômage, à la retraite ou bénéficiaires de l'assistance sociale³. L'ensemble de ces catégories est composé majoritairement de femmes. Majorité traditionnellement indifférente aux affaires publiques mais qui pourrait bientôt découvrir que s'intéresser à la vie publique de la nation est devenu une condition sine qua non de son bien-être.

Il est important de comprendre qu'il ne s'agit plus ici d'un rapport limité aux instances judiciaires — en cas de divorce ou de délinquance par exemple — ou aux instances idéologiques comme à l'époque où l'Église se chargeait de ramener les femmes dans le droit chemin. À ces aspects s'ajoute le recours à des allocations et à une responsabilité proprement matérielle. L'État assume un rôle économique par sa participation financière directe, minimale dans le cas des familles qui peuvent compter sur un ou plusieurs revenus d'emplois⁴, «majoritaire» dans le cas des familles assistées dont les responsables sont plus souvent des femmes⁵.

L'État est-il pour autant la Providence des femmes? Sa protection est-elle plus désintéressée que celle des structures patriarcales qui l'ont précédé? L'analyse des finalités économiques et sociales des programmes d'assistance sociale a été suffisamment développée pour qu'il ne soit pas nécessaire de revenir sur les liens entre l'établissement de ces politiques de régulation sociale et les besoins de formation de main-d'oeuvre

3. Au Québec, 185 970 femmes vivaient de l'aide sociale en 1984. Voir l'article de Bernard Racine, «Le Québec compte 186 000 femmes assistées sociales», *Le Devoir*, 8 mars 1984, p. 7.

4. Au Québec, 62% des familles biparentales pouvaient compter sur deux gagne-pain ou plus en 1979 contre 30,3% des familles monoparentales. Voir *Pour les familles québécoises*, *op.cit.*, p. 27. Le Conseil des affaires sociales et de la famille estimait à 3,2 milliards de dollars l'aide des gouvernements fédéral ou provincial aux familles — exclusion faite des budgets de l'éducation et de la santé — en 1980-81. Voir l'avis du Conseil des affaires sociales et de la famille, *La famille demain*, Québec, Gouvernement du Québec, 1982, p. 14 et annexe E.

5. En janvier 1983, 140 000 familles recevaient de l'aide sociale. Il s'agissait à 70% de familles monoparentales qui représentent près de 20% du total des familles québécoises. Les parents uniques qui en sont responsables sont des femmes dans 80% des cas. Voir *Pour les familles québécoises*, *op. cit.*, p. 19 et p. 28.

au stade de l'économie monopoliste actuelle⁶. Allocations familiales, prêts-bourses, pensions de vieillesse et allocations sociales diverses répondent à la nécessité de traiter économiquement pour mieux évacuer politiquement la remise en cause de la division de plus en plus nette et généralisée entre l'univers du travail rémunéré et celui du non-travail. L'expression recouvre non seulement les mesures d'assistance étatiques mais les mille et une occupations des jeunes sans revenu fixe, les activités de services bénévoles financés à même des subventions gouvernementales et surtout le monde des femmes au foyer et des mères d'enfants en bas âge dont l'État suit l'évolution puisqu'elle influe sur le rythme et la qualité de la reproduction biologique et sociale de toute la population.

C'est dire que l'ensemble des femmes est la cible de politiques destinées à les amener à se conformer aux besoins de la société en matière de planification démographique, selon des besoins définis dans le cadre d'une économie productiviste, il est important de le rappeler. En plus d'être visées comme tout le monde par le code du travail et les dispositions du fisc, elles sont atteintes dans leur chair par les lois sur l'avortement, les programmes de santé pré ou péri-natale et les politiques de la famille. Sur ce plan, qu'elles s'en soucient ou non, elles ne peuvent échapper à leur rapport à l'État. Elles ont la possibilité de couper leur lien d'allégeance à la structure familiale traditionnelle, de contracter mariage ou non, d'avoir recours au divorce et de réclamer légalement une pension alimentaire ou l'aide de l'État pour leurs rejetons. Mais si elles parviennent non sans peine à s'émanciper de la domination patriarcale dans la sphère intime de leur vie amoureuse, elles n'échappent pas aux institutions sous contrôle étatique en rapport avec leur fonction sociale de génitrices et de puéricultrices.

6. Voir Michel Pelletier et Yves Vaillancourt, *Les politiques sociales et les travailleurs*, 5 cahiers, 1974; voir également Anne Gauthier, «État-mari, État-papa, Les politiques sociales et le travail domestique» dans *Du travail et de l'amour*, *op. cit.*, p. 257 et ss. et Yves Vaillancourt avec la collaboration d'Annie Autones, *Le P.Q. et le social. Éléments de bilan des politiques sociales du gouvernement du Parti québécois, 1976-1982*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1983.

Les luttes des femmes contre l'oppression et l'exploitation patriarcale acquièrent par là une dimension politique globale puisqu'elles ne s'inscrivent plus uniquement dans la sphère privée des rapports hommes-femmes. Elles contestent maintenant non seulement le rapport personnel homme-femme comme rapport dominant-dominée mais les prétentions de l'État à intervenir pour structurer ce qu'elles ont de plus privé et de plus personnel, leur rapport à leurs enfants et à leur propre corps comme corps de femme, susceptible de donner ou non la vie. À leur tour donc de se lancer dans le combat pour une société nouvelle, seule façon de conquérir leur autonomie, à commencer par la maîtrise de leur intégrité physique.

Comment l'esprit politique vient aux femmes

Les femmes peuvent d'autant moins s'abstraire de la politique que c'est de l'État maintenant que dépend pour elles l'obtention ou la négation des moyens d'assumer consciemment — sans se laisser dévorer par lui — ce rôle de mères qui spécifie socialement leur condition sexuelle. Par conséquent, elles revendiquent des services de qualité à des fins d'autonomie personnelle. Mais elles défendent aussi les intérêts des enfants qu'elles ont mis au monde et dont l'État, à défaut de leurs conjoints ou de communautés de vie et de travail, partage de plus en plus souvent avec elles la responsabilité financière ou «morale». Elles ne peuvent pourtant pas — si même elles le souhaitent — s'en remettre pleinement à l'État encore moins disposé que le père-pourvoyeur traditionnel à jouer à la nounou. Il suffit de constater le nombre dérisoire⁷ des garde-

7. Le livre vert *Pour les familles québécoises* reconnaît que «seulement 12% des enfants gardés au Québec le sont dans des services reconnus», *op. cit.*, p. 95. L'objectif de l'Office des services de garde, fondé en 1979, était de créer 5 000 nouvelles places par an. Il est loin d'être atteint puisqu'en cinq ans, de 1978-79 à 1983-84, le nombre total de places en garderies est passé de 15 380 à 26 393 selon les chiffres arrêtés au 31 mars 1984. Rappelons qu'en 1983, près de 285 000 enfants de moins de 5 ans étaient gardés quotidiennement sur une population de 557 494 enfants de cet âge. Voir le tableau dressé par Yves Vaillancourt,

ries ou des pouponnières publiques pour comprendre que les femmes n'ont pas fini de lutter pour obtenir des conditions de vie décentes pour elles et pour leurs enfants.

À mesure qu'elles prennent conscience de la dimension politique de leurs conditions de vie privées, les femmes sont de plus en plus amenées à se situer en rupture avec la conception patriarcale de l'ensemble des rapports sociaux comme rapports compartimentés, séparés. Alors même que la société s'organise de plus en plus selon un mode rigide de spécialisation et de division du travail comme de l'ensemble des représentations culturelles, maintes femmes en viennent par expérience à concevoir le privé et le public dans leur rapport indissociable l'un avec l'autre, dans leur dépendance l'un de l'autre. Accoucher chez soi par exemple, résultat d'une option on ne peut plus personnelle, devient un acte politique. L'État est interpellé; le contrôle sur le corps des femmes que la médecine patriarcale lui avait permis d'établir est remis en question. D'autant que tout acte privé de cette sorte ne peut s'accomplir qu'avec la complicité d'autres femmes ou d'hommes, conjoints, médecins ou sage-femmes, en rupture avec le modèle scientifique accepté qui nie à l'accouchée son statut de sujet d'un acte dont la médecine l'a dépossédée depuis des décennies⁸.

L'ensemble des femmes est ainsi amené à se situer politiquement non plus seulement comme citoyennes revendiquant des droits égaux avec les hommes sur un terrain défini par eux mais sur leur propre terrain. Elles refusent dorénavant de se fondre dans l'anonymat du corps électoral et font éclater le mythe de l'existence de l'espèce de «l'homme en général».

Or l'État ne peut faire l'économie de son rapport aux femmes. Qu'elles aient trop ou pas assez d'enfants menace

op. cit., p. 32 et l'article de Françoise Fréchette et André Sénécal, «La lutte des garderies, vous en souvenez-vous?», dans *Mouvements*, printemps 1985, p. 28-31.

8. Voir Michel Odent, *Bien naître*, Paris, Seuil, 1976. Au Québec, de novembre 1980 à avril 1981, une série de onze colloques régionaux sur le thème «Accoucher ou se faire accoucher» ont rassemblé 10 000 participantes. L'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ) avait pris l'initiative d'organiser ce vaste débat populaire sur l'humanisation des soins en périnatalité.

de déséquilibrer la structure de la population et de la main-d'oeuvre⁹. Pas question par conséquent de les laisser totalement libres de décider du nombre de leurs rejetons. Qu'il s'agisse de réduire ou au contraire de multiplier le nombre des accouchements ne change pas les données fondamentales du problème: avec le contrôle des naissances, avoir des enfants est devenu un enjeu politique qui ne se règle plus exclusivement entre hommes, pères ou conjoints de femmes nubiles mais confronte d'abord les femmes et l'État¹⁰.

Il est toujours possible de convaincre les femmes de s'abandonner à leur conjoint ou à un comité médical du soin de décider pour elles mais on ne peut leur enlever la possibilité matérielle de contrôler l'utilisation de leur corps comme médium de reproduction de l'espèce. Voilà qu'elles disposent du moyen de se définir spécifiquement en tant que femmes comme sujets politiques plutôt que d'accepter passivement leur statut historique d'objets sexuels. Si elles subissent encore leur condition biologique comme destin, ce n'est plus que par un déni de conscience et non par la force des choses. Cela s'inscrit dans un rapport de forces auquel elles ne sauraient rester longtemps étrangères, dès lors que la réalité quotidienne se charge de les instruire.

En ce sens, parce que leur rôle de génitrices est essentiel à la société, elles sont plus que toute autre catégorie de non-travailleurs (au sens de personnes dont les activités principales échappent au régime du salariat), en mesure de défendre une vision libertaire du rapport de l'individu à l'État, du privé au public, du non-travail au travail. S'inscrivant d'emblée dans la continuité et la globalité du rapport du privé au politique, parce qu'elles ne peuvent pas plus dépersonnaliser leur action que l'État ne peut se désintéresser du nombre et de la santé physique et mentale de ses citoyens, elles se situent au cœur d'une dynamique de revendication nouvelle. Exigeant la reconnaissance de leurs services mais rejetant le contrôle direct

-
9. L'indice de fécondité au Québec est tombé de 3,84 en 1951 à 1,57 en 1982. Voir *Pour les familles québécoises*, op. cit., p. 26.
10. Voir Micheline de Sève, «C'est au socialisme de devenir féministe. Les femmes, la famille et l'État», dans *Les Cahiers du socialisme*, 8, automne 1981, p. 82-107.

de l'État sur l'usage qu'elles entendent faire de leur corps et de leur temps, elles sont amenées à remettre en question le mode de contrôle actuel des activités de travail puisque dans leur cas, travail et vie se rejoignent sans qu'une coupure nette soit possible. C'est en cela que le mouvement des femmes est subversif: il révèle l'inadéquation du principe de la division du travail pour un secteur essentiel de relations d'échanges entre des personnes.

L'époque pourrait s'avérer d'autant plus réceptive à la généralisation du point de vue adopté par les ménagères pour exiger un revenu sans aliéner leur force de travail que l'activité des hommes commence également à s'inscrire dans la sphère de la reproduction. Le mouvement est d'ailleurs appelé à s'accroître à mesure que le travail humain est déplacé par l'automatisation. L'étude du travail «nourricier» des femmes peut ainsi servir de matrice pour repenser l'ensemble de l'organisation des prestations de services qui contribuent à la qualité de l'existence. Normaliser, fractionner, régulariser ce type d'activités personnalisées devient synonyme de les vider de leur sens. Il n'y a pas de normes de contrôle capables de prévoir ou de satisfaire les exigences multiples d'individus particularisés. Dès lors, le cadre aliénant qui régit présentement le monde du travail devient caduc. Il faudra inventer des formules plus souples, plus mobiles pour rencontrer la multiplicité des formes d'expression de la vie humaine. Cela n'est plus une utopie dès lors que la révolution technologique en cours nous offre les moyens d'échapper à l'esclavage du travail à la chaîne. En principe, à tout le moins.

Une évolution inquiétante.

La résistance des femmes au changement, leur méfiance vis-à-vis des inventions de la robotique ou de l'informatique, s'appuie sur une longue expérience des conséquences des innovations introduites sans leur concours et plus souvent à leur détriment. N'avons-nous pas déjà fait les frais de la première Révolution industrielle? Le Capital a alors acheté la paix sociale au prix de notre exclusion de larges secteurs

d'emploi où la présence des femmes était dorénavant qualifiée de «concurrence déloyale»¹¹. De co-productrices et de compagnes de travail sur la ferme familiale ou dans l'atelier de l'artisan, les femmes se sont vues convertir en main-d'oeuvre d'appoint et leurs activités ont cessé d'être considérées comme une contribution économique significative. Le développement s'est traduit pour elles, et continue de se traduire, dans les pays en voie d'industrialisation comme dans les sociétés industrialisées¹², en termes de perte de statut et de pauvreté relative. La main-d'oeuvre masculine se déplace vers les secteurs modernes de l'économie vers lesquels s'oriente massivement l'introduction des nouvelles découvertes pendant que les femmes voient s'allonger leur journée de travail sans contrepartie salariale.

Le phénomène n'est pas nouveau. À la fin du XIV^e siècle, le rapport entre le salaire féminin et le salaire masculin, qui était environ des trois-quarts, a amorcé sa descente pour se retrouver à la moitié, au XV^e siècle, et à moins encore au XVI^e siècle¹³. Quatre siècles plus tard, l'asymétrie prévaut toujours dans le choix des priorités en matière de secteurs bénéficiaires des innovations technologiques. Les femmes se retrouvent concentrées dans des réserves sous-développées, parcs familiaux individuels ou pools d'emplois. Nous sommes sous-payées, sur-exploitées et, bien souvent tout ou partie de notre travail est tout simplement assimilé au bénévolat ou à une forme d'activité infra-économique, expression de la «nature» généreuse des femmes plutôt que prestation volontaire de services. Notre statut économique est toujours ambigu, surdéterminé en quelque sorte par une identité sexuelle perçue en termes d'automatismes de fonctionnement. Remettre en question la gratuité des services des femmes devient fondamentalement dérangeant dans cette optique,

11. Albistur et Armogathe, *op. cit.*, p. 106.

12. Voir Roslyn Dauber et Melinda L. Cain, dir., *Women and Technological Change in Developing Countries*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1981.

13. Albistur et Armogathe, *op. cit.* De tels énoncés ont évidemment une portée indicative et ne visent pas à l'exactitude statistique. De nombreuses études de cas seront nécessaires avant de pouvoir en préciser les variations selon des coupes historiques plus fines.

celle d'une approche comptable des activités mêmes qui définissent «l'essence» de la femme.

À la limite, revendiquer un salaire contre le travail ménager ou un «juste» prix pour mettre un enfant au monde — témoin les femmes qui louent leur ventre à des couples affectés de stérilité — devient un moyen comme un autre de redresser l'injustice de l'infériorité économique systématique des femmes dans une société qui mesure la valeur de l'individu à l'importance de son compte en banque. A priori, ce n'est pas plus choquant que de réclamer des honoraires pour services professionnels lors d'un accouchement ou pour célébrer un baptême ou un enterrement. Ce qui ressort, c'est la dévalorisation de l'ensemble des tâches accomplies par des femmes parce qu'elles sont conçues dans le droit fil de notre «vocation» d'épouses, de mères ou de ménagères. Secrétares, enseignantes, infirmières, il s'agit encore d'effectuer un travail complémentaire de celui qui se fait «pour rien» à la maison. Par suite, il est logique de le voir sous-évalué comme toutes les activités identifiées à la sphère des compétences féminines. Pour paraphraser Louise Vandelac¹⁴, si l'économie a un sexe caché, ça n'est pas le nôtre.

La ratification de la Convention de 1951 du Bureau International du Travail portant sur l'égalité de rémunération, à travail égal, entre les hommes et les femmes n'empêchait pas le revenu moyen déclaré des Canadiennes à l'emploi de plafonner à 9928\$ en 1982, soit moins des deux tiers de celui des hommes qui se situait à 18 438\$¹⁵. L'idéologie dominante veut que les femmes soient riches du salaire de leur conjoint — quitte à assimiler le mariage à une forme de prostitution légale¹⁶ — ou qu'elles bénéficient de compensations monétaires grâce à la protection de l'État. L'étude du manque à gagner chronique des femmes responsables de familles monoparentales démontre la force des pressions

14. *Op. cit.*, p. 241.

15. Selon Statistique-Canada, 13-207, *Répartition du revenu au Canada selon la taille du revenu*, 1982, tableau 54.

16. Tout dossier sur la prostitution reprend inmanquablement la comparaison. Voir l'article d'Albert Juneau, «Prostitution. Une voie vers l'émancipation de la femme...?», *Plus*, Montréal, 16 février 1985, p. 7.

économiques qui transforment l'union conjugale en contrainte à l'hétérosexualité¹⁷. Quelle meilleure illustration veut-on de l'inégalité de condition entre les hommes et les femmes dans une société comme le Québec que la situation financière de ces femmes responsables de famille qui, en additionnant leurs gains de travail, l'ensemble des transferts gouvernementaux auxquels elles ont droit, de rares revenus de placement et leurs maigres pensions alimentaires, devaient joindre les deux bouts avec un revenu familial médian de 13 959\$ en 1982¹⁸? À travail égal, salaire égal, belle maxime en vérité dont l'application est faussée dès le départ, puisqu'elle ignore dans la définition du travail l'ensemble des activités accomplies dans le secteur domestique: biens et services «fournis» dans l'univers de la vie familiale mais d'utilité sociale pourtant, à commencer par la gestation, l'élevage et l'éducation première des enfants avec, en prime, l'entretien de la force de travail des adolescents aux études et de leurs pères, les jeunes filles s'occupant généralement de leur propre entretien et servant les autres membres de la famille dans leurs temps «libres».

La revendication d'un salaire contre le travail ménager révèle l'iniquité d'un régime de rémunération du travail qui discrimine selon que des activités sont exercées par des femmes, et à la maison, plutôt qu'au bureau ou à l'usine. Le verrou de la division sexuelle du travail intervient ensuite par extension pour bloquer les femmes sous le poids des tâches domestiques ou assimilées. Par exemple, les activités de service requérant des aptitudes dites féminines sont automatiquement dévalorisées. Devenir femme signifie alors être dressée dès l'enfance à s'orienter docilement et autant que possible avec le sourire vers un ensemble de tâches aussi symboliquement appréciées qu'elles sont économiquement dévaluées. Dans une société où le pouvoir est au bout du fusil ou du carnet de chèques, cela fait de nous des victimes toutes dési-

17. Soulignons l'apport majeur à l'analyse du fonctionnement idéologique de cette institution que constitue l'article d'Adrienne Rich, «La contrainte à l'hétérosexualité et l'existence lesbienne» dans *Nouvelles questions féministes*, 1, 1981, p. 15-43.

18. Selon Statistique-Canada, *op. cit.*, tableau 7. Le revenu annuel médian des hommes responsables de famille s'élevait à 29 295\$ la même année.

gnées, quelles que soient par ailleurs les louanges que nous vaut notre dévouement «inné». Mais fixer le prix de nos services est-il une solution? N'est-ce pas achever de fermer sur nous le piège traditionnel de la féminité?

Perte ou affirmation de soi?

L'absence de salaire au conjoint qui reste au foyer révèle une anomalie de fonctionnement du système de rémunération du travail. Une conférencière féministe française, Nelly Roussel, s'en indignait déjà en 1906, dénonçant la gratuité du travail ménager comme celle du travail maternel: «De toutes les fonctions sociales, la première, la plus magnifique, la plus pénible et la plus nécessaire, est la seule qui n'ait jamais reçu de salaire!...¹⁹»

Quelques décades plus tard, Virginia Woolf, identifiera également cette mesure comme le moyen d'assurer l'indépendance des femmes mariées par rapport aux opinions et à la volonté de leurs conjoints. Elle plaidera pour un salaire versé par l'État «à celles dont la profession se trouve être le mariage et la maternité²⁰». Mais si Nelly Roussel glorifiait le rôle maternel et visait simplement le relèvement du métier de mère qu'elle entendait ouvrir comme les autres professions à la liberté de choix des femmes, Virginia Woolf poussait plus loin la réflexion. Elle regrettait l'orientation d'une société où le budget de production des armes mangeait une part si considérable des fonds disponibles que verser un salaire au travail ménager devenait totalement «impraticable». Elle se savait en train de bâtir une utopie, celle d'une juste reconnaissance du travail accompli par les femmes dans le cadre de la vie familiale. Elle rêvait d'un monde où les hommes et les femmes se retrouveraient côte à côte dans tous les secteurs de la vie publique et privée, où les hommes seraient plus proches de leurs enfants: «Plus jamais», leur disait-elle, «vous ne seriez le visiteur du samedi, l'albatros rejeté par la société,

19. Nelly Roussel, *L'éternelle sacrifiée*. Paris, Syros, 1981. Texte d'une conférence prononcée pour la première fois le 28 janvier 1906.

20. Virginia Woolf, *op. cit.*, p. 198-99.

l'homme implorant la sympathie telle une drogue, l'esclave du travail aplati, suppliant d'être regonflé; ou bien, selon Herr Hitler, le héros en quête de distraction, ou encore, selon le signor Mussolini, le guerrier blessé réclamant des domestiques femelles pour panser ses blessures²¹».

Depuis 1938, année où ces lignes furent écrites, le danger de guerre d'une part, et la régulation du travail rémunéré d'autre part, n'ont cessé de s'accroître. Les activités liées à l'obtention d'un salaire sont commandées par les exigences d'outils de plus en plus perfectionnés, ou émiettées par les feuilles de temps, de façon telle qu'il y a rupture entre travail et expression de soi. Dans ce contexte, le travail chargé de sens du paysan, de l'artisan ou de la ménagère fait figure d'archaïsme. Il apparaît destiné à s'effacer devant les nouveaux modes de rationalisation et de technicisation des tâches ou se voit rejeté dans la catégorie du non-travail ou des «hobbies» que chacun pratique pendant ses heures de loisir. Collectiviser les soins à donner aux enfants se heurte cependant au noyau irréductible du travail domestique. Travail «nourricier», il reste personnalisé et intransmissible; l'enfant par exemple, s'attache à une ou des personnes précises et sa sécurité affective s'accommode mal des services anonymes ou du détachement des professionnels. Ce travail nécessaire s'affirme ainsi comme autre chose qu'une survivance. Il pose de nouveau la question du sens créateur et personnel du travail pour une personne donnée.

La revendication du salaire au travail ménager fait scandale entre autres parce que travailler est plus souvent synonyme de se perdre soi-même. Le travail n'est plus qu'exceptionnellement une façon de « manifester sa vie » selon le mot d'Engels²². Les femmes au foyer nous rappellent que tout travail n'est pas réductible à une vision strictement économique de sa fonction et que l'acte de production désigne aussi la volonté d'expression vitale des capacités créatrices de la personne. Dans une société qui spéculé sur tout, y compris le nombre d'enfants qu'une femme veut bien consentir à

21. *Ibid.*, p. 200.

22. Voir son introduction à la réédition de 1891 de Karl Marx, *Travail salarié et capital*, Paris, Éd. sociales, 1972, p. 35.

engendrer ou à élever, il est devenu nécessaire de redéfinir les termes de notre rapport au travail comme engagement et réalisation personnelle.

De fait, le malaise que l'on éprouve devant toutes les tentatives de comptabilisation du travail domestique tient à l'impossibilité d'évaluer sa valeur monétaire autrement que par analogie. Pourtant, les ménagères accomplissent un travail socialement utile et nécessaire qu'il importe de reconnaître. Le rapport affectif qui s'établit entre une femme et son conjoint, entre une mère et ses enfants, n'est pas dicté par des considérations financières; il n'en comporte pas moins une multiplicité de tâches qui dépassent le cadre privé de la relation pour remplir une fonction sociale essentielle: celle de participer au renouvellement planifié de la population comme d'assurer la qualité de la main-d'oeuvre active et potentielle. Le travail est ainsi ramené à sa fonction d'échanges de services entre personnes; l'activité humaine ne se résume pas à la production de biens, elle exige aussi la prise en charge d'individus par d'autres, processus qui ne saurait se confondre avec l'administration des choses.

C'est sur le terrain politique par conséquent, autant sinon plus que sur le terrain économique, que se pose le problème de la reconnaissance financière de la contribution des ménagères. Il s'agit d'affirmer l'identité de travailleuses des femmes au foyer et leur droit à un revenu indépendant mais il ne saurait être question d'accepter la soumission du travail «nourricier» aux normes régissant la production des marchandises. Il ne saurait être question non plus de river exclusivement les femmes à leurs rôles traditionnels sous prétexte qu'elles seraient dorénavant payées pour ça. L'existence de l'assurance-chômage supprime-t-elle la nécessité de chercher à créer de nouveaux emplois? L'ennui, c'est qu'envisager les politiques d'allocations familiales ou de salaire pour le travail ménager sous cet angle, confirme le peu de valeur de ce type d'activité par rapport à des activités plus rémunératrices accomplies à l'extérieur de la sphère privée. Il est même à craindre que la «générosité» de l'État dans ce domaine n'exerce un effet de diversion pour contrer les revendications de services collectifs. Ces derniers seraient plus aptes à ouvrir

aux femmes de nouvelles perspectives d'emploi plutôt que de les laisser enfermées entre les quatre murs de leurs logis respectifs. Comme l'établissait une étude commandée par Statistique-Canada pour marquer sa contribution à l'Année internationale de la femme:

La société en général peut tirer profit de la solution salariale lorsque l'alternative consisterait à subventionner des garderies pour les personnes ayant de faibles capacités de gains sur le marché du travail. Comme une forte proportion des parents uniques et des personnes à faible revenu sont des assistés sociaux, l'augmentation nette des déboursés pourrait être réduite en transférant les paiements d'assistance sociale au fonds des salaires ménagers. Pour le groupe intéressé des parents au foyer, un tel changement aurait d'importants avantages psychologiques et sociaux: il servirait en outre à reconnaître la valeur de leur contribution économique, ce à quoi n'aboutira sans doute pas la réforme des régimes matrimoniaux en matière de propriété²³.

Parler ici de salaire est plus cynique que scientifique puisque l'hypothèse la plus favorable envisagée dans ce rapport est celle d'un salaire de 1000\$ par année. Les «bénéficiaires» se retrouveraient au dernier rang de l'échelle avec moins de 20\$ par semaine...²⁴. Les mesures envisagées sont proprement risibles. Loin de redresser la situation, elles participent au contraire d'une offensive idéologique pour convaincre les femmes au foyer de la viabilité d'un «choix» qui constitue, il faut bien l'admettre, la pire «stratégie de carrière» qui soit. Les gouvernements cherchent des solutions alternatives à l'insuffisance chronique des services de garde et aux difficultés financières des femmes au foyer. Mais, ce

23. Gail C. Cook et Mary Eberts, «Politiques en matière de travail», dans Gail C. Cook, dir., *Pouvoir choisir*, Ottawa, Information Canada, 1976, p. 169.

24. *Ibid.*, p. 167-168. Pour une étude approfondie des méthodes de calcul associées à l'estimation de la valeur du travail domestique, voir Louise Vandelac, «L'économie domestique à la sauce marchande ou les évaluations monétaires du travail domestique» dans *Du travail et de l'amour*, op. cit., p. 183 et ss.

faisant, ils risquent d'amener ces travailleuses à prendre conscience de l'importance de leur contribution actuelle à l'économie nationale. Accepteront-elles longtemps, en supposant que de tels programmes soient établis, l'écart entre le «salaire» dérisoire qui leur sera offert et les salaires réels offerts sur le marché?

Tôt ou tard, la revendication du salaire contre le travail ménager est appelée à déboucher sur la dénonciation de l'absurdité du mode actuel de hiérarchisation des tâches qui aboutit à dévaloriser systématiquement les activités de service par rapport aux activités axées sur la production de marchandises. Surtout maintenant que des robots sont en passe d'accomplir une large part des travaux associés à la production matérielle, il est nécessaire de revoir notre conception de la nature et des finalités du travail humain pour le libérer des contraintes de la nécessité.

Nagerions-nous à nouveau en pleine utopie? L'objectif, pour les ménagères, est bien de briser la cloison entre la cellule familiale fermée sur ses bonheurs ou malheurs intimes et les stimuli du monde extérieur. Il n'est pas de s'enfermer dans l'univers aveugle du monde de l'usine et du travail parcellaire qui est encore, pour un temps, le lot de la population dite active: «On entend souvent dire, écrit Henri Laborit, qu'à partir de 35 ans un homme ne crée plus rien. Comment le pourrait-il puisqu'il a été entièrement automatisé jusque là à ne plus penser autrement que de la façon la plus conforme à l'ordre social imposé par des dominances établies elles-mêmes sur la production de marchandises et le profit qui peut en résulter?²⁵»

Notre chance cette fois, c'est de revendiquer notre place au soleil au moment où l'ensemble des cartes est en voie de redistribution. Le travail change de sens à mesure que la robotisation et l'informatique détruisent les emplois traditionnels d'hommes et de femmes accaparés par des tâches monotones et répétitives. Les femmes ne sont pas seules affectées au reliquat des travaux serviles que la machine n'accomplit pas encore. Avec elles sont menacés de déclassement

25. Henri Laborit, «De la gériatrie à la gérontologie», *op. cit.*, p. 19.

les jeunes et les chômeurs qui ne trouvent plus où se placer. La croissance économique se mesure maintenant en termes d'automatisation sans création d'emplois, selon les prévisions de l'OCDE pour la fin des années quatre-vingt²⁶. La régression des emplois de type industriel touche des millions d'hommes et de femmes. Tous devront se poser la question de l'importance et de la signification du travail dans leur vie, et celle de l'importance et du sens de leur activité, dans et en dehors de leur participation au circuit de la production marchande.

Les femmes, en particulier celles qui se définissent par leur insertion dans un réseau privé d'activités dictées par des considérations de personnes, ont une longueur d'avance. Leur répugnance ou leur incapacité à rejoindre la cohorte de ceux ou celles qui perdent leur vie à la gagner, les place en position de lancer le mouvement pour une politique du revenu plutôt que du salaire. Face à des ex-travailleurs désemparés, elles se posent en travailleuses déjà inscrites dans une autre conception du service à autrui comme de la recherche d'expression autonome de soi. Leur activité spécifique échappe largement aux critères de rationalité économique mais elles n'en doivent pas moins négocier avec l'État des termes d'échange satisfaisants pour équilibrer leur contribution personnelle à l'éducation et aux soins de leurs proches. Elles sont en droit d'exiger au même titre que l'ensemble de la population active l'accès à un revenu et à des services de qualité. Il est injuste que leur travail «nourricier» se solde par leur aliénation individuelle. Elles montrent ainsi clairement que la solution pour tous les exclus de l'emploi passe par le renversement de la hiérarchie actuelle de la division du travail et du pouvoir. Leur lutte devient la lutte commune de tous ceux qui combattent l'exploitation et la domination parce qu'ils réalisent dans leur chair que: «... l'univers de la vie privée et celui de la vie publique sont inséparablement liés. Que les

26. Voir Hazel Henderson, «Seeing Our Economy Whole» dans Roslyn Dauber et Melinda L. Cain, dir., *op. cit.*, p. xx.

tyrannies et les servilités de l'un sont aussi les tyrannies et les servilités de l'autre²⁷».

Arrivés au bout de leur quête de contrôle de l'environnement, l'homme et la femme sont amenés, chacun de leur côté et pour des raisons différentes, à douter de l'utilité de leurs rôles sexuels traditionnels. Les voilà aux prises avec une crise d'identité dont l'homme en particulier commence à peine à réaliser la portée. Il a pourtant tout intérêt à abandonner une armure caractérielle d'un autre âge — et nous à achever notre émancipation — avant que la crise de société que nous connaissons ne débouche sur un cataclysme.

27. Virginia Woolf, *op. cit.*, p. 250.

Sexes, guerre et société

Le patriarcat s'est construit au cours des siècles comme une immense machine de guerre. Il a assuré la protection des femmes et de leur progéniture mais n'a pas tardé à se les approprier pour s'affirmer par le poids du nombre, source de force et moyen d'accumulation de la richesse. Les tribus les plus puissantes ont imposé leur loi aux autres, enlevé leurs filles et leurs femmes et transformé leurs ennemis défaits en esclaves ou en vassaux. Choses et gens ont trouvé leur place dans ce système hiérarchisé destiné à maximiser la volonté de domination des chefs de guerre puis de l'industrie sur la nature et sur les autres hommes. Femmes et enfants ont vécu en retrait, provisoirement ou systématiquement mis à l'écart des lieux de bataille, sinon de ceux de la production.

L'apparente bonhomie des sociétés pastorales masquait l'assujettissement rigide des personnes à des rôles contraignants qui laissaient peu de place à l'expression individuelle. L'enfant chargé de garder le troupeau, le frère obligé d'épouser la veuve de son frère, la femme donnée ou vendue en mariage, ignoraient le libre-arbitre. Certes, ces sociétés ne vivaient pas continuellement sur un pied de guerre mais c'est que la bataille pour la production n'a pas tardé à s'avérer un moyen plus sûr d'acquérir des richesses que le vol ou le pillage. Nos sociétés modernes industrialisées sont très loin de ce

modèle initial des sociétés patriarcales. La guerre interne des forts contre les faibles s'y poursuit cependant sous d'autres formes. L'État incarne de nos jours la puissance publique qui ordonne du haut en bas de la pyramide sociale la distribution des tâches ou des privilèges. La paix est plus souvent l'envers de la répression, la résultante d'une série d'affrontements sans nombre entre générations, sexes, races, cultures ou classes.

Mais l'histoire a fait son oeuvre. Révoltes individuelles et résistance organisée ont miné la stabilité du système. Ses succès mêmes se retournent maintenant contre lui. D'une part, la spirale de la répression a amené la fabrication d'armes tellement perfectionnées que leur utilisation équivaldrait à un suicide planétaire; d'autre part, le progrès technologique enclenché par la division des tâches et la mécanisation du procès de travail est en voie d'achever son objectif. Les énergies humaines n'ont plus à se concentrer exclusivement ni même prioritairement sur la production des nécessités de la vie courante. Des machines pourront bientôt se charger, se chargent déjà de l'essentiel de nos besoins sur ce plan. Le travail nécessaire devient celui que dictent des considérations proprement humanitaires: soin des enfants, des vieillards ou des malades; échanges de services entre personnes sur une base professionnelle ou dans l'intimité des rapports privés; organisation d'activités culturelles ou de loisir.

Un changement radical de société se profile non sans provoquer une crise d'identité pour toutes les personnes qui se définissaient jusqu'ici par leur travail, conçu comme activité de production matérielle, ou par leur capacité de domination dans un monde où ce type de leadership s'est transformé en danger public. Les hommes comme les femmes sont ainsi forcés de redéfinir le sens des modèles de masculinité et de féminité traditionnelles, désormais caducs. Si nous voulons survivre, il devient impératif de dissocier force et violence, agressivité et virilité.

Une «vertu» exclusivement féminine: la peur

La sécurité des personnes est au patriarcat ce que le rendement est à la production: un leurre pour les principales

intéressées en l'absence de contrôle sur une situation définie sans elles. De quelle sécurité jouit une femme incapable de déterminer ce qui, du sourire ou de la froideur, est susceptible de désarmer au lieu de provoquer un agresseur potentiel? Faute de savoir se défendre, combien de femmes en sont réduites à restreindre leur rayon d'action au seul territoire connu et relativement sous contrôle de leur univers privé? Là au moins, elles peuvent utiliser leurs antennes pour s'adapter à l'humeur du maître de céans. Sa protection leur est acquise en échange de leur soumission ou en vertu d'un jeu de séduction savamment dosé. Véritables tournesols, les femmes dépendantes deviennent hypersensibles, promptes à saisir les variations d'humeur de leur entourage et capables très souvent de les manipuler. L'envers de la médaille, c'est que, si fortes qu'elles soient à ce jeu, leur habileté ne leur sert plus tellement dès qu'elles se risquent à élargir leur cercle d'opération. Privées de protection comme de points de repère sur les réactions prévisibles des inconnus qu'elles rencontrent, elles risquent de payer leur audace par la perte de leur intégrité physique. L'image d'anges de douceur des «vraies femmes» constitue ainsi un marché de dupes puisqu'elle leur dicte un modèle de comportement contraire à la liberté de mouvement dont se nourrit l'autonomie personnelle.

Les mères féministes ont raison de se réjouir de voir leurs filles jouer au hockey, à la ringuette ou à tout autre jeu «physique» pendant qu'elles-mêmes se familiarisent avec les techniques du judo ou du wen-do¹. La différence d'une génération à l'autre, c'est qu'alors que les aînées vivent encore sur la défensive, les plus jeunes apprennent dès l'enfance à développer leur force et à utiliser leur corps dans le cadre de jeux de groupe. La sécurité n'est plus pour elles un frein extérieur mais une conséquence d'un apprentissage personnel de leurs capacités proprement physiques. Cela ne supprime pas la

1. Voir le numéro des *Cahiers de la femme* consacré aux sports, en particulier l'article de Colombe Larivière et Ève Montpetit, «Les filles: 'au jeu'», *ibid.*, 4, 3, printemps 1983, p. 41-42 et celui plus théorique, de Cathy Bray, «Sport, Capitalism and Patriarchy», *ibid.*, p. 11-13.

nécessité de lutter collectivement contre des institutions aussi rentables que l'industrie de la pornographie², mais c'est déjà plus sûr que de dépendre de la galanterie masculine. Qu'a-t-on à perdre au change sinon la faiblesse qui, depuis des siècles, entretient la peur des femmes et les boucle dans les limites étroites de la maison familiale ou du proche voisinage? Le viol comme le meurtre seront toujours possibles entre humains mais il est permis d'espérer les réduire à ce qu'ils sont: des institutions barbares et dépassées dont l'une ne peut pas plus commander l'amour que l'autre l'admiration.

L'évolution peut se produire. Le genre humain a progressé depuis l'époque où les combats de cirque s'achevaient par la mort sanglante des vaincus. L'escrime, par exemple, est devenue un sport élégant où l'habileté des duellistes ne se mesure plus à la gravité des blessures qu'ils s'infligent. Quant aux rixes et aux bagarres de rues, malgré ce que l'on croit, elles sont beaucoup moins fréquentes dans les grandes villes occidentales contemporaines qu'à la fin du siècle dernier dans les quartiers ouvriers des villes de France ou d'Angleterre³. Les progrès de la civilisation sont depuis longtemps liés à la régulation de la violence. Les visions idylliques des sociétés communistes primitives négligent généralement de mentionner la fréquence des viols de groupe utilisés pour domestiquer ou punir les femmes trop aventureuses⁴. Plus

2. L'industrie de la pornographie est déjà plus importante aux États-Unis que celles du cinéma et du disque réunies. (Voir Andrea Dworkin, *Pornography. Men Possessing Women*, N.Y., Putnam's Sons, 1981, p. 201.) Au Québec, selon une enquête réalisée en janvier et février 1982, les revenus annuels des «produits et services du sexe» s'élevaient à 260 millions de dollars au moins. Plus de la moitié de cette somme provient d'activités illégales (prostitution, revues et films importés en fraude) mais quelques centaines de compagnies légales, clubs de nuit, salles de cinéma spécialisées dans les films «érotiques», sex-shops, etc... se partagent un marché qui représente plus de cent millions de dollars par an. (Voir le reportage de François Berger, «L'industrie du sexe au Québec», dans *La Presse*, 20 et 22 mars 1982.) Est-il besoin d'ajouter que la clientèle cible de ces entreprises est constituée d'un public masculin? (Voir Cécile Coderre et Richard Poulin, «Pornographie, patriarcat et capitalisme», dans *Les cahiers du socialisme*, 16, hiver 1985, p. 11-33.)

3. Cf. Gilles Lipovetsky, *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*. Paris, Gallimard, 1983, p. 223.

4. Cf. Paula Webster, «The Politics of Rape in Primitive Society», dans *Heresies*, 6, *On Women and Violence*, p. 16-22.

près de nous, chez les Cheyennes américains, l'adultère « indiscret » d'une épouse pouvait être puni par l'invitation du mari aux guerriers de la tribu à violer sa femme jusqu'à ce que mort s'ensuive⁵. En ce sens, l'enfermement patriarcal des femmes dans le milieu familial s'est accompagné d'une amélioration relative de leur sécurité physique dans la mesure où le viol est apparu comme un crime « contre la propriété ». Cependant, cette forme de sécurité sous condition ne peut pas plus satisfaire les femmes que les hommes n'ont intérêt à abdiquer leur liberté personnelle en faveur de la puissance collective de l'État.

Nos contemporains courent moins le risque d'être assassinés en pleine rue que leurs ancêtres. Cependant, service militaire ou menace de conscription pèsent toujours sur eux d'un poids écrasant. Tant que la guerre existe, toute nation peut exiger de ses fils le sacrifice du sang. La peur, instrument d'apprentissage de la féminité, est interdite aux mâles; la surmonter constitue le test de virilité par excellence, conditionne l'accès à un statut enviable — en temps de paix — par rapport à la liberté de circulation restreinte de l'autre sexe.

Des corps façonnés pour la guerre

La face cachée de l'apprentissage masculin de la violence, c'est l'apprentissage de l'obéissance et du respect de la hiérarchie. Les hommes sont ainsi d'éternels permissionnaires, plus que nous les femmes, obsédés par la mort. Leur force soigneusement cultivée et domestiquée par l'État, représentant ultime de la puissance collective de leur sexe, cesse de leur appartenir. Leur entraînement à la domination de l'autre sexe passe par leur embrigadement collectif au service de la patrie. Disciplinée, mesurée, pesée, elle n'est plus l'outil de leur liberté mais la matière d'une chaîne de contraintes à la masculinité. Le héros de l'histoire, l'homme bien sûr, est constamment tenu de se montrer à la hauteur. Ses performances sont ainsi plus proches de l'exercice de dressage que du défi

5. *Ibid.*, p. 20.

librement relevé. Pour la société, son corps n'est beau qu'en uniforme ou les muscles saillants. L'indolence du repos ne convient pas à son type de beauté(?!)

Poser le rapport des femmes au corps, c'est dire le rapport à la vie, toujours particulière, toujours individuelle mais poser le rapport des hommes au corps, c'est renvoyer à des notions d'exploit sportif ou guerrier, à des normes régissant de l'extérieur la reconnaissance de la virilité d'actes sanctionnés collectivement. La force ne s'accommode pas de l'anonymat; elle demande à se mesurer à un adversaire; elle se démontre dans le combat contre la nature, contre d'autres hommes, quitte à écraser au passage ces êtres vulnérables ou plus exactement formés à fuir les affrontements que sont socialement les femmes.

Le rapport des femmes à leur corps n'est pas menaçant dans l'optique féministe libertaire puisqu'il s'inscrit dans une démarche personnelle d'acquisition, une par une, de notre autonomie de mouvement à partir d'une meilleure connaissance de nos limites et de nos désirs. Mais dans le cas des hommes, la découverte de leur corps est programmée, contrôlée par leurs aînés ou par leurs pairs. Elle passe plus souvent par une démarche collective d'affirmation de leur volonté de puissance dans le cadre d'activités compétitives sportives, ludiques mais aussi guerrières⁶. Traduit politiquement, leur mode de formation à la masculinité renvoie à une idéologie de valorisation de l'agressivité. Sommés de prouver leur bravoure, les chasseurs sont devenus soldats, forgeant leur identité dans «ces immenses réunions d'hommes où les mouvements rythmés des armées et des foules semblent les pulsations d'un vaste cœur⁷».

Au XX^e siècle, le fascisme incarne l'une des formes de cet enivrement collectif où la guerre devient promesse de victoire mais surtout, accomplit le rêve du héros de se perdre dans ces «splendides et enivrantes solennités physiques», de

6. Voir le chapitre V sur le jeu et la guerre de Johann Huizinga, *Homo ludens: essai sur la fonction sociale du jeu*, Paris, Gallimard, 1951.

7. R. Brasillach, *Notre avant-guerre*, cité dans Z. Sternhell, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983, p. 270.

se fondre dans le «parti du corps vivant» selon la formule d'un écrivain fasciste français, P. Drieu la Rochelle⁸.

L'exaltation qui se dégage des rapports d'émulation entre hommes n'a pas automatiquement cette connotation sinistre des machines de guerre conçues pour multiplier la force collective de groupes armés fanatisés. Mais on ne saurait oublier que l'éducation virile à la violence comporte cette tendance à l'identification de la force corporelle à un instrument de victoire, de domination, de supériorité sur la nature comme sur d'autres personnes. Le fascisme n'est que l'une des voies d'extension de cette conception des rapports interpersonnels à l'organisation de l'ensemble de la société: «La définition la plus profonde du fascisme, c'est celle-ci: c'est le mouvement politique qui va le plus franchement, le plus radicalement dans le sens de la grande révolution des mœurs, dans le sens de la restauration du corps — santé, dignité, plénitude, héroïsme...⁹».

Sur cette base, il est facile de comprendre les réticences instinctives de nombre de féministes à reconnaître quelque portée que ce soit à la différence biologique entre les sexes. Elles craignent le ghetto de la spécificité féminine associé à la complémentarité des rôles sexuels traditionnels où, à côté de «la» femme douce et passive, se dresse «l'homme» fort et rayonnant. N'aurions-nous donc le choix qu'entre deux représentations tout aussi peu réjouissantes l'une que l'autre: soit la version de l'érosion des différences apparentes entre hommes et femmes, du style «brassez et homogénéisez», ou le retour en force des stéréotypes sexuels les plus éculés, ceux que nous proposent la pornographie dans sa version la plus brutale de femmes violentées *et* souriantes ou la nouvelle droite, dans la version plus collet monté des parfaites ménagères poussant les voitures d'enfants que Dieu et leur mari leur «donnent»? À ce stade, nombreuses parmi nous seront celles qui préféreront revêtir la tenue passe-partout des jeans et du veston informe pour se perdre dans l'anonymat de l'indifférenciation sexuelle, histoire d'acquérir un minimum de

8. *Ibid.*, p. 281.

9. Cité *ibid.*, p. 270.

liberté de mouvement plutôt que de risquer d'éveiller l'instinct de chasseur de « mâles » prédateurs.

La double contrainte de l'androgynie

Le problème est double: échapper au carcan des stéréotypes sexuels comme à la grisaille normalisatrice de l'androgynie. L'objectif est d'identifier le genre comme principe de structuration de notre personnalité sans retomber sous la dépendance de modèles fixes prédéterminés. Il est de reconnaître la spécificité du rapport des femmes à la reproduction des êtres humains sans l'accepter comme destin biologique et sans entériner non plus la définition d'une sexualité masculine où force rime avec violence. Bref, le projet de renversement du régime prédominant de hiérarchisation et d'assujettissement des individus selon leur plus ou moins grande conformité aux critères de masculinité ou de féminité impliquerait: soit l'intégration de caractéristiques sexuelles des deux sexes — garante de l'égalité par le rapprochement d'une norme androgyne unique —, soit la transformation des modes d'apprentissage sexuels. L'enjeu, c'est de dissocier force et agressivité, de casser l'assimilation entre violence et virilité.

Les développements de la théorie féministe de la personnalité devraient nous permettre en particulier, de dépasser la vision moraliste d'une sexualité bridée et contrainte. En effet, la conception plus ou moins angélique d'une humanité standardisée d'androgynes interchangeables présente plusieurs inconvénients. D'une part, elle tend à uniformiser l'apparence comme les comportements des individus; d'autre part, elle multiplie les contraintes en juxtaposant les modèles féminin et masculin au lieu de favoriser leur éclatement. Et puis, il est permis de se demander si l'androgynie n'efface pas davantage les caractères féminins de la personnalité que les caractères masculins¹⁰. Combiner les deux modèles de référence existants pour les substituer à la norme sexuelle actuelle n'est pas la solution:

10. Je dois à Lise Moisan de m'avoir rappelé cette idée.

... défendre le concept d'androgynie peut être vu comme le remplacement de la prescription d'être soit masculin, soit féminin par la prescription doublement contraignante d'être à la fois masculin et féminin. L'individu doit maintenant faire face non plus à une mais à deux sources de mésadaptation. C'est encore plus grave puisque le concept d'androgynie fait problème sur le plan de la théorie de la construction du genre. En effet, il repose sur le postulat qu'il y a du féminin et du masculin en chacun de nous. La «féminité» et la «masculinité» acquièrent ainsi une réalité indépendante et tangible plutôt que d'être perçues comme des construits de la pensée dérivés du processus social de fixation du genre¹¹.

Plus féconde paraît la voie qui consiste à développer les acquis de la culture des femmes comme êtres sexués pour les généraliser à l'ensemble des activités humaines publiques comme privées. Mais, si cela suppose l'instauration de mécanismes qui brisent l'assimilation entre différence et inégalité sociale, cela suppose également la rupture de l'association entre violence et pouvoir des hommes sur les femmes, comme des hommes sur d'autres hommes. Cela signifie substituer au modèle hiérarchique de stratification actuelle des activités humaines un modèle polymorphe qui inscrive l'un et l'autre genre de plein droit dans des sphères à la logique jusqu'ici exclusive: la sphère domestique, monde des femmes et des enfants et la sphère publique, fief des hommes et d'une minorité de femmes dites émancipées.

Il nous semble que l'un des apports les plus précieux du féminisme contemporain, c'est de refuser la séparation du biologique et du social, de réhabiliter le corps comme fondement de l'individualité. Ce dont il s'agit, c'est de considérer le sexe dans sa définition sociale comme un construit composite où les données génétiques de base ne sont qu'une donnée parmi d'autres des éléments de la personnalité mouvante de chacun de nous. C'est dire que s'il existe un patrimoine géné-

11. Sandra Lipsit Bem, «Gender Schema Theory and Its Implication for Child Development», dans *Signs*, 8, 4, été 1983, p. 616. La traduction est de nous.

tique initial, des différences hormonales et glandulaires, ils restent une forme et ne dictent en aucun cas les contenus ultérieurs acquis au contact d'une société et d'une expérience particulière. Fixer la gamme des notes de base n'empêche pas d'en tirer une infinité de mélodies. En ce sens, loin d'indiquer les bornes d'un encadrement rigide, la paire de chromosomes qui décide du sexe biologique de chacun de nous n'est qu'une composante de la matrice de notre personnalité de base. Rejeter le déterminisme dans ce domaine¹² rétablit le contact entre le corps et l'esprit; l'un comme l'autre deviennent sujets de l'histoire, produits d'une intervention constante pour résoudre l'équation quotidienne de notre rapport au monde.

La sexualité n'est pas plus animale que toute autre partie de notre bagage génétique. Il est plausible d'escompter qu'à partir du moment où seront données à chacun et chacune de nous les conditions matérielles comme sexuelles de sa liberté, se produise l'éclatement des stéréotypes sexuels actuels au profit d'une myriade de formules diverses d'expression culturelle de la sexualité. Mais pour le moment, force est bien de constater que si la biologie ne fixe pas l'expression phénotypique de la sexualité, la société, elle, s'est chargée d'encadrer de telle sorte le processus de développement de notre personnalité à ce niveau que le sexe est devenu encore plus marquant et déterminant socialement que la classe d'origine. Les transfuges de classe se comptent par dizaines de milliers alors que les femmes admises dans le monde des hommes sont toujours des oiseaux rares et que ceux ou celles qui osent transgresser la contrainte à l'hétérosexualité apparaissent encore marginaux s'ils ne sont plus carrément rejetés dans l'anormalité.

Dans cette optique, partir de notre identité sexuelle actuelle pour jeter les bases d'un mouvement exclusivement réservé aux femmes, ce n'est pas endosser la définition biolo-

12. D'où la méfiance de nombre de féministes devant la prolifération des techniques de contrôle scientifique du processus de reproduction biologique. Voir Rita Arditti, Renate Dvelli Klein et Shelley Minden, dir., *Test-Tube Women. What Future for Motherhood?*, Londres, Pandora Press, 1984. Voir également Somer Brodribb, *Reproductive Technologies, Masculine Dominance and the Canadian State*, Toronto, OISE, 1984.

gique du sexe comme invariant «naturel», c'est comprendre que la société dans laquelle nous vivons est bâtie sur une définition rigide des attributs sociaux des deux sexes. C'est précisément pour briser la polarisation sexuelle pré-déterminée, en finir avec la division socio-sexuelle des activités les plus diverses, qu'il faut nous organiser sur la base de notre commune oppression sociale, celle d'êtres de sexe féminin et à ce titre, arbitrairement programmés et contraints. Autant les hommes ont à effectuer une démarche inverse à la nôtre, celle de rompre avec leur identité collective de sexe dominant et de renoncer à leurs privilèges pour retrouver leur identité privée sans le support des institutions patriarcales, autant nous avons à développer nos liens de solidarité entre femmes pour briser les cadres sociaux qui persistent à nous exclure des lieux d'exercice collectif du pouvoir.

La voie royale

En régime patriarcal, la performance est un domaine fermé aux «vraies» femmes. Elle sert à la sélection des dominants entre eux, au classement des individus de sexe masculin dans l'échelle hiérarchique de répartition du pouvoir. L'émulation est constante; chacun doit démontrer sa valeur sous peine d'être rejeté ou de perdre les avantages de sa position. La «condition masculine»¹³ fonde une domination réelle mais qui est moins celle des particuliers que de l'institution qui les commande. Ce modèle d'organisation de la vie comme d'un combat perpétuel régenté tout autant l'intégration du jeune garçon dans son équipe de football que celle de l'adolescent dans son gang, du soldat dans son régiment ou de l'ouvrier sur un chantier. Ils obtiennent applaudissements, considération, médailles ou argent à condition de respecter les règles et de fournir chaque fois le rendement attendu. La bataille pour la production en est un bel exemple.

13. Des auteurs masculins ont commencé à produire des analyses de la «condition masculine», voir Marc Feigen Fasteau, *Le robot mâle*, Paris, Denoël-Gonthier, 1980, Emmanuel Reynaud, *La sainte virilité*, Paris, Syros, 1981, et J. Snodgrass, dir., *For Men Against Sexism*, Albion, Calif., Times Change Press, 1977.

Ce régime a fait ses preuves pour domestiquer non seulement les femmes mais aussi les hommes. Ils sont amenés à intérioriser les normes dominantes de telle façon que quand ils parviennent aux plus hauts échelons de la hiérarchie, ils ont depuis si longtemps épousé les règles du jeu que le pouvoir a pris possession d'eux-mêmes. Dépouillés d'identité propre, ils intègrent ces règles au point de considérer toute idée de changement comme irrationnelle sinon carrément choquante.

Le patriarcat comme système de classification des individus selon les comportements attendus de leur sexe, à leur âge et selon leur condition sociale, se nourrit ainsi de la soumission des hommes à la discipline tout autant que de la passivité induite des femmes. Hommes et femmes sont cassés, infantilisés par ce système qui bloque la croissance personnelle de tous comme l'expression publique de la culture des femmes.

L'humanité — probablement faute d'imagination — a pu tabler sur cette mobilisation fonctionnelle des énergies à une époque où la guerre contre la nature exigeait de parer au plus pressé. C'est ainsi que les hommes se sont organisés collectivement, d'abord pour chasser puis pour guerroyer, pendant que les femmes, essentielles à la reproduction de l'espèce, étaient gardées à l'arrière, assumant dès lors les charges liées à l'alimentation et à l'entretien de ces autres réservistes qu'étaient les enfants, les malades et les vieillards. Est-ce à dire que maintenant que l'augmentation démographique menace d'épuiser les ressources disponibles, le temps serait venu d'expédier les femmes comme les hommes à la guerre sans considération de sexe? La proposition n'est absurde que parce que la guerre elle-même est encore plus absurde qu'autrefois. Visualiser une femme enceinte marchant au combat suffit à démontrer la bêtise de cette proposition¹⁴ mais dans le cas des hommes, ce n'est que

14. Ce qui n'a pas empêché de nombreuses féministes de revendiquer l'égalité sur ce plan, témoin Eleanor Roosevelt à la fin de la Seconde Guerre mondiale qui proposait de dresser une liste d'appel militaire (draft) pour les femmes de moins de 63 ans! (Cf. Mary R. Beard, *Women as Force in History. A Study in Traditions and Realities*, N.Y., Collier Books, 1962 (1946). Témoin également le débat à propos de l'Equal

récemment que l'objection de conscience a cessé d'être automatiquement assimilée à la trahison ou à la lâcheté. La menace de guerre nucléaire se charge pourtant de démontrer que l'usage de la force n'est plus le moyen le plus indiqué pour régler quelque conflit que ce soit.

Un sexisme périlleux

L'agressivité a servi d'instrument aux hommes pour dominer leur environnement mais une autre utilisation de la force s'impose, sinon l'humanité pourrait bien s'auto-détruire faute d'avoir appris à canaliser intelligemment ses énergies. Inversement, la prétendue faiblesse des femmes crée maintenant autour d'elles un cercle d'insécurité ou de culpabilité. Certaines y gagnent la palme du martyr mais non sans projeter dans le camp des bourreaux leurs enfants en même temps que leurs conjoints. Timorées et geignardes, nombre de mères incarnent pour leurs proches un remords vivant, pourrissant la qualité de la relation entre elles-mêmes et leur entourage, transformant l'amour en piège affectif.

Dorothy Dinnerstein¹⁵ n'hésite pas à attribuer la misogynie répandue chez les femmes comme chez les hommes à ce rejet du pouvoir exclusif de la mère, premier intermédiaire entre l'enfant et le monde extérieur et incapable, même dans le meilleur des cas, de satisfaire toutes ses attentes. Elle est celle qui donne et celle qui refuse; son pouvoir est immense et l'enfant, garçon ou fille, ne tarde pas à l'identifier à son sexe, d'où pour Dinnerstein, une révolte inévitable contre elle qui conduit ses fils en particulier à rompre avec sa puissance, identifiée au mystère de son sexe, en l'excluant de la sphère publique. Échapper à la mère pour oeuvrer sur la scène exté-

Rights Amendment (ERA) aux États-Unis ces dernières années. (Cf. «Spécial U.S.A.: Les Américaines et le pouvoir», dans *La Vie en rose*, 20, octobre 1984, et Fran Moira, «Les féministes américaines contre la majorité morale», *Terre des femmes. Panorama de la situation des femmes dans le monde*, Paris/Montréal, Maspero/Boréal Express, 1982, p. 299-301.

15. Dorothy Dinnerstein, *The Mermaid and the Minotaur. Sexual Arrangements and Human Malaise*, N.Y., Harper Colophon Books, 1977.

rieure, c'est prouver sa liberté, rébellion qui manifeste à la fois la crainte de son pouvoir, une vengeance contre son incapacité à satisfaire entièrement le désir de l'enfant mais aussi une douloureuse séparation, un abandon de celle qui est toujours notre premier amour. La thèse de Dinnerstein comme celle de Christiane Olivier dans *Les enfants de Jocaste*¹⁶ peut choquer. N'étant pas psychanalyste, nous nous gardons bien d'en discuter les tenants et les aboutissants d'un point de vue psychologique. Mais d'un point de vue social, il est indéniable que la construction de notre personnalité passe par un double apprentissage caractérisé par le monopole sur notre formation d'un sexe après l'autre.

Nous apprenons ainsi dès nos premières années à construire le monde sur le mode de la fragmentation. Notre perception du réel est constamment tronquée. Notre mère est d'abord tout pour nous avant que la découverte du monde extérieur ne manifeste la puissance du père et l'existence séparée du monde des hommes. Nous nous construisons ainsi une image du monde où les repères sont univoques alors que l'humain, lui, est bi-sexué. Notre analyse devient sexiste; nous apprenons à classer tous les phénomènes selon des normes unisexuées, identifiant automatiquement sensibilité à féminité ou agressivité à virilité, amputant chaque fois l'humanité de la moitié de son potentiel d'expression. Ce type de spécialisation fait de nous des êtres divisés sur eux-mêmes, enfermés dans des stéréotypes contraignants dont nous n'arrivons pas à concevoir l'éclatement faute de socialisation adéquate. Notre cadre de référence nous renvoie presque invariablement à un modèle standard comme référent sexuel: l'homme dans le champ du public, la femme dans celui du privé. Nous apprenons à diviser rigidement gestes et gens selon des catégories de sexe qui tout naturellement se généraliseront ensuite aux associations de classe, de race et d'ethnie¹⁷.

16. Christiane Olivier, *Les enfants de Jocaste*, Paris, Denoël-Gonthier, 1980.

17. L'enfance reste la «boîte noire» où s'effectue l'apprentissage des normes sociales de comportement. C'est là, plus que dans l'histoire, qu'il conviendrait de remonter aux origines des rapports de domination entre les personnes. Voir Sandra Harding, «Gender Politics of Infancy», dans *Quest*, 5, 3, 1981, p. 53-70.

Et pourtant, le potentiel humain est beaucoup plus large. Le type de restriction artificielle que nous lui avons fait subir a pu nous aider à concentrer nos énergies pour rencontrer des exigences spécifiques. Mais la division sexuelle puis sociale des tâches et des rôles nous ferme dorénavant inutilement les voies d'un développement harmonieux de l'ensemble de nos capacités. Pire encore, le modèle de compétition et de hiérarchisation dont nous intégrons les paramètres dès notre jeune âge constitue maintenant un danger de mort pour notre civilisation. La pensée logique, celle qui procède selon une ligne de raisonnement où la vérité est toujours une et indivisible nous empêche de concevoir la complexité du réel. Nous oublions chaque fois au moins la moitié du monde ce qui, à une époque où la répression ne suffit plus à enrayer l'expression de la partie dominée de l'humanité, qu'il s'agisse de nations, de classes ou de sexe, nous mène au bord de l'explosion. Il devient impératif de procéder à reconstruire le monde sur la base du respect des différences et de la composition multiple du réel plutôt qu'en niant constamment l'existence de tendances qui pour être dominées n'en résistent que plus sûrement à leur éviction. Notre aveuglement est construit et il est dangereux.

La solution n'est pas simple puisqu'il ne s'agit de rien de moins que de changer notre mode de construction de la réalité pour intégrer la double valence de l'humain, concevoir la vérité non plus sur le mode d'une simplification abusive mais sur le mode de la différenciation et du polymorphisme, à commencer par nos toutes premières perceptions de notre identité proprement humaine. Comme l'exprime Christiane Olivier: «Il faut qu'hommes et femmes assument une égalité de rôles dans la différence de sexes, pour que l'enfant puisse concevoir que la différence des corps n'engendre pas la différence des pouvoirs, concept qui sert de base à la guerre actuelle entre hommes et femmes¹⁸».

Et j'ajouterais, à la guerre tout court, qui dresse l'homme contre l'homme comme l'homme contre la femme!

18. Christiane Olivier, *op. cit.*, p. 192.

Une alternative piégée

Ce programme n'est pas facile à remplir. Appliqué sans discernement et à la lettre, il pourrait signifier l'érosion du peu de moyens dont disposent présentement les femmes pour faire valoir leurs droits. La responsabilité partagée de l'éducation des enfants, oui. Mais cela suppose plusieurs conditions, à commencer par un réaménagement des horaires de travail, une souplesse et un allègement inconnus jusqu'ici dans l'aménagement et la durée de la semaine de travail. Cela suppose aussi, advenant la généralisation de la semaine de trente-cinq heures, revendication déjà portée par les syndicats français, allemands et par quelques syndiqués québécois, la multiplication de services de garde prêts à accueillir les enfants pendant ces quelques heures du jour où la mère comme le père seront occupés à l'extérieur du foyer. Cela suppose, et si c'est une évidence, sa réalisation n'ira pas sans combat politique, qu'on substitue à une politique salariale, fondée sur l'exploitation maximale de la force de travail, une véritable politique du revenu. La valeur de la personne ne serait plus liée à sa seule contribution dans le champ des activités marchandes mais également à sa contribution dans le champ des activités liées à la reproduction et à la qualité de la vie.

Cela suppose donc le renversement de l'économie de marchandises précisément parce que l'immense capacité de production de l'industrie moderne robotisée et informatisée ouvre théoriquement la voie à un déplacement de notre force de travail vers de nouveaux secteurs d'activité. Cette fois, il ne s'agit plus de passer de l'assujettissement aveugle à la nature rythmant les travaux agricoles, à la discipline rationnelle — ô combien — des travaux de l'industrie, mais de libérer notre potentiel d'expression pour l'orienter en majeure partie vers l'entretien et le développement des rapports interhumains. Un changement radical d'orientation s'impose puisque si nous sommes déjà entrés dans l'ère des services, nous y sommes entrés armés de pied en cap pour la lutte, ce qui est bien le pire mode de préparation possible au travail de construction et d'expression culturelle qui nous attend.

Les femmes craignent d'instinct l'intrusion des hommes sur leur territoire. N'est-ce pas là qu'elles développent vaille que vaille des rapports d'intimité avec leurs enfants sans bien sûr y réussir parfaitement puisque leur enseignement demeure partiel, ne représentant que leur moitié de l'humanité? D'autant plus que leur espace constitue déjà un enclos mal gardé, assiégé par le pouvoir du monde extérieur.

De fait, à la façon dont les choses se passent, les hommes, même quand ils pénètrent sur un terrain où les femmes possèdent plus d'expérience et de doigté, celui de la formation des enfants et des soins aux personnes non autonomes en général, ont tendance à imposer leurs propres modèles d'ordre et de discipline. Loin de se mettre à l'école des femmes, la plupart d'entre eux quand ils consentent à s'intéresser au secteur secondaire d'activité que constitue pour eux la vie privée, entendent généralement y affirmer leur autorité.

Dans le domaine du travail domestique, cela a pu nous valoir quelques inventions de plus pour accroître notre productivité¹⁹ mais dans le domaine des rapports humains, ce peut être la catastrophe: enfants rudoyés, adolescents révoltés par la brutalité de propos ou de gestes de pères impatients, colériques ou autoritaires, oiseaux chassés du nid par le mal-amour d'hommes incapables d'exprimer leurs sentiments ou trop prompts au rejet d'enfants qui ne suivent pas la piste que les pères ont tracée pour eux; femmes battues, harcelées ou ridiculisées à coeur de jour.

Sans être généralisées, ces situations se produisent assez souvent pour justifier la méfiance des femmes face au désir soudain de certains hommes d'assumer des responsabilités pour lesquelles ils sont mal préparés. C'est bien sûr plus facile quand cette tâche est entreprise de bonne foi au sein d'un couple jeune où l'amour ouvre à l'écoute de l'autre et pousse à la recherche d'échanges plus égalitaires. C'est moins évident dans le cas de séparations ou de divorces où les enfants sont pris en otage par un mari offensé ou revendiqués par un

19. Encore que la plupart des trouvailles dont nous bénéficions aient été mises au point par des femmes, comme me l'a signalé Louise Vandelac. (Voir Jessie Bernard, *The Female World*, N.Y., The Free Press, 1981.)

«nouveau père» soudainement inquiet de ses droits sur «ses» enfants. C'est franchement révoltant dans le cas de ces hommes qui confondent l'expression de leur affection paternelle avec l'inceste²⁰ ou appliquent leur apprentissage de guerriers à la régie des rapports familiaux, terrorisant ou brutalisant femme et enfants. Enfin, il y a ces légions d'experts, curés, sexologues, psycho-pédagogues ou spécialistes de tous crins, qui ont entrepris de définir pour nous et plus souvent sans nous nos devoirs de mères et d'épouses.

Une expérience politique spécifique

Ici plus qu'ailleurs, nous aurons à développer notre propre expertise. L'objectif est l'éclatement des frontières de sexe dans les rapports parents-enfants. Toutefois, nous ne pouvons oublier que la tendance dominante reste non pas la prise en charge immédiate par les pères d'une part importante des activités liées aux soins des enfants, sans autre souci que de les materner ou paterner joyeusement, mais la régulation de ces activités comme des autres, sur une base dite scientifique.

Nous assistons ainsi à une nouvelle offensive où, loin d'étendre à la sphère publique la liberté d'action des activités identifiées à la sphère privée, il s'agit d'achever de rationaliser — c'est-à-dire réglementer — l'ensemble des activités humaines privées comme publiques. En ce sens, les politiques familiales telles qu'élaborées de nos jours ne sauraient qu'éveiller notre animosité. Ce que nous recherchons, c'est plus de liberté pour nous comme pour les nôtres. Pas question d'effacer une fois de plus notre identité de personnes dans l'anonymat de l'unité familiale. Le temps est venu de décroquer les rôles traditionnels. Nous ne saurions nous satisfaire de l'extension à la sphère des activités non-marchandes des catégories comptables de la sphère publique dominée par l'argent et le pouvoir.

20. Voir Line Goyette, «L'inceste: plus qu'un cas d'espèce... un cas politique», dans *Les cahiers du socialisme*, 16, hiver 1985, p. 106-115. Ce numéro de la revue est constitué d'un dossier consacré à la pornographie et à la violence faite aux femmes et aux enfants.

Nous cherchons plutôt à aller dans le sens contraire, celui de l'émancipation du champ des activités publiques sur la base de conceptions libertaires empruntées à notre expérience des liens affectifs et des rapports amoureux. C'est ce type d'approche, développé malgré tout au cours des siècles mais en marge de l'histoire officielle, que nous prétendons généraliser.

La résistance des femmes est devenue politique. Loin d'accepter notre exclusion du champ de la prise de décisions collectives et du choix des orientations des sociétés où nous vivons, nous entendons maintenant, comme femmes, faire valoir notre compétence spécifique. Pour nous, cela passe par la visibilité de notre apport, la formulation consciente de l'acquis de nos expériences et l'explicitation de la portée de nos connaissances pour l'ensemble de l'organisation des rapports humains. L'obsession de la production des biens matériels pourrait devenir de l'histoire ancienne. Mais... à condition que notre rapport au pouvoir ne procède pas de l'imitation de la rapacité du Capital ou de l'homogénéisation stérile des catégories de la pensée dite logique. À condition qu'au lieu de revêtir à notre tour l'armure des guerriers, nous sachions utiliser notre force pour briser les derniers carcans qui nous enserrant et mènent l'ensemble de l'humanité vers l'auto-destruction plutôt que vers un monde de justice et de liberté.

Notre rêve d'émancipation restera effectivement une utopie si nous n'apprenons pas à lier le rejet de l'exploitation à celui de la domination de l'homme sur l'homme, de l'homme sur la femme. Pour les hommes, c'est une invitation à se dégager d'un pouvoir qu'ils détiennent collectivement au prix de l'abdication de leur individualité privée. C'est une invitation à explorer petit à petit ce que signifie l'attention aux autres sans calcul d'intérêt ou de domination, pour le plaisir d'aimer et d'être aimé pour soi-même et non pour son argent ou sa position sociale. Pour nous, les femmes, cela signifie découvrir la joie d'être son propre maître, libre de son temps et de ses amours. Cela signifie échapper à la contrainte au maternage, cesser de prétendre à la perfection pour offrir à nos enfants comme à nous-mêmes l'occasion de découvrir la richesse des échanges interpersonnels, de sortir de ce cercle

de possession et de culpabilité où se forme présentement leur personnalité de base dans le monde clos des relations familiales. Nous y perdrons aussi du pouvoir mais un pouvoir dérisoire comparé à celui des hommes qui ont au moins droit au repos du guerrier alors que nous sommes en service permanent. Service qui dans notre cas ne peut aboutir qu'à la défaite: ou bien nous constatons notre incapacité à rendre adultes des enfants qui s'accrochent à nous toute leur vie, ou bien nous ressentons l'inévitable coupure de leur départ alors que nous avons le sentiment de leur avoir abandonné, plus ou moins inutilement, nos plus belles années.

L'absurdité du mode actuel d'organisation sectorielle et sexiste de l'activité humaine est devenue manifeste, d'un point de vue féministe. Par conséquent, il est peu probable que, devenues conscientes de leur identité propre, les femmes troquent leur toute nouvelle volonté d'expression autonome pour la sécurité aléatoire et la protection anonyme de l'État. Le respect et l'amour ne les empêchent plus aussi sûrement de secouer la tutelle du pouvoir personnel de leurs pères ou de leurs amants. L'État ne devrait pas parvenir sans peine à leur commander une obéissance que plus rien ne légitime.

Il est à espérer que les hommes de leur côté prendront rapidement conscience des blocages associés à leurs privilèges de «mâles», comparés à la liberté que leur offre un mouvement d'émancipation sans précédent historique. La perte de leur pouvoir collectif sur les femmes n'est-elle pas la condition de leur affranchissement potentiel de la hiérarchie du travail comme de celle du pouvoir? Ils y gagneront d'affirmer leur personnalité non plus dans le splendide isolement du héros mais dans la joie de la communication et de l'ouverture à l'autre: «Pour aimer, il faut être deux. Savoir se séparer et se retrouver. Aller chacun, chacune en quête de soi, fidèle à sa quête, pour pouvoir se saluer, s'aborder, faire la fête, ou sceller une alliance²¹».

Vivre en société exige la mise en place de conditions d'existence qui ne sont pas toutes privées. Il existe pourtant, à proximité de nous, un champ d'action politique sur lequel

21. Luce Irigaray, *op. cit.*, p. 73.

nous avons toujours prise, celui de la reconstruction, sur le mode de l'émancipation, de notre propre rapport au monde²².

22. Pour poursuivre la réflexion en ce sens, voir Pam McAllister, dir., *Reweaving the Web of Life. Feminism and Non Violence*, Philadelphie, New Society Publishers, 1982, et Barbara Roberts, «The Death of Macho-think: Feminist Research and the Transformation of Peace Studies», dans *Women's Studies International Forum*, 7, 4, automne 1984, p. 195-200.

Conclusion

Liberté, liberté chérie!

Encore aujourd'hui, pour qui s'amuse à consulter le Petit Robert, il appert que la femme est un «être humain qui conçoit et met au monde les enfants» tandis que l'homme est un «être appartenant à l'espèce animale la plus évoluée de la Terre» avant d'être défini comme mâle, soit «un individu appartenant au sexe doué du pouvoir de fécondation». Poussant la curiosité, on découvre que concevoir vient du latin *concupere* signifiant recevoir et qu'une femme «devient, est enceinte» alors qu'un homme «transforme» l'ovule en embryon, «rend» une femme enceinte.

La description passive de la génitalité féminine comparée à la définition active de la génitalité masculine offre un bel exemple de double standard sans qu'il soit besoin de pousser très loin l'analyse de contenu. L'homme choisit d'exercer ou non son pouvoir sexuel; la femme subit l'action qui l'accomplit dans son être féminin. Et pourtant, pour quiconque a assisté à un accouchement, n'apparaîtrait-il pas plus sensé d'attribuer à la parturiente la puissance d'enfanter, au lieu, et ce sera notre dernier emprunt au Petit Robert — décidément, il ne nous amuse plus — de saluer l'action d'engendrer qui «se dit de l'homme qui produit un enfant»?

Le mythe de «Mère nature» se profile derrière ce jeu des définitions qui, loin d'être inoffensif, montre bien la pertinence de la lutte engagée par un nombre croissant de femmes pour poser la maternité comme un acte volontaire. À côté du choix conscient de procréer, l'accès aux moyens de contraception et la légalisation de l'avortement permettent de réaliser le caractère spécifiquement humain de la procréation. Engendrer n'est pas un acte réductible à la production physique d'un enfant. En effet, les besoins de formation du rejeton humain exigent la prise en compte non seulement de sa mise au monde mais également de son éducation. Un enfant ne saurait parvenir à maturité comme personne sans qu'un ou plusieurs adultes n'acceptent de le prendre en charge après sa naissance. Dans les conditions actuelles d'organisation de notre société, la responsabilité première de ce véritable contrat social incombe à la mère. C'est bien pourquoi il lui revient de droit de décider si oui ou non elle accepte d'assumer une responsabilité qui exige sa contribution active et consciente au développement de l'embryon dès sa conception. La santé de l'enfant passe par la santé et l'hygiène de vie de sa mère biologique. Alimentation, rythme d'activité, équilibre affectif sont autant de conditions actives liées à la qualité de toute porteuse de vie. En ce sens, nous pouvons moins que jamais dissocier biologie et culture même pendant ces mois de grossesse qui ne peuvent être laissés à l'automatisme de la nature dès lors que sont recherchées les conditions optimales de reproduction de la vie humaine¹.

N'en déplaise aux adeptes de l'insémination artificielle et de la fécondation «in vitro», il n'y a pas de possibilité de production achevée dans ce domaine. Du moins, quant au produit fini, si on nous pardonne l'expression. Techniquement, il est devenu «pensable» de produire des bébés en laboratoire mais sans l'apport d'une attention humaine personnalisée, deviendraient-ils des humains à part entière? Le maternage entendu comme la responsabilité immédiate du

1. Sur ce point, voir l'analyse philosophico-politique de Mary O'Brien, *The Politics of Reproduction*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1981. (À paraître en français aux éditions du Remue-ménage).

processus de socialisation nécessaire pour que l'intelligence comme la sensibilité humaine s'éveillent, n'a pas de substitut mécanique. C'est cette fonction éminemment culturelle que les femmes assument présentement dans notre société et c'est elle qui définit leur spécificité moins biologique — puisqu'il est théoriquement possible de les remplacer à ce niveau — que sociale.

En ce sens, le sexe provient d'une différence de nature certes mais c'est culturellement qu'il acquiert sa signification sociale. Théoriquement, rien ne nous empêche plus de concevoir pleinement le maternage comme une responsabilité sociale assumée par des personnes sans discrimination de sexe. Dans les faits, les hommes et les femmes diffèrent non par suite de leurs caractéristiques sexuelles mais par suite des rôles sociaux qu'ils assument traditionnellement sans qu'il y ait là de nécessité autre qu'historique, donc sujette au changement.

Dans nos débats entre féministes, nous sommes loin d'avoir résolu les difficultés conceptuelles liées à notre définition comme êtres humains sexués. Chaque fois que la discussion revient sur la définition de notre identité, la tentation est forte de nier toute différence homme-femme de crainte de retomber sur la conception de la femme comme être de nature par opposition à l'homme, sujet de l'histoire et de la culture. Se poser comme personnes de sexe féminin dans le cadre actuel de l'organisation sociale, c'est nous identifier comme sexe opprimé, ce n'est pas accepter cette position sociale inférieure. Il importe au contraire d'identifier avec précision notre condition actuelle pour comprendre comment la transformer ou l'abolir pour qu'elle ne soit plus synonyme d'oppression et d'infériorité sociale.

Comprendre ce qui nous rapproche comme femmes, c'est nous donner les moyens de construire notre solidarité comme force sociale organisée. Poser notre spécificité sexuelle ne nous renvoie plus à une définition statique. Ce qui «travaille» le raisonnement féministe actuel, c'est sa volonté de nommer les femmes sans les enfermer dans leur soi-disant nature. Il s'agit de définir sociologiquement notre similitude pour en finir avec l'assimilation de l'identité sexuelle féminine à la

proximité du pôle biologique, plutôt que culturel, de la nature humaine. La réalité s'éclaire autrement dès lors que les enfants sont aussi considérés comme des personnes dont le développement exige le contact avec leurs aînés. Sur ce plan, les femmes se retrouvent potentiellement plus susceptibles, de par leurs caractéristiques sexuelles, d'entretenir un rapport social avec les petits de l'espèce. Car contrairement à la paternité, qui peut se réduire à un acte sexuel isolé et souventes fois ignoré, la maternité implique un lien physique prolongé avec des êtres qui ne deviendront conscients qu'à condition que cette intimité physiologique première se prolonge par des échanges de nature sociale. La mère assume un rôle à connotation culturelle plus que biologique.

Il y a ici un phénomène d'inversion de sens auquel nous devrions être plus sensibles: ce sont les fonctions biologiques de la femme (et non de l'homme) qui sont indissociables de ses liens sociaux à d'autres êtres: embryons, foetus et nourrissons. Les femmes, et les enfants avec elles, n'ont pu être renvoyés à la nature que parce que le monde masculin a arbitrairement restreint le statut de l'homme comme animal politique aux seuls adultes du sexe mâle. L'action des femmes et des enfants a été renvoyée à la sphère privée, infra-sociale et, du temps où le statut de personne était refusé aux femmes et aux enfants, infra-humaine.

Cela a eu pour conséquence d'exclure du champ de la pensée politique l'expérience de pans entiers d'activités humaines. Le pouvoir en particulier a été conçu comme la capacité de maîtrise exercée sur les êtres comme sur le milieu environnant. Dominer la nature, dominer d'autres personnes est devenu synonyme d'exercer son pouvoir, d'acquérir un plus grand rayon d'action, une plus grande autonomie personnelle. L'expérience des femmes, préposées à l'entretien d'êtres partiellement autonomes: enfants, vieillards, malades ou adultes épuisés par leur labeur à «l'extérieur», diffère pourtant radicalement. Dans leur cas, dominer leurs dépendants, c'est restreindre plutôt qu'augmenter leur propre autonomie de mouvement. Entre adultes, un rapport de domination peut signifier l'extension du cercle d'action du dominant au détriment de la liberté du dominé mis au service

du maître. Entre un adulte et un enfant, dans le cadre des rapports de maternage, il en va différemment. Entraver l'autonomie personnelle de ses dépendants, c'est se donner à soi-même plus de travail. L'exercice du pouvoir entendu comme restriction de la liberté des autres s'accompagne ici de perte d'autonomie du dominant lui-même. Les femmes peuvent dominer leur entourage mais ce type d'emprise, loin de multiplier leur capacité d'action, l'entrave. Possessives, les mères se retrouvent prisonnières de la dépendance et des besoins affectifs ou matériels des êtres dont elles n'entretiennent l'infantilisme qu'au prix de la restriction de leur propre liberté personnelle.

Éprises de liberté, les femmes ne sauraient rechercher un pouvoir qui se traduise automatiquement en termes d'heures de présence supplémentaires et de responsabilités accrues, en l'absence d'autonomie suffisante des personnes confiées à leurs soins. Leur liberté est conditionnelle plutôt que contraire à celle de leurs dépendants: les former à l'autonomie est le moyen pour elles d'accomplir leur tâche sans pour autant abandonner toute chance d'expression personnelle. Puisque les femmes sont affectées spécifiquement aux soins des personnes non autonomes, leur volonté d'émancipation ne saurait se satisfaire de la conception patriarcale du pouvoir. Féminisme et volonté de puissance sont inconciliables puisque l'objectif d'émancipation des femmes passe par leur capacité de libérer d'elles-mêmes les personnes provisoirement dépendantes de leurs soins. Éduquer leur enfant, guérir leur malade ou restaurer leur hôte, autant de tâches où la possessivité joue au détriment de leur propre autonomie.

C'est là, dans ce fondement matériel du rapport des femmes au pouvoir comme instrument de la libération plutôt que de l'asservissement de l'autre, qu'il convient d'identifier la racine de leur préférence quasi instinctive pour les modèles de direction non hiérarchiques. Elles tirent la leçon de leur expérience personnelle dans le champ des activités dites privées tout comme les hommes généralisent la leur dans le monde des affaires dites publiques.

Or qui nierait que le type d'expertise dont elles disposent puisse utilement renouveler l'approche actuelle de traitement des différends? À une époque où les grandes puissances disposent d'armes capables de faire sauter la planète, rechercher l'annihilation de l'adversaire n'a plus de sens. Le grand rêve d'uniformisation de l'humanité éclate dès lors que plusieurs États sont en mesure de défendre leur droit à la différence, quitte à provoquer un holocauste nucléaire. Les superpuissances devront renoncer à soumettre l'ennemi puisque la violence cesse de représenter un instrument rationnel de règlement des conflits et qu'aucune idéologie n'est plus assez forte pour niveler la diversité irréductible des cultures, des nations, des groupes d'appartenance comme des personnes qui tous revendiquent légitimement leur liberté d'expression. Il faudra donc apprendre à composer avec la différence autrement qu'en cherchant à la supprimer ou en la concevant sur le mode d'une échelle hiérarchique de pouvoir. La vie n'a pas de sel sans liberté et, plus que le pouvoir, la mort ou la servitude se retrouvent au bout du fusil.

Les femmes ne sont plus seules à rejeter l'adéquation entre pouvoir et violence, entre force et agressivité guerrière. Ce qu'elles revendiquent, c'est la reconnaissance de la polyvalence des voies culturelles comme socio-sexuelles d'expression du potentiel humain. La vérité n'est jamais univoque à moins de nier la richesse d'invention sociale et culturelle qui caractérise le passage d'une génération à l'autre. La vie est création incessante de formes multiples dont aucune n'est tout à fait semblable à l'autre. Avec la fission de l'atome, l'ordre qui régit le règne de la marchandise et celui de l'État, dernier avatar de nos sociétés hiérarchisées, ne sert même plus à discipliner la matière; il saurait encore moins satisfaire nos aspirations de liberté.

Bibliographie

Livres cités

- ALBISTUR, Maïté et Daniel ARMOGATHE, *Histoire du féminisme français*, Paris, Des femmes, 1977, tome 1.
- ALZON, Claude, *La femme potiche et la femme bonniche*, Paris, Maspero, 1977.
- ARDITTI, Rita, Renate DVELLI KLEIN et Shelly MINDEN, dir., *Test-Tube Women, What Future for Motherhood?*, Londres, Pandora Press, 1984.
- ARIÈS, Philippe, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Paris, Seuil, 1973.
- ATKINSON, Ti-Grace, *Odyssée d'une amazone*, Paris, Des femmes, 1974.
- AUGER, Geneviève et Raymonde LAMOTHE, *De la poêle à frire à la ligne de feu*, Montréal, Boréal Express, 1981.
- BADINTER, Élisabeth, *L'amour en plus. Histoire de l'amour maternel (XVII^e-XX^e siècle)*, Paris, Flammarion, 1980.
- BALLORAIN, Rolande, *Le nouveau féminisme américain*, Paris, Denoël-Gonthier, 1972.
- BEARD, Mary R., *Woman as Force in History. A Study in Traditions and Realities*, N.Y., Collier Books, 1962 (1946).

- BERNARD, Jessie, *The Female World*, N.Y., The Free Press, 1981.
- C.S.F., *La condition économique des femmes au Québec*, Québec, Éd. officiel du Québec, 1978, 2 tomes.
- COHEN, Yolande, dir., *Femmes et politique*, Montréal, Le Jour, 1981.
- Collectif, *Entretiens. Proches et lointaines. De la parution d'un samizdat de femmes à Léninegrad le 10 décembre 1979*, Paris, Tierce, 1980.
- Collectif de rédaction de l'Almanach, *Femmes et Russie 1980*, Paris, Des Femmes, 1980.
- Collectif italien, *Être exploitées*, Paris, Des femmes, 1974.
- Collectif de textes, *Les femmes s'entêtent*, Paris, Gallimard, 1975.
- Commission Bird, *Tradition culturelle et histoire politique de la femme au Canada*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1970.
- COOK, Gail C.A., dir., *Pouvoir choisir*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1976.
- DAUBER, Roslyn et Melinda L. CAIN, dir., *Women and Technological Change in Developing Countries*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1981.
- D'EAUBONNE, Françoise, *Les femmes avant le patriarcat*, Paris, Payot, 1977.
- DE BEAUVOIR, Simone, *Le deuxième sexe*, Paris, Gallimard, 1949.
- DE ROUGEMONT, Denis, *L'amour et l'Occident*, Paris, Union générale d'éditions, 1972 (1939).
- DINNERSTEIN, Dorothy, *The Mermaid and the Minotaur. Sexual Arrangements and Human Malaise*, N.Y., Harper Colophon Books, 1977.
- D'ONOFRIO-FLORES, Pamela et Sheila M. PFAFFLIN, dir., *Scientific-Technological Change and the Role of Women in Development*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1982.
- DWORKIN, Andrea, *Pornography, Men Possessing Women*, N.Y., Putnam's Sons, 1981.
- EHRENREICH, Barbara, *The Hearts of Men, American Dreams and the Flight from Commitment*, N.Y., Anchor Books and Doubleday, 1984.

- EHRENREICH, Barbara et Deirdre ENGLISH, *Des experts et des femmes, 150 ans de conseils prodigués aux femmes*, Montréal, Remue-Ménage, 1982 (1978).
- ENGELS, Friedrich, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Paris, Éd. sociales, 1954 (1884).
- ENGELS, Friedrich, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, Éd. sociales, 1973 (1845).
- ENGELS, Friedrich, *Travail salarié et capital*, Paris, Éd. sociales, 1972 (1891).
- FAHMY-EID, Nadia et Micheline DUMONT, *Maîtresses de maison, maîtresses d'école. Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983.
- FASTEAU, Marc Feigen, *Le robot mâle*, Paris, Denoël-Gonthier, 1980.
- FIRESTONE, Shulamith, *La dialectique du sexe*, Paris, Stock, 1972 (1970).
- FREEMAN, Derek, *Margaret Mead and Samoa; the Making and Unmaking of an Anthropological Myth*, Boston, Harvard University Press, 1983.
- FRENCH, Marilyn, *Toilettes pour femmes*, Paris, Laffont, 1978.
- FRIEDAN, Betty, *La femme mystifiée*, Paris, Gonthier, 1964.
- FRIEDAN, Betty, *Le second souffle*, Paris, Hachette, 1982.
- FRYE, Marilyn, *The Politics of Reality: Essays in Feminist Theory*, N.Y., The Crossing Press, 1983.
- GAGNON, Lysiane, *Vivre avec les hommes. Un nouveau partage*, Montréal, Québec-Amérique, 1983.
- HEITLINGER, Alina, *Sex Inequality in the Soviet Union and Czechoslovakia*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1979.
- HUIZINGA, Johann, *Homo ludens: essai sur la fonction sociale du jeu*, Paris, Gallimard, 1951.
- HUMPHREYS, Sheila M., dir., *Women and Minorities in Science. Strategies for Increasing Participation*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1982.
- IRIGARAY, Luce, *Éthique de la différence sexuelle*, Paris, Minuit, 1984.

- JACQUARD, Albert, *Au péril de la science? Interrogations d'un généticien*, Paris, Seuil, 1982.
- JEAN, Michèle, dir., *Québécoises du 20e siècle*, Montréal, Quinze, 1977.
- KNIBIELHER, Yvonne et Catherine FOUQUET, *Histoire des mères du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Montalba, 1977.
- KOLLONTAÏ, Alexandra, *Marxisme et révolution sexuelle*, Paris, Maspero, 1979.
- KRISTEVA, Julia, *Histoires d'amour*, Paris, Denoël-Gonthier, 1983.
- KROPOTKINE, Pierre, *Oeuvres*, Paris, Maspero, 1976.
- LACROIX, Jean, *Force et faiblesses de la famille*, Paris, Seuil, 1948.
- LAPIDUS, Gail Warshofsky, *Women in Soviet Society. Equality, Development and Social Change*, Berkeley, UCLA, 1978.
- LIPOVETSKY, Gilles, *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1983.
- MARX, Karl, *Le Capital*, Livre I, Paris, Garnier-Flammarion, 1969 (1867).
- MARX, Karl, *Misère de la philosophie*, Paris, Éd. sociales, 1945 (1846).
- MARX, Karl, *Travail salarié et capital*, Paris, Éd. sociales, 1972 (1891).
- McALLISTER, Pam, dir., *Reweaving the Web of Life. Feminism and Non Violence*, Philadelphie, New Society Publishers, 1982.
- MEAD, Margaret, *L'un et l'autre sexe*, Paris, Gonthier, 1966 (1948).
- MEILLASSOUX, Claude, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 1975.
- MESSIER, Suzanne, *Chiffres en main. Statistiques sur les Québécoises*, Québec, C.S.F., 1981.
- MESSIER, Suzanne, *Les femmes ça compte*, Québec, C.S.F., 1984.
- MORGAN, Robin, *The Anatomy of Freedom. Feminism, Physics and Global Politics*, N.Y., Anchor Books, 1984.
- O'BRIEN, Mary, *The Politics of Reproduction*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1981.

- ODENT, Michel, *Bien naître*, Paris, Seuil, 1976.
- O'LEARY, Véronique et Louise TOUPIN, dir., *Québécoises Deboutte*, Montréal, Remue-Ménage, 1983, 2 tomes.
- OLIVIER, Christiane, *Les enfants de Jocaste*, Paris, Denoël-Gonthier, 1980.
- PAQUOT, Élisabeth, dir., *Terre des femmes. Panorama de la situation des femmes dans le monde*, Paris/Montréal, Maspero/Boréal Express, 1982 (1914).
- PELLETIER, Madeleine, *L'éducation féministe des filles*, Paris, Syros, 1978.
- PELLETIER, Michel et Yves VAILLANCOURT, *Les politiques sociales et les travailleurs*, Montréal, édité par les auteurs, 5 cahiers, 1974.
- REED, Evelyn, *Féminisme et anthropologie*, Paris, Denoël-Gonthier, 1976.
- REYNAUD, Emmanuel, *La sainte virilité*, Paris, Syros, 1981.
- RICH, Adrienne, *Naître d'une femme. La maternité en tant qu'expérience et institution*, Paris, Denoël-Gonthier, 1980.
- RIND, Anita, *Être femme à l'Est*, Paris, Stock, 1980.
- ROUSSEL, Nelly, *L'éternelle sacrifiée*, Paris, Syros, 1981 (1906).
- SARGENT, Lydia, dir, *Women and Revolution*, Montréal, Black Rose, 1981.
- SAINT-JEAN, Armande, *Pour en finir avec le patriarcat*, Montréal, Primeur, 1983.
- SHORTER, Edward, *Naissance de la famille moderne*, Paris, Seuil, 1977.
- SMITH, Hedrick, *Les Russes. La vie de tous les jours en Union Soviétique*, Paris, Le livre de poche, 1976.
- SNODGRASS, J., dir., *For Men Against Sexism*, Albion, Calif., Times Change Press, 1977.
- SOKOLOFF, Natalie V., *Between Money and Love. The Dialectics of Women's Home and Market Work*, N.Y., Praeger, 1980.
- STERNHELL, Zeev, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983.
- STONE, Merlin, *Quand Dieu était femme*, Montréal, L'Étincelle, 1979 (1976).

- TESTART, Jacques, *De l'éprouvette au bébé-spectacle*, Bruxelles, Complexe, 1984.
- TILLION, Germaine, *Le harem et les cousins*, Paris, Seuil, 1966.
- VAILLANCOURT, Yves, avec la collaboration d'Annie AUTONES, *Le P.Q. et le social. Éléments de bilan des politiques sociales du Parti québécois*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1983.
- VANDELAC, Louise, coordonnatrice, *Du travail et de l'amour. Les dessous de la production domestique*, Montréal, Albert Saint-Martin, 1985.
- VOSLENSKY, Michael, *La Nomenklatura, les privilégiés en URSS*, Paris, Pierre Belfond, 1980.
- WOOLF, Virginia, *Trois guinées*, Paris, Des Femmes, 1977.

Principaux articles cités:

- ATKINSON, Ti-Grace, «Le nationalisme féminin», dans *Nouvelles questions féministes*, 6-7, printemps 1984, p. 35-54.
- BAZIN, Hervé, Albert JACQUARD, Suzanne PROU et Léon SCHWARTZENBERG, «Vers un suicide collectif?», dans *Le Monde*, 21 mars 1985, p. 2.
- BEM, Sandra Lipsit, «Gender Schema Theory and Its Implication for Child Development: Raising Gender-Schematic Children in a Gender-Schematic Society», dans *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 8, 4, été 1983, p. 598-616.
- BERGER, François, «L'industrie du sexe au Québec», dans *La Presse*, 20 et 22 mars 1982.
- BONNOT, Gérard, «Embauche: vers un racisme scientifique», dans *Le Nouvel Observateur*, 929, 28 août 1982, p. 42-45.
- BOULDING, Elise, «Les femmes et la violence sociale», dans *La Revue internationale des sciences sociales*, 30, 4, 1978, p. 847-863.
- BRAY, Cathy, «Sport, Capitalism and Patriarchy», dans *Les cahiers de la femme*, 4, 3, printemps 1983, p. 11-13.

- CARRÈRE-D'ENCAUSSE, Hélène, «Tête-à-tête», dans *Féminin pluriel*, 1, 2, octobre 1981, p. 13-16.
- CODERRE, Cécile et Richard POULIN, «Pornographie, patriarcat et capitalisme», dans *Les cahiers du socialisme*, 16, hiver 1985, p. 11-33.
- DE SÈVE, Micheline, «C'est au socialisme de devenir féministe. Les femmes, la famille et l'État», dans *Les cahiers du socialisme*, 8, automne 1981, p. 82-107.
- DE SÈVE, Micheline, «Féminisme et pacifisme ou l'art de jouer tranquillement à la roulette russe», dans *Possibles*, 9, 2, hiver 1985, p. 65-73.
- DE SÈVE, Micheline, «Travailler plus pour gagner moins. Les femmes et le développement», dans *Études internationales*, 13, 4, décembre 1982, p. 733-740.
- DE SÈVE, Micheline et Claire DUGUAY, «Critique féministe d'une crise qui est aussi patriarcale», dans G. Bernier et G. Boismenu, dir., *Crise économique, transformations politiques et changements idéologiques*, Montréal, Cahiers de l'AC-FAS, 16, 1983.
- ENRIQUEZ, Eugène, «Le pouvoir et la mort», dans *Topique*, 11-12, Paris, P.U.F., 1973, p. 147-193.
- FRÉCHETTE, Françoise et André SÉNÉCAL, «La lutte des garderies, vous en souvenez-vous?», dans *Mouvements*, printemps 1985, p. 28-31.
- GOYETTE, Line, «L'inceste, plus qu'un cas d'espèce, un cas politique», dans *Les cahiers du socialisme*, 16, hiver 1985, p. 106-115.
- HARDING, Sandra, «Gender Politics of Infancy», dans *Quest*, 5, 3, 1981, p. 53-70.
- LABORIT, Henri, «De la gériatrie à la gérontologie en passant par la biologie du comportement», dans *Gérontologie*, 20, octobre 1975, p. 7-20.
- LARIVIÈRE, Colombe et Ève MONTPETIT, «Les filles: 'au jeu'», dans *Les cahiers de la femme*, 4, 3, printemps 1983, p. 41-42.
- LEGAULT, Dominique et Dominique PINEAULT, «La garde partagée, piège ou libération?», dans *La Vie en rose*, 25, avril 1985, p. 28-32.

- PELLETIER, Francine, Madeleine CHAMPAGNE et Monique LETARTE, «Les Américaines et le pouvoir», dans *La Vie en rose*, 20, octobre 1984, p. 18-24.
- RICH, Adrienne, «La contrainte à l'hétérosexualité et l'existence lesbienne», dans *Nouvelles questions féministes*, 1, 1981, p. 15-43.
- ROBERTS, Barbara, «The Death of Machothink: Feminist Research and the Transformation of Peace Studies», dans *Women's Studies International Forum*, 7, 4, automne 1984, p. 195-200.
- WEBSTER, Paula, «The Politics of Rape in Primitive Society», dans *Heresies, On Women and Violence*, 6, p. 16-22.

Documents, brochures, thèses cités

- BRIEN-DANDURAND, Renée, *Famille, monoparentalité et responsabilité maternelle. Contributions à l'étude des rapports sociaux de sexe*, Montréal, Département d'anthropologie de l'Université de Montréal, thèse de doctorat, 1982.
- BRODRIBB, Somer, *Reproductive Technologies, Masculine Dominance and the Canadian State*, (Occasional Papers in Social Policy Analysis), Toronto, OISE, 1984, 27 p.
- Conseil des affaires sociales et de la famille, *La famille demain*, Québec, Gouvernement du Québec, 1982, 75 p.
- Document de consultation sur la politique familiale, *Pour les familles québécoises*, Québec, Gouvernement du Québec, 1984, 114 p.
- PIERSON, Ruth R., *Les Canadiennes et la Seconde Guerre mondiale*, Brochure historique 37, Ottawa, Association canadienne d'histoire, 1983.
- Regroupement inter-organismes pour une politique familiale, *Convergences et divergences. Outil d'animation préparatoire aux forums de consultation sur la politique familiale*, Montréal, décembre 1984, 46 p.

Table des matières

AVANT-PROPOS.....	7
I. FÉMINISME ET SOCIÉTÉ	9
Une différence bien réelle.....	10
La production affective est irréductible à la production marchande	13
Une pensée réductrice	17
Une complicité «naturelle»	20
Le règne de l'absurde	24
II. UNE IDENTITÉ PROBLÉMATIQUE.....	29
Handicap biologique ou héritage culturel?.....	29
Le vernis scientifique du discours patriarcal.....	31
Le féminisme, un mouvement concret.....	33
«Le privé est politique»	37
La maternité domestiquée	38
Et l'autre moitié du monde?	42
III. MATRIARCAT ET PATRIARCAT.....	45
Le matriarcat, mythe ou théorie?.....	45
Seigneurs de la guerre... et des femmes.....	46
Le patriarcat, lui, n'est pas un mythe	49
Le visage patriarcal du socialisme.....	54

IV. LE MARXISME PRIS DE COURT	63
Une faille dans la théorie marxiste	63
La dialectique de la différence.....	70
Des corps fabriqués sur mesure	73
V. NOTRE CORPS EST À NOUS	77
Mariage et tutelle parentale.....	78
Après la chute d'Ève, l'ascension de Marie.....	80
L'amour interdit.....	83
Le marxisme et les femmes	88
Liberté sexuelle pour qui?.....	91
VI. LE TRAVAIL DOMESTIQUE RÉMUNÉRÉ OU LES PIÈGES DE LA STRATÉGIE	97
Quand l'État régit la maternité.....	99
Comment l'esprit politique vient aux femmes.....	103
Une évolution inquiétante	106
Perte ou affirmation de soi?.....	110
VII. SEXES, GUERRE ET SOCIÉTÉ.....	117
Une «vertu» exclusivement féminine: la peur.....	118
Des corps façonnés pour la guerre	121
La double contrainte de l'androgynie	124
La voie royale	127
Un sexisme périlleux	129
Une alternative piégée	132
Une expérience politique spécifique.....	134
CONCLUSION: Liberté, liberté chérie!.....	139
BIBLIOGRAPHIE.....	145